

**DANS LES CONSEILS RÉGIONAUX**

**ALPES** : la discussion du budget  
opposera M. Barre à M. Dubedout  
De notre correspondant local

## Le train Alger-Oran

**déraille :**  
**près de cent morts**

**LIBR PAGE 34**

# Le Monde

**Fondateur : Hubert Beuve-Méry**

**Directeur : Jacques Fauvet**

3.50 F

Algérie, 2 DA; Maroc, 2,50 dir; Tunisie, 250 m.;  
Albanagie, 1,50 Din; Turquie, 10 sc.; Belgique,  
20 fr.; Canada, 200-250; Espagne, 5 Cts;  
Roumanie, 0,50 R; Espagne, 70 pes.; G.-B., 40 p.  
Grèce, 450 Lr.; Iran, 125 rs.; Irlande, 70 p.;  
Italie, 1000 L.; Oman, 325 P.; Luxembourg, 23 L.;  
Norvège, 4,75 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal,  
65 esc.; Roumanie, 100-120; Suède, 4,75 kr.;  
Suisse, 1,30 L.; E.-U., 65 cents; Yougoslavie, 25 d.

Tarif des abonnements page 2

**S. RUX DES ITALIENS**  
5127 PARIS CEDEX 09  
Téléx Paris n° 650372

**G.C.P. 4207 - 23 Paris**  
Tél. : 246-72-33

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Un socialiste président de la Finlande

Pour la première fois depuis la proclamation de l'indépendance de la Finlande en 1917, les partis bourgeois ont dû céder la présidence de la République à un homme de gauche. Le nouveau chef d'Etat, M. Mannio-Koivisto, social-démocrate, a été élu mardi 26 janvier dès le premier tour de scrutin avec une majorité confortable : 167 des 301 grands électeurs.

Ils se rassemblent les suffrages des "socialistes" démocrates, des 21 des 32 comités et des socialistes indépendants ainsi que d'un électeur du parti rural.

Il ne faut pas s'attendre à changements brutaux dans la politique étrangère de la Finlande. M. Kolvisko s'est déjà dit prêt à maintenir avec l'U.R.S.S. les relations de bon voisinage établies et consolidées en vingt-cinq ans de règne par son prédécesseur, M. Urho Kekkonen. « Nous avons toutes les raisons de croire que le développement économique et social continuera selon des schémas connus. Notre neutralité est fondée de manière décisive sur l'accord d'amitié et de coopération avec l'U.R.S.S. », a-t-il dit après son élection.

En matière de politique intérieure, ce socialiste modéré ne va pas non plus tenter de « faire la révolution » comme l'affirmaient ses adversaires durant la campagne électorale. M. Kolvisse a déjà dit qu'il souhaite la formation d'un gouvernement de centre-gauche analogue à celui qu'il dirigeait jusqu'à présent et qui regroupait les cent-communistes, les sociaux-démocrates, les centristes et les socialistes. Selon les usages, il devrait en offrir la direction à un centriste.

est candidat, mais que la candidate, centriste, M. Virolaine, que la base avait choisi contre l'avis de l'appareil, puisse y parvenir. Mais il est possible qu'une autre personnalité centriste accepte de le faire. Si même le président poussa, à l'acceptation, formellement, un social-démocrate, soit dissoudre la Chambre. Etant donné que des élections législatives régulières sont prévues pour fin mars 1953, aucun des partis n'a intérêt à une consultation anticipée : les partis bourgeois, surtout celui du centre, craignent une défaite. Les sociaux-démocrates qu'espérer ajouter quelques points à leur audience ; lors des élections parlementaires, ils obtiennent 24 % seulement des voix ce qui est fort loin des 44 % des suffrages recueillis par la Maison laïque, dont rest

Mais la façon dont s'est déroulée cette élection présidentielle démontre, en fait, malgré le succès relatif obtenu par la population a l'instinct, que la population a voulu une « solution » soviétique. Elle a, laisse présager d'importants changements à plus long terme. Pour la première fois, les Finlandais, assurés que les relations de leur pays avec l'U.R.S.S. sont honnêtes, ont désigné un homme qui n'avait pas été « corrompu » par la Russie de Moscou. Leur choix politique ne sera donc plus dicté par la peur du voisin. La division qui règne au sein du parti communiste pourrait d'une part provoquer au sein même une scission ou une défection, et, d'autre part, pousser les communistes à l'insuffisance. La situation est grave aussi au parti du centre, tiraillé par les querelles d'influence, affaibli par une perte d'audience régulière qui risque de s'aggraver, puisque le président sortant, qui a été élu par le peuple, pourrait, si cette évolution se confirme, devenir un partenaire acceptable pour les formations et prendre la place des anciens agrariens aujourd'hui centristes. A plus long terme encore, de nouvelles formations mineures pourraient apparaître complètement étrangères à la Finlande sous certaines formes d'indépendance.

# Les taux d'intérêt américains compromettent les efforts de relance en Europe

"La situation économique américaine reste préoccupante, notamment en ce qui concerne l'automobile et le bâtiment, mais M. Reagan sur un ton optimiste indiqué, mardi 26 janvier, dans son premier message sur l'état de l'Union, que l'économie avait tendance à changer de ligne. Le chef de l'exécutif américain, qui n'est pas du tout, comme on le croit parfois, un homme d'affaires, a déclaré qu'il était prêt à prendre des mesures pour redynamiser la production, en refusant de lever des taxes nouvelles, en cherchant à restreindre, au profit des Etats et des collectivités locales, le rôle du gouvernement fédéral, en particulier en matière d'aide sociale.

"Sur les marchés des changes, le dollar, qui avait fortement monté ces jours derniers, a fléchi; mercredi 27 janvier, à la suite d'une déclaration de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, qui a annoncé, de manière inhabituelle, que le taux d'escompte ne serait pas relevé dans l'immédiat.

"Il reste que la tension persistante des taux d'intérêts américains et la hausse du dollar qu'elle provoque risquent d'amener les gouvernements européens à renoncer prématurément à leurs timides efforts de relance."

## L'ombre du dollar

La devise américaine étend à nouveau son ombre sur l'économie de l'Europe. Non pas qu'un dollar soit en soi un facteur défavorable. Ce n'est qu'une monnaie forte, un élément de stabilité pour les Etats-Unis, mais aussi pour leurs partenaires et, d'une façon générale, pour l'économie mondiale. Mais le temps est, hélas ! révolu où une monnaie en hausse est nécessairement une monnaie saine. C'est pour des raisons peu rassurantes que le dollar, contrairement à ce que prévoyaient la plupart des experts à la fin de l'année dernière, a vu ses cours se redresser depuis le début de 1982.

Voici, que pendant deux périodes de quatre semaines, les monnaies, celles qui se sont terminées le 6 janvier et le 13 janvier, la masse monétaire a marqué une baisse de 10 à 15 pour cent, c'est-à-dire tout cas, au moins, de croissance fixée par le Système de réserves fédéral (FRB), l'organisme qui gère la monnaie à Washington. Attendons, comme j'indique avec la fièvre que l'on sait, même si leur signification véritable est encore à l'étude, que ces deux ajustements ont concerné le marché. Il y a vu la confirmation d'un mouvement de dérapage commun des deux monnaies sans sa définition la plus simple, la masse monétaire a, au cours des trois dernières semaines, crié en rythme, une perte de 10 à 15 pour cent, ce qui est, en fait, de 10 à 15 pour cent, se situe entre 2 1/2 et 5 1/2 %. Certains ont beau faire remarquer que cette augmentation est la conséquence de la mise en œuvre de techniques propres à gonfler le volume des moyens de paiement en circulation, tels que la nécessité pour les industriels de se procurer des machines à cause de la récession, la credo monétariste continue à jouer à plein. La quantité de monnaie augmentant au moins statistiquement, ce qui est la définition que M. Paul Volcker, président du FRB, va donner un nouveau tour de vis, qui ne manquera pas d'être, à son tour, l'objet de reprises des taux d'intérêt constatés depuis la fin de 1981.

L'élévation de ces taux, de par conséquent à la menace d'un retour de l'inflation, explique la poursuite de la croissance et de la récession américaine est

plongée dans la récession. Tel est le scénario du marché des changes de nos jours.

Tel est ce que trouve contourné par une grande confusion d'idées. Les économistes, les hommes politiques, les confédérés, eux, laissent et s'attachent leur excessive sévérité en point de chute de l'activité. Il demeure et se fait le plus inquiétant, qu'au creux de la récession, alors que la reprise se fait, le pouvoir d'achat se situe au niveau du loyer de l'argent est nettement supérieur à 12 %. On mesure la dégradation de la situation économique depuis un fin des années de prospérité quand on s'avise que cela tient le taux maximal des dépôts à 12 % et que la phase ultime est bonne qui aide déboucher sur la première dépression économique de l'après-guerre. Ce qui est le plus inquiétant correspond à une détérioration avancée des comptes de tous les agents économiques, entreprises, particuliers, collectivités publiques.

*(Lire la suite page 32)*

## Point de vue

# La stratégie du changement dans l'enseignement

De toutes les grandes organisations syndicales, la Fédération de l'éducation nationale est sans doute, par sa nature même, et par son histoire, celle qui regroupe le mieux en son sein toutes les sensibilités de la gauche.

On conçoit que, dans le contexte actuel, avec la gauche au pouvoir, l'attitude de la FEN, l'expression des courants de pensée qui la traversent, les rapports de forces qui s'établissent entre ces courants de pensée, soient pour tous les observateurs objet d'attention et de réflexion.

Nul doute qu'à cet égard le congrès de la FEN qui se tiendra à Avignon du 1<sup>er</sup> au 5 février ne donne lieu à un certain nombre d'exagérées.

La première remarque que je suis

La première remarque que je suis amené à faire est que le 10 mai a

par  
**JACQUES POMMATAU (\*)**

marqué une profonde œuvre dans les conditions de l'action syndicale et la possibilité de faire avancer les dossiers. Hier prédominait ce que j'appellerai un syndicalisme de résistance, voué aux actions de retardement, avec de trop rares avancées. Aujourd'hui, nous pourrions bâtir un syndicalisme constructif, sur la base d'une large concertation débouchant sur des avancées bien réelles, avec des perspectives positives d'espoir.

Certes, la FEN n'a pas à rougir de son attitude et de son action passées. Elle a toujours cherché, quelles que soient les difficultés de

l'heure, à déboucher sur des propositions ministérielles. Elle s'ac-

les conditions et les moyens de l'action syndicale dans le nouveau contexte, un contexte que nous n'avons jamais connu et qui prend encore une forme plus spécifique pour la grande organisation de fonctionnaires qu'est la FEN, car nous ne pouvons pas jouer de la disfonction entre gouvernement et patronat, notre patron à nous étant bien le gouvernement de la gauche dont nous avons soutenu les grandes orientations... Quelques vérités apparaissent, d'ores et déjà, comme autant de fils directeurs : plus que jamais, l'action syndicale est nécessaire. Pour bien conduire le changement, un mouvement syndical fort, uni et responsable est nécessaire.

**(Lire la suite page 12.)**

## LA NOUVELLE TÉLÉVISION

## *Quel changement !*

Ce qu'elle a pu changer, la télé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, c'est à peine croyable. Elle a fait un virage sur l'aile à une allure telle qu'on ne s'y reconnaît plus. La voilà devenue pédante, bavarde, didactique — c'est bien la télé des professeurs, — elle enseigne, elle commente, elle amote, elle excolle.

Elle entend arracher le bon peuple de France, ce peuple abruti par des tombereaux d'ineptes déversées sous les régnes précédents et rebuté, le pauvre, par des cours du soir d'un élitisme indigeste, à la bauge où il se vautrait en se grattant le ventre, les doigts de pieds en éventail devant un John Wayne, un Guy Lux, un Colombo, un gendarme à New-York ou ailleurs.

Terminé, tout ça. Allons, un peu de tenue dans les livings, un peu d'attention, s'il vous plaît. Les magazines, autrefois, vous y coupez sous prétexte qu'ils n'étaient pas à votre portée. On va les y mettre. A partir de maintenant, vous allez vous culti-

var en sortant de table, tout de suite  
après dîner.

Inutile de rouspéter, vous n'avez pas le choix. Et puis, quoi, ce n'est pas la mer à boire. On vous initie à la médecine, à la science, à la musique, au théâtre, à l'histoire, au cinéma, en vous montrant parfois des images, en entreardant les analyses des spécialistes de séquences filmées.

**CLAUDE SARRAUTE.**  
e la suite page 20.)

Dans notre prochain  
numéro :  
*Les discours prononcés  
à l'Académie française à  
l'occasion de la réception  
de M. de Bourbon Bus-  
set, par M. Michel Déon.*

**DUCAL**

**APELOU**

Avec un bon verre de vin rouge

**Panglais International**  
Tel : 011-41-97  
Los Angeles, 90008 P.O.

DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

**PRIX EXCEPTIONNELS**  
avec la garantie  
d'un meilleur tailleur

**COSTUMES  
MESURE**

à partir de **1.250 F**  
3 000 Tailles  
Laminées drapées anglaises  
Féminisme traditionnelle

**SOLDES  
PRÊT-À-PORTER**  
Hommes et Dames  
**DERNIERS JOURS**

**LEGRAND Tailleur**  
15, rue du Commerce - PARIS - CENT  
Tél. : 263.00.01

du lundi au samedi  
de 10 h. à 12 h.

**Jean-Paul  
SARTRE**

**Œuvres  
romanesques**

"N'en doutons pas : la voix de Sartre nous  
parle encore d'aujourd'hui, de notre temps  
présent."

J. M.-G. Le Clézio, *Le Monde*

LA PLÉIADE

GALLIMARD *nrf*

# AU JOUR LE JOUR

---

## COLLECTE

Les Français sont cinquante-quatre millions et des poussières. Le surcoût des nationalisations est évalué à 10 milliards de francs environ. Un calcul rapide montre que si chaque Français acceptait de verser 185 francs l'effort serait réglé.

On envisage donc d'organiser une collecte sur la voie publique au nom des « grandes causes nationales ». Qui refuserait de se faire à son tour cette charité serait tû d'autant.

**BRUNO FRAPPAT.**

د. محمد صالح المنجد



Le Monde

## idées

## ÊTRE JUIF

## L'année commence bien...

Daniel Buk s'inquiète ; les attentats antijuifs se multiplient, et il invite le gouvernement français à prendre l'initiative d'une action concertée au niveau européen pour lutter efficacement contre eux.

Maxime Rodinson, dont Gilbert Comte analyse un récent ouvrage, se refuse à croire cependant que le peuple juif subisse une perpétuelle damnation : c'est plutôt à la perpétuation d'une entité le plus souvent minoritaire et subordonnée qu'il attribue la perpétuation des agressions contre elle. Quant à André Caquot, il rend hommage à celui qui fut longtemps le maître des études hébraïques en France, Georges Vajda, récemment disparu.

16 novembre 1981 : après l'attentat terroriste contre la synagogue d'Anvers - 3 morts, 95 blessés, - le Renouveau juif pose une dramatique question : « Où et quand le prochain attentat ? »

16 janvier 1982 : attentat terroriste à Berlin-Ouest contre un restaurant israélien : un bébé tué, vingt-cinq blessés dont plusieurs grièvement. L'année commence bien pour le terrorisme antijuif !

Depuis le drame de l'Holocauste, les juifs d'Europe ont vécu en sécurité jusqu'en 1978.

Depuis, le terrorisme antijuif tue.

En 1979 :  
- Attentat contre le restaurant universitaire des étudiants juifs rue Médicis à Paris : 30 blessés dont plusieurs resteront gravement handicapés à vie ;  
- Attentat à Anvers contre un groupe d'enfants juifs qui se rendaient en vacances : 1 mort, 17 blessés ;  
- Attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, un vendredi soir au moment où les fidèles étaient réunis pour la prière de sabbat : 4 morts, 10 blessés ;  
- Attentat contre une agence de voyages dirigée par un couple juif, rue Taubert à Paris : 2 morts.

En 1980 :  
- Attentat à Anvers contre un groupe d'enfants juifs qui se rendaient en vacances : 1 mort, 17 blessés ;  
- Attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, un vendredi soir au moment où les fidèles étaient réunis pour la prière de sabbat : 4 morts, 10 blessés ;  
- Attentat contre une agence de voyages dirigée par un couple juif, rue Taubert à Paris : 2 morts.

En 1981 :  
- Attentat à Vienne contre une synagogue : 2 morts, 19 blessés ;  
- Attentat à Rome contre une agence de voyages : 4 blessés ;  
- Attentat contre la synagogue d'Anvers : 3 morts, 95 blessés.

A chaque fois, des objectifs civils - de préférence des lieux de culte - ou sont réunis de nombreux juifs, à chaque fois, des objectifs et des moyens soigneusement choisis par les tueurs pour faire le maximum de morts parmi les juifs.

Généralement les tueurs ne sont pas arrêtés (Médicis, Copernic, Taubert, Rome, Anvers II, Berlin) ; mais, quand ils le sont (Anvers I, Vienne), il s'agit de terroristes arabes membres de groupes palestiniens. Quant aux

par DANIEL BUK (\*)

enquêtes policières, elles ont toujours mis en évidence deux pistes : la piste néo-nazie et la piste palestinienne, et souvent ces deux pistes se rejoignent, naturellement. Car c'est dans les camps de l'O.L.P., près de Beyrouth, que s'entraînent les terroristes néo-nazis. Ou il soit le fait des néo-nazis ou bien le fait de groupes palestiniens, c'est la même haine des juifs qui inspire le terrorisme : la haine des juifs en tant que peuple ou bien la haine des juifs en tant que nation.

Or ce terrorisme ne peut plus frapper impunément les juifs de l'État d'Israël, là où ils sont organisés en nation, car ils ne sont dotés de moyens antiterroristes efficaces.

Aussi ce terrorisme frappe désormais là où les juifs ont choisi, en tant que citoyens de pays européens, de remettre leur sécurité, comme tous les autres citoyens, entre les mains de gouvernements démocratiques, là où le laxisme de ces gouvernements de l'Europe occidentale à l'égard du terrorisme, en général, et du terrorisme antijuif en particulier, accroit la vulnérabilité de l'homme face au chantage de la terreur.

Et les grands moyens d'information contribuent à cette vulnérabilité et à ce laxisme en acceptant désormais la banalisation de ces attentats. Le terrorisme n'est pas un fait divers qui ne doit occuper la « une » des journaux écrits, parés ou vidés que pendant quelques jours, voire quelques heures. Le terrorisme est un fait politique grave qui peut conduire à la déstabilisation du monde libre.

Le terrorisme est un cancer qui ronge lentement mais sûrement l'état des quelques pays encore démocratiques.

Souvenez-vous aussi de Bologne : 86 morts, 17 blessés ; de Munich : 12 morts, 150 blessés.

Cur on y prenne garde ! L'histoire du vingtième siècle nous enseigne que la haine de l'homme juif n'est que le prélude à la haine de l'homme

et de la liberté. Et quand l'homme juif est visé, c'est la stabilité des démocraties occidentales qui est en cause. Les gouvernements occidentaux ne doivent pas laisser le terrorisme s'installer dans nos rues. Or le terrorisme n'est pas une fatalité, parce qu'il est le fait de groupes organisés et donc identifiables. Ce sont des groupes inspirés par des idéologies, financés et entraînés par un même réseau : l'O.L.P. et ses prétendus dissidents, Kadheff, les néo-nazis. Le terrorisme est un moyen efficace mis en œuvre par les ennemis du monde occidental.

Et contre le terrorisme, les gouvernements ont les moyens d'agir !

Monsieur Defferre, ministre de l'Intérieur, Monsieur Henni, ministre de la Défense, Monsieur Badier, ministre de la Justice, vous détestez démocratiquement les moyens policiers, de renseignements, judiciaires de cette lutte antiterroriste en France.

Nous en appelons à votre sens des responsabilités face à l'histoire en vous demandant de prendre la décision politique de mettre en œuvre ces moyens non seulement en France, mais de proposer une action concertée au niveau européen.

Car en cette période où des gouvernements occidentaux nous ont montré qu'ils étaient prêts aux pires compromis quand il s'agit de la Pologne ou de l'Algérie, la France, pays de liberté, doit montrer à nouveau l'exemple en prenant l'initiative de cette lutte antiterroriste en Europe et en organisant rapidement une conférence européenne de lutte contre le terrorisme, avec pour objectif que les pays européens coordonnent leurs moyens judiciaires, policiers et de renseignements.

Il y a des compromis dangereux pour la liberté ; il y a un compromis mortel.

Nous ne pouvons plus accepter, avec résignation le développement du terrorisme antijuif en Europe.

(\*) Membre du bureau politique du Renouveau juif.

## La mémoire de Georges Vajda (1908-1981)

par ANDRÉ CAQUOT (\*)

Le 7 octobre 1981, à la veille du Kippour, s'éteignait brusquement le maître incontesté des études juives en France et l'un des orientalistes les plus notables de ce pays (1). Si ombreuses que fussent sa modestie et sa discrétion, Georges Vajda a trop honoré l'Université française pour que l'on ne revienne pas devant l'opinion sur son nom et son œuvre.

Né à Budapest en 1908, il reçut en cette ville une formation classique et orientale à laquelle il devait une culture d'une ampleur stupéfiante. C'est là qu'il fut initié par Bernard Heller à la discipline rigoureuse de la philologie et de l'histoire de la « science du judaïsme » illustrée depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par de grands maîtres de langue allemande. En 1928, il quittait la Hongrie pour la France. Son premier article en français parut en 1931 dans la *Revue des études juives*. Le Séminaire israélite de Paris eut le premier la sagesse de mettre à son profit son immense érudition en lui confiant un enseignement dès 1936. Diplômé de la section des sciences religieuses de l'École pratique des hautes études, pour un travail d'islamologie, il donna des conférences dans cet établissement à partir de 1937.

## Une synthèse magistrale

Pendant l'occupation allemande, il fut de ceux qui trouvèrent asile au Chambon-sur-Lignon. C'est là, dans le malheur des temps, qu'il conçut l'*Introduction à la pensée juive du Moyen Âge*, une synthèse magistrale publiée en 1947. En 1946, il soutenait sa thèse de doctorat sur la philosophie marocaine Juda ben Nissim Ibn Malka. En 1954, il était élu directeur d'études à la section des sciences religieuses de l'École pratique des hautes études et, en 1970, il devenait le premier titulaire d'une chaire de littérature juive post-biblique créée à l'université de Paris-III. Tout en assurant ses ensei-

gnements et en élaborant de multiples travaux, il n'a cessé de mener un patient travail d'investigation des manuscrits arabes et hébraïques déposés à la Bibliothèque nationale et en d'autres fonds. Il fut le fondateur de la section hébraïque et arabe de l'Institut d'histoire des textes créé par le C.N.R.S. et la dirigea jusqu'à sa retraite.

Il est impossible de dégager ici l'essentiel d'une œuvre qui compte près de trois cents titres. Rappelons seulement que ce lecteur assidu des manuscrits orientaux leur a consacré une foule de notices descriptives et historiques. Orientaliste au sens le plus large, dont la compétence s'étendait jusqu'au domaine ottoman, il s'est particulièrement intéressé aux contacts entre les cultures hébraïques et arabes. C'est ainsi qu'il a rédigé pour la dernière édition de l'*Encyclopédie de l'islam* les notices relatives aux traditions musulmanes sur les personnages bibliques, et il était un connaisseur incomparable des œuvres juives écrites en arabe ou conçues dans l'univers intellectuel et spirituel de l'islam. Car l'historien des textes était aussi et surtout un historien de la pensée. Il était attiré par les aspects les plus hauts de la réflexion religieuse et philosophique, par ces confins de la théologie et de la mystique qu'il s'efforçait d'éclairer dans son livre sur l'*Amour de Dieu dans la théologie juive du Moyen Âge* (1957). Pour ne faire allusion qu'à quelques-uns de ses travaux, il a su définir et mesurer le retentissement de l'averroïsme dans la pensée juive médiévale et celui du néoplatonisme dans la Kabbale.

## La mystique juive réhabilitée

Avec Gershom Scholem, Georges Vajda fut de ceux qui réhabilitèrent et portèrent très haut l'étude de la mystique juive qui gênait le rationalisme parfois étroit de la « science du judaïsme » du siècle dernier et qui, d'un autre côté, suscitait trop de curiosités d'un aloi douteux. Sur ce point, Georges Vajda était d'une sérénité rigoureuse. Il entendait traiter avec tout le détachement qu'exige la science de cette foisonnante littérature mystique qui fut témoin d'un mouvement capital dans l'histoire du judaïsme.

Servi par une extraordinaire puissance de travail, Georges Vajda a été de surcroît un enseignant exemplaire, exigeant envers ses élèves, mais bien moins qu'il ne l'était envers lui-même. Sa véritable consécration à son métier de chercheur ne le détournait pas de tâches que d'autres auraient dédaignées. Il a été l'âme de la Société des études juives et de la *Revue des études juives* et c'est par préférence dans ce périodique qu'il a donné des centaines de comptes rendus critiques, incisifs et brillants, dont le verdict était justement redouté. Devenu professeur d'Université, il avait le plus grand souci de la préparation des candidats à l'agrégation d'hébreu moderne, dont il présida le premier concours. Si austère que fût son abord, si grande que fût sa rigueur, sa science et son abnégation ont fait de lui un personnage rayonnant. Il a eu ainsi le bonheur d'accomplir le précepte du sage et de former de nombreux disciples. Grâce à lui, on est sûr que se poursuivra en France, au plus haut niveau, l'étude d'une culture trois fois millénaire.

(\*) Professeur au Collège de France.

(1) Voir le Monde du 10 octobre 1981.

## Le grand défi de Maxime Rodinson

L'AUSTÈRE critique n'accorde généralement qu'un intérêt mineur aux articles rassemblés en volume. Elle décerne le beau non de livre aux seuls ouvrages surgis dans l'effort d'une inspiration sans relâche. Le dédain, la réserve, s'amplifient quand l'auteur aborde un sujet fuyant, complexe, dangereux, par exemple la question juive. Dans l'embarras, chacun suspend son verdict et laisse l'aus-

teindre comme il pourra le bout de son aventure.

En 1980, Pierre Vidal-Naquet releva brillamment le défi. Avec une quinzaine de préfaces, d'études, rassemblées dans *Les Juifs, la mémoire et le présent* (1), il analysa en profondeur les rapports qu'Israël entretient avec son histoire, et mena parfaitement la tâche à son terme. Universitaire juif comme lui, Maxime Rodinson réduit à son tour huit textes anciens ou nouveaux, et propose à partir d'eux « une réflexion sur les problèmes juifs qui n'est pas judéocentrique, qui se veut même critique de l'optique judéocentrique » (2).

Débat rempli de pièges ! Le sang, la fure, la fièvre et les flammes en jaillissent depuis si longtemps qu'il semble symboliser parfois les déchirements, l'angoisse et l'indestructible grandeur du genre humain. Comment parler de ce drame d'une voix claire, en homme libre ? Mélancoliquement, l'auteur en admet les obstacles. Jusqu'à l'incompréhension hostile rencontrée souvent parmi les siens, où des extrémistes lui attribuent « l'auréole satanique du traitre », voire « une solide réputation d'antisémite juif ».

## Un peuple comme les autres

Un père, une mère disparus à Auschwitz, une reconquête d'orientaliste mondulairement connu, ne préservent pas de ces divagations. Depuis l'effondrement du III<sup>e</sup> Reich, le soupçon d'antisémitisme frappe ceux qu'il atteint d'une infamie paralysante. Parfois, l'insinuation seule suffit à discréditer. Lorsqu'un mot disqualifié à ce point, la mauvaise foi, le parti pris, résistent mal au besoin de l'utiliser. Mais quel deuil pour l'intelligence !

Envers le racisme, Maxime Rodinson n'éprouve bien sûr qu'infinitement de gêne, d'aversion, pour ne pas dire davantage. Il n'estime cependant pas que, bientôt quarante ans d'Hitler, son spectre exorcise, ou doive empêcher, toute réflexion philosophique sur l'État hébreu, ni sur ses rapports moraux et métaphysiques à dépendance avec la Diaspora. « Chacun tire des révélations de l'histoire, traumatisantes pour la société entière ou pour lui-même,

par GILBERT COMTE

des leçons à sa mesure, observe-t-il. De la révélation de l'horreur des grands massacres, que je me refuse à appeler religieuses, holocaustes, certains ont conclu que désormais les « juifs » seraient justifiés dans toutes leurs actions et leurs idées. »

Ancien communiste, fidèle aux valeurs de la gauche, l'auteur fixe ses choix d'après l'interprétation de l'histoire la plus largement admise. En effet, le service de l'humanité et, par conséquent, l'internationalisme me semblent plus dignes d'attirer le dévouement que le service d'un peuple au détriment des autres peuples », confesse-t-il. Selon ce credo, la paix du monde prime l'étroit intérêt d'Israël, spécialement au Moyen-Orient.

Hélas ! le bien commun planétaire, ne se définit pas sans peine. Même sous un gouvernement socialiste ! Comme les individus, les peuples considèrent d'abord leur sécurité à court terme, de préférence aux radieuses promesses d'avenir, même s'ils y perdent à longue échéance. Par là, au moins, l'histoire juive contemporaine ressemble bien aux autres, comme Maxime Rodinson s'applique à le prouver dans son livre. « On doit expliquer l'histoire juive par les facteurs historiques habituels », affirme-t-il inlassablement. Mais tire-t-il toutes les conséquences de sa thèse lorsqu'il assure aussi ne voir « aucune nécessité divine ni extrarégionale à la perpétuation de la religion ou du peuple juif en tant que tel ? »

L'impavide objectivité ne le démentira certainement pas. Mais aucun groupe humain n'a pour fonction d'admettre sa mort à l'avance ; Israël peut périr comme Babylone, ou durer comme l'Inde. Sa survie incombe d'abord à la patience, au courage de ses fils. De la reconnaissance abstraite d'une possible disparition au défi d'une intelligence, il n'existe souvent qu'un pas. Nous le voyons trop en France. L'instinct de conservation refuse toujours à bon droit la mort, dût-il enfreindre la science des professeurs.

Depuis l'arrivée de M. Begin au pouvoir, Israël s'inscrit sans complexe à cette loi de nature. Il y associe très fermement la Diaspora jusqu'à la compromettre. Dans un très remarquable essai, le *Juif imaginaire*,

Alain Finkielkraut montre qu'en 1967 la guerre de six jours éveilla en elle une immense ferveur. A « ce moment décisif où tout bascula, l'État juif est ce personnage mythique qui conjoint les deux rôles de la victime, du héros. En dépit de ses forces profanes, Sion - orpheline et venger - prouve à tous les juifs du monde que leur aventure n'est pas finie et que leur singularité n'est pas reniée dans l'ordre... De là vient que les juifs de la Diaspora, dans leur grande majorité, se refusent le droit de prendre du champ. L'assurance de la critique est suspendue : tant que la paix n'est pas assurée, l'entreprise israélienne ne tolère ni restriction ni condition : elle est soustraite à tout débat, à tout examen, à tout contrôle rationnels. Les juifs se font une représentation militaire de leur rapport avec l'État hébreu » (3).

## Le calvaire se précipite

Comme toute foi collective en incandescence, ce nationalisme vraiment intégral cultive un orgueil redoutablement narcissique. Au vieux mythe du peuple maudit succède celui des nouveaux parfaits. Maxime Rodinson s'en indigna, en bon fils des Lumières : « Ils peuvent commettre comme les autres des fautes et des crimes, ils ne sauraient être toujours et partout innocents. Leurs qualités comme leurs défauts doivent être jugés comme les mêmes règles de raisonnement (quant à leur analyse) et de jugement moral que les autres. »

Sans nier le caractère très particulier de l'histoire juive, il refuse pourtant d'admettre qu'elle subisse, depuis trois mille ans, une perpétuelle damnation. La captivité en Égypte ni celle de Babylone, la ruine du Temple ni la réclusion des ghettos, les pogroms d'Europe centrale ni l'écroulement hitlérien ne le persuadent du contraire. « Si ces persécution se sont perpétuées à l'égard de gens issus de la même souche ou se croyant tels au cours de trois millénaires, cela est dû simplement à la perpétuation d'une entité juive, écrite, placée la plupart du temps dans une position minoritaire et subordonnée. »

D'un bout à l'autre du monde, toutes les nations avancent effective-

ment dans l'histoire entre des abîmes de misère et des gouffres de sang. Des Polonais, Irlandais d'Europe humiliés, affamés, exterminés par les Anglais et les Russes, aux Indiens d'Amérique presque entièrement disparus, et aux Africains noirs réduits en esclavage de génération en génération, quel peuple traversa le temps sans monter un calvaire ?

A juste titre, Maxime Rodinson le rappelle fortement. Solide, irrefutable, son argumentation même cependant vers un précipice. L'idée d'une continuelle réparation morale, normalement due à des victimes traquées par des haines ancestrales, garantit depuis 1948 l'existence d'Israël au Proche-Orient, comme elle protège certaines communautés de la Diaspora par une législation antiraciste spéciale. Si la conscience d'une dette particulière s'atténue, sous l'effet de raisonnements objectifs, les rapports entre les minorités juives et leur entourage ne s'inverseraient-ils pas brutalement au cas où l'intérêt de certains pays s'opposerait à la politique de M. Begin, ou à la toute-puissante Diaspora des États-Unis ?

Maxime Rodinson a trop d'intelligence pour ne pas le comprendre. En subtil mais ferme dialecticien, il admet qu'il énoncer ce principe simple que les Juifs sont des hommes comme les autres est à la fois simple et dangereux. « Pour expier indéfiniment Auschwitz ou prévenir un retour de l'antisémitisme, le philosophe, l'historien, doivent-ils arrêter jusqu'à la fin des temps leurs réflexions à l'état des esprits en 1945, même pour juger l'Israël de 1982 ? Comme beaucoup d'autres juifs, et non des moindres, l'auteur ne le pense évidemment pas.

Dans un temps où le verbe interpellé se conjugue avec tous les sujets - la jeunesse, la nouvelle philosophie, le pape, Brigitte Bardot en croisée pour les bêtes phoques - nous interpellent - peu d'interpellations retentissent comme celle-là. Jusqu'à présent, personne n'a paru l'entendre. Pourtant, Dieu, qu'elle tienne aux oreilles !

(1) Editions Maspéro.  
(2) Editions Maspéro.  
(3) Le Seuil.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 789 F  
T.O.U.S. PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
483 F 861 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGER  
(par mandat)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE-TUNISIE  
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Claude Jéhu.

Imprimerie  
de « Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437

I.S.S.N. : 0395-2037.

Jeux de 1982



Le Monde

## étranger

## L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS

AVANT DE CLORE SA SESSION

La Diète a approuvé  
l'action du général Jaruzelski

La Diète polonaise a terminé sa session de deux jours, le mardi 26 janvier, en approuvant un léger remaniement ministériel. M. Jerzy Nawrocki, ministre de la science, de l'enseignement supérieur et de la technologie, qui avait démissionné le 19 décembre, est remplacé par M. Bronisław Malinowski, ancien recteur de l'université de Poznań. L'économie maritime est confiée à M. Jerzy Korzonak, jusqu'ici vice-ministre ; il remplace M. Stanisław Belger, devenu premier secrétaire du parti pour la région de Gdansk.

Les députés ont également adopté une résolution qui reprend les thèmes du discours de la veille du général Jaruzelski, et qui se prononce notamment pour la « reprise aussitôt que possible des activités indépendantes et autonomes des syndicats, sur la base des accords sociaux de 1980 et dans le respect de statuts et de programmes qui soient conformes avec la Constitution polonaise ainsi qu'avec la loi sur les syndicats actuellement en préparation ». Cette déclaration laisse tout loisir au pouvoir de rédiger, comme l'entendait, cette loi sur les syndicats et ne contient aucune proposition concrète pour sortir la Pologne de la crise actuelle.

Des historiens interviennent en faveur  
de M. Geremek

De notre correspondant

Varsovie. — Les internés de Dąbrowa ont fait parvenir le 23 janvier une courte lettre à M. Lech Wałęsa dont voici le texte : « Nous vous remercions de votre lettre du 22 janvier. Nous savons ce que signifie l'emprisonnement. Nous avons pensé à vous au premier moment et nous sommes prêts à répondre publiquement. Les historiens ont été particulièrement indignés par la publication dans la presse (Gazeta Wyborcza, Trybuna Ludu, Dziennik Ludowy), ainsi qu'à la radio et à la télévision, d'une série d'articles colonisant et présentant de façon mensongère et outrageante la personnalité et l'œuvre scientifique de Bronisław Geremek.

« Nous voulons, monsieur le professeur, vous faire part de notre profonde indignation contre les colonisations d'un été couvert de scientifiques qui compte parmi les plus importants de la Pologne. Les historiens polonais renommés et respectés dans le monde entier, des études de l'histoire des sciences et de la culture scientifique de Bronisław Geremek.

Le camp de Dąbrowa, aménagé dans un camp de vacances d'été, est le lieu d'internement des opposants à la politique de la Diète. Les internés de Dąbrowa ont fait parvenir le 23 janvier une courte lettre à M. Lech Wałęsa dont voici le texte : « Nous vous remercions de votre lettre du 22 janvier. Nous savons ce que signifie l'emprisonnement. Nous avons pensé à vous au premier moment et nous sommes prêts à répondre publiquement. Les historiens ont été particulièrement indignés par la publication dans la presse (Gazeta Wyborcza, Trybuna Ludu, Dziennik Ludowy), ainsi qu'à la radio et à la télévision, d'une série d'articles colonisant et présentant de façon mensongère et outrageante la personnalité et l'œuvre scientifique de Bronisław Geremek.

Le professeur Geremek, détenu jusqu'à présent à Stalowa, a été récemment transféré à Dąbrowa. M. Geremek, qui était le principal conseiller de M. Wałęsa, était jusqu'à présent le chef principal des opposants à la politique de la Diète. Il était systématiquement présenté comme le chef des extrémistes et accusé aux membres du KOD, dont il n'a jamais été membre. Le 12 janvier, trente historiens polonais, dont dix professeurs d'université, ont écrit au chef de l'Etat, le professeur Jaruzelski, pour protester contre cette campagne.

## Les sanctions économiques

« M. REAGAN  
NE POUVAIT S'ATTENDRE  
A UNE RÉPONSE SATISFAISANTE  
DES EUROPÉENS »  
estime M. Mauroy

« Les Américains n'ont pas le droit d'exiger des Européens qu'ils prennent dans l'affaire polonaise, des sanctions qui pèseraient gravement sur eux sociaux, et économiquement, tant qu'ils ne sont pas prêts eux-mêmes à de tels sacrifices », déclare M. Mauroy dans un entretien accordé à Soria et que l'hebdomadaire allemand publie jeudi. « M. Reagan ne pouvait s'attendre à une réponse satisfaisante des Européens après avoir abordé le problème des sanctions de la manière dont il l'a fait », poursuit le premier ministre, faisant allusion au refus américain d'étendre les sanctions contre l'URSS aux ventes de céréales.

Après avoir déclaré que « l'histoire a montré que la politique des sanctions a obtenu des résultats douteux et en tout cas pas efficaces », M. Mauroy a insisté, en ce qui concerne la Pologne, que « Paris honore les accords déjà passés, mais il n'en soutient pas de nouveaux », car « nous attendons au moins que l'état de siège soit levé avant de négocier avec les autorités polonaises ».

Interrogé sur l'attitude des Etats-Unis au Salvador, M. Mauroy a dit : « Nous condamnons les effets de la politique américaine en Pologne tout comme nous condamnons l'influence de la politique américaine au Salvador. » — (A.F.P., U.P.I.)

DEUX ÉMISSAIRES DE LA CROIX-ROUGE  
ONT VISITÉ PLUSIEURS  
CENTAINES DE DÉTENUÉS.

(De notre correspondant.)

Genève. — Après un mois de pourparlers patients, le comité international de la Croix-Rouge (C.I.R.) a pu commencer à accomplir en Pologne la mission qui est l'une de ses principales missions : c'est le 21 janvier que la demande d'assistance des civils internés présentée aux autorités polonaises par le C.I.R., le 21 décembre, a reçu une réponse favorable.

Deux représentants du C.I.R., Mlle Michèle Merle et M. Franz Schmidt, ont donc pu, en vertu de leur mandat et avec l'aide de la Croix-Rouge polonaise, s'entretenir sans tensions à Gdansk (à deux parties délimitées, l'est de Varsovie), avec deux cent quarante-deux détenus de leur choix. Le 24 janvier, ils ont pu visiter deux cent quarante-cinq autres détenus, à Bielsko, la banlieue proche de la capitale. Au cours de ces visites, ils ont remis aux prisonniers cinq cent vingt-cinq colis de produits de première nécessité, notamment des médicaments.

Le C.I.R. tient à préciser que l'autorisation de visite s'étend à l'ensemble des personnes internées depuis le coup d'état militaire du 13 décembre. Conformément aux conventions de Genève, les visites doivent être faites au lieu même de détention et peuvent être renouvelées à l'initiative des délégués du C.I.R. Les pays de l'Est européen ayant adhéré jusqu'à présent par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) et la Confédération mondiale du travail (C.M.T.). Le conseil national de la centrale a appelé, le lundi 26 janvier, « tous les travailleurs de France » à poursuivre leurs actions en faveur du peuple polonais. Il a précisé que le montant des collectes organisées par la C.F.D.T. pour soutenir ces actions s'élevait actuellement à 3 128 820 francs.

Le C.F.D.T. a appelé ses adhérents à manifester, le 30 janvier, à l'occasion de la Journée de solidarité avec la Pologne organisée par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) et la Confédération mondiale du travail (C.M.T.). Le conseil national de la centrale a appelé, le lundi 26 janvier, « tous les travailleurs de France » à poursuivre leurs actions en faveur du peuple polonais. Il a précisé que le montant des collectes organisées par la C.F.D.T. pour soutenir ces actions s'élevait actuellement à 3 128 820 francs.

## La rencontre Haig-Gromyko à Genève

• Les États-Unis refusent de fixer une date pour la reprise des négociations stratégiques

• Les divergences sur les euromissiles « ne sont pas encore surmontées », affirme l'agence TASS

Rendant compte des entretiens entre MM. Haig et Gromyko, l'agence Tass indique que, « du côté soviétique, l'attention prioritaire a été accordée aux questions de l'arrêt de la course aux armements, en premier lieu nucléaires, et du renforcement de la paix », nous signale notre correspondant Thomas Feraud.

L'agence soviétique ajoute que « les tentatives de la partie américaine de sou-

mettre à la discussion des questions relatives aux événements en cours dans la République populaire de Pologne ont été déclinées comme incompatibles avec le principe de non ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains ».

Tass évoque ensuite les pourparlers sur la limitation des armements à moyenne portée en Europe et sur celle des armements stratégiques. Sur le premier sujet,

dit l'agence, « les deux parties ont constaté qu'il existe entre leurs positions respectives des divergences qui ne sont pas encore surmontées ». Sur le deuxième, « la partie américaine a évité de préciser la date à laquelle elle sera prête à rouvrir les négociations ; du côté soviétique, il a été déclaré que l'URSS, elle, y était prête ». Tass conclut en affirmant que, de l'avis des deux parties, les entretiens ont été « indispensables et utiles ».

## Un double monologue

De notre envoyé spécial

Genève. — On s'attendait que la réunion tourne court, en raison des prises de position divergentes des deux ministères à leur arrivée sur le sol helvétique : ce fut finalement un long tête-à-tête. Et si MM. Haig et Gromyko ne se sont pas vraiment entendus, du moins leur prétendu « dialogue de sourds » ne fut pas la face-à-face de deux muets : ce sont au total quelques sept heures trente d'entretien qu'ils ont eues mardi 26 janvier à Genève. Deux heures trente le matin, dans une salle tendue de moquette beige de l'austère bâtiment de béton gris de la mission américaine auprès des Nations unies ; cinq heures, l'après-midi, dans les locaux de la mission soviétique, dont l'architecture composite hésite entre la datcha et le bunker.

Malgré les pétitions de principe, l'entrevue a donc eu lieu très normalement — si ce n'est qu'elle a été, à l'initiative des Etats-Unis, réduite à une seule journée. Faut-il voir un échange de bons procédés ? M. Gromyko, qui qu'il en ait dit lundi soir, a accepté d'entendre son interlocuteur américain lui redire sa préoccupation de voir les événements de Varsovie, et la condamnation par Washington de l'intervention soviétique dans les affaires polonaises, même si cette intervention revêt, en la circonstance, un aspect différent de celui qu'elle avait jadis, à Budapest, à Berlin-Est ou à Prague.

De son côté, le chef de diplomatie américaine n'a rien fait pour écarter des pourparlers dont la longueur était en soi un petit succès diplomatique pour Moscou, toujours soucieux de prouver que l'Union soviétique demeure, malgré les crises polonaise et afghane, une puissance « respectable », même et surtout par Washington.

Au cours de la brève conférence de presse qu'il a donnée dans la soirée de mardi, à l'issue de la rencontre, M. Haig a insisté à plusieurs reprises sur le fait que celle-ci avait été placée sous le signe de la Pologne, cette « grande ombre » qui plane sur « les relations Est-Ouest en général, et sur les pourparlers concernant la réduction des armements en particulier ».

Il ne semble pas qu'il ait obtenu de son interlocuteur soviétique un apaisement réel sur les intentions du Kremlin à cet égard. Du moins a-t-il pu lui rappeler longuement les conditions posées par Washington à la levée, même partielle, des sanctions économiques, pour ne pas dire plus, que lui inspire le dernier discours du général Jaruzelski (le Monde du 27 janvier).

Mal, surtout, M. Haig a clairement indiqué à M. Gromyko que les Etats-Unis ne pouvaient envisager la reprise des SALT, ou plutôt des

START (Strategic Arms Reduction Talks), selon la nouvelle terminologie américaine, avant que le Kremlin, à travers les auteurs du coup d'état militaire de Varsovie, ait fait au moins un geste en faveur du peuple polonais.

Le secrétaire d'Etat américain a ainsi confirmé la nouvelle attitude de Washington, qui consiste à lier le progrès des négociations sur la réduction des armements au comportement soviétique sur la scène internationale. Longtemps considérées comme un domaine privilégié, où devait échapper à ces considérations conjoncturelles, ces négociations sont donc désormais officiellement partie de l'arsenal des moyens de pression que les Etats-Unis souhaitent exercer sur le Kremlin pour l'amener à composition. On estimait mardi soir dans l'entourage du secrétaire d'Etat que les pourparlers sur les euromissiles, qui suivent leur cours depuis fin novembre à Genève, pourraient eux aussi, à terme, pâtir d'une éventuelle intransigence soviétique dans l'affaire polonaise.

Pour autant qu'on puisse savoir en l'absence de toute déclaration de M. Gromyko, il ne semble pas que le ministre soviétique des Affaires étrangères, tout en ayant écouté les déclarations de son collègue américain, lui ait donné la moindre raison d'espérer. Il se serait, en revanche, montré prolix sur la nécessité de maintenir, en particulier dans une phase de tension, le dialogue direct entre Moscou et Washington. M. Haig lui-même a d'ailleurs insisté sur ce point au cours de sa conférence de presse, ce que l'on aura probablement considéré comme encourageant du côté soviétique. Encore ne s'agit-il que de contacts au niveau ministériel : l'éventualité d'une rencontre entre MM. Reagan et Brejnev n'a même pas été évoquée, a assuré M. Haig.

## De Cuba à l'Afrique

Plusieurs autres sujets ont fait l'objet d'échanges de vues approfondis — « sobres, mais très détaillés », a commenté le secrétaire d'Etat américain. Ce fut notamment le cas de l'attitude des Soviétiques à Cuba, en Amérique centrale en général, mais aussi en Afrique. « Nous sommes allés bien au-delà des considérations générales sur le niveau de leur présence militaire », a indiqué M. Haig, qui s'est cependant refusé à préciser jusqu'où avait pu porter la discussion. S'agissant de l'Afrique, la situation du gouvernement de Pretoria a également été débattue en détail entre les deux ministres.

**ÊTRE FEMME SOUS LE III<sup>e</sup> REICH**  
Par RITA THALMANN  
La situation de la femme dans un système qui est, par essence, un « ordre masculin »...  
Un apollin neuf à l'histoire de la société national-socialiste et à l'histoire de la condition féminine dans l'époque contemporaine.

ROBERT LAFFONT

## Espagne

Les juges militaires manifestent de nouveau  
leur indulgence pour les « ultras »

De notre correspondant

Madrid. — Il est aussi grave pour un militaire de dénoncer la présence d'éléments « ultras » au sein des forces armées que d'insulter le roi en public. C'est en tout cas ce qui ressort des deux conseils de guerre rendus à Madrid le mardi 26 janvier contre le colonel Alvaro Gralino et le capitaine Milans del Bosch, qui ont abouti à la même sentence : deux mois et un jour de mise aux arrêts de rigueur pour chacun des deux accusés.

Fils du lieutenant-général qui joua un rôle de premier plan lors de la tentative de putsch du 23 février, le capitaine Milans del Bosch, lui-même sympathisant des milieux extrémistes de droite, avait traité de « porc inutile » le roi Juan Carlos (qui est en même temps chef suprême des armées). Il avait été invariablement dénoncé par un autre officier, le colonel Gralino, de son côté, avait mis en lumière, dans un article publié par un quotidien madrillien, l'existence de « relations » entre les milieux ultras parmi les mili-

taires. Il avait été inculpé « d'insultes à l'armée ».

Le capitaine Milans del Bosch et le colonel Gralino avaient d'abord été condamnés respectivement à un et deux mois de prison lors de deux conseils de guerre rendus en octobre qui avaient été suivis par vice de forme par le capitaine général de la région militaire de Madrid.

Le fait que les deux nouveaux jugements aient eu lieu en même temps que les sentences aient été identiques a été vivement critiqué par les milieux militaires démocratiques : on veut donner l'impression d'un « équilibre politique », assurent-ils, alors que les « fautes » reprochées aux deux officiers sont de gravité bien différente. D'ailleurs, nombreux sont les officiers autres que le colonel Gralino qui publient des articles dans la presse espagnole (y compris celle d'extrême-droite) sans être inquiétés par la justice militaire.

THIERRY MALINIAC

La Turquie pourrait être traduite  
devant la Commission européenne  
des droits de l'homme

La commission politique de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, réunie mardi 26 janvier à Strasbourg, a adopté par 13 voix contre 12 un projet de résolution sur la situation en Turquie, qui sera mis aux voix jeudi en séance plénière. Il demande notamment la saisie de la commission européenne des droits de l'homme contre la Turquie « pour vérifier dans quelle mesure les allégations de torture et d'autres violations des droits de l'homme sont fondées ».

QUARANTE MILLE PROCÈS POLITIQUES EN COURS,  
SELON LA C.G.T.

Quarante mille procès politiques sont en cours en Turquie où quatre-vingt mille personnes restent détenues sur les quelques deux cent mille arrêtées à la suite du coup d'Etat militaire de septembre 1980, selon une avocate de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) de retour d'une mission d'information en Turquie. Au cours d'une conférence de presse conjointe C.G.T.-F.S.M., Mlle Monique Briondes a indiqué mardi à Paris que ces chiffres lui avaient été communiqués par une avocate turque.

Selon les mêmes sources, mille cinq cents personnes sont mortes en prison des suites de tortures, « pratiques systématiques pour tout interrogatoire » et appliquées parfois devant les proches des détenus. Ils ont également indiqué que des avocats ayant dénoncé

ces pratiques sont poursuivis pour « dénonciation calomnieuse ».

Les droits de la défense sont « grossièrement bafoués » en Turquie où les avocats « ne peuvent rencontrer leurs clients que dans des grilles de prison de plusieurs mètres et en présence de militaires ».

Les délégués ont assisté, en l'absence des avocats de la défense, à une séance du procès des cinquante-deux dirigeants de la Diak qui risquent la peine de mort pour tentative « d'établir la dictature du prolétariat (...) en tant que membres d'une organisation marxiste-léniniste ».

Ils ont déploré l'absence de procès des prisonniers, les conditions de détention sont « très pénibles » (surpopulation, saleté, manque de chauffage).

A ses lecteurs  
Le Monde  
présente une  
Sélection  
livres-musées

Il y a cinquante ans  
l'histoire de l'intelligence  
humaine et des  
parus dans les années  
Maurice Specimen  
sur demande.

Jellyroll 1520



## EUROPE

U.R.S.S.

### La disparition de M. Souslov risque de modifier les équilibres fragiles au sein du bureau politique

De notre correspondant

Moscou. — L'agence Tass a annoncé, mardi 26 janvier, en début d'après-midi, la mort de M. Michel Souslov, membre du secrétariat et du bureau politique du P.C. de l'Union soviétique, à l'âge de cinquante-deux ans, d'une « brève et grave maladie » (« Le Monde » du 27 janvier).

En début de soirée, un bulletin médical donnait des précisions inaccoutumées sur les causes du décès de M. Souslov. Celui-ci, qui souffrait d'une arthérite chronique généralisée affectant principalement les vaisseaux du cœur et du cerveau, sur un fond de diabète sucré, a été atteint le 21 janvier

(M.M. Grichine, Felche, Tchernenko et Kirilenko, n'ont pas été précisés). La nécrologie de M. Souslov, signée, comme celle de l'ancien premier ministre, de tous les dirigeants du parti à commencer par M. Brejnev, a été lue d'une voix solennelle, mardi soir, à l'ouverture du journal télévisé et publiée le lendemain, selon la tradition, en page 2 de la Pravda. Elle rend hommage, dans des termes également rituels, à ses qualités de « remarquable organisateur », de « combattant infatigable pour la grande cause de Lénine, pour le succès de la construction communiste », mais elle ajoute que « étant un éminent théoricien du parti, il a beaucoup fait pour le développement créatif de la théorie marxiste-léniniste. Il a fermement défendu sa vérité ». Le texte souligne aussi que « la question du renforcement de la solidarité fraternelle avec les pays de la communauté socialiste, la lutte de notre pays pour la cause de la paix, tenaient une place importante dans ses activités ».

La biographie de M. Souslov est inscrite sur la part prise par celui-ci aux purges des années 30 comme inspecteur de la commission centrale de contrôle du parti, puis aux « grandes campagnes idéologiques menées par Staline à la fin des années 40 et au début des années 50. De même, rien n'est dit sur le rôle qu'il a joué auprès de Khrouchchev.

M. Souslov avait été consacré il y a un peu plus d'un mois comme le numéro deux du régime au cours d'une de ses dernières apparitions publiques : c'est lui qui avait remis à M. Brejnev, au nom des plus hautes instances de l'Union soviétique et d'Héros de Lénine qui étaient attribués pour la quatrième fois au secrétaire général du P.C.U. à l'occasion de son cinquante-quatrième anniversaire. L'honneur ainsi fait à celui qui était en même temps le membre le plus ancien du bureau politique n'était pas purement protocolaire, mais une promotion, mais à tout le moins une éclatante confirmation du rôle majeur qu'il était le sien à la direction du parti.

Une sorte d'arbitre suprême

Numéro deux, M. Souslov ne s'était pas en titre, cette fonction étant dévolue, selon les coutumes, soit à M. Kirilenko soit à M. Tchernenko, mais il l'était en fait. Il n'était pas seulement le grand maître de l'idéologie, gardien reconnu de l'orthodoxie communiste. Il n'était pas seulement le chef d'une faction, puissant patron d'une clientèle placée par ses soins à d'importantes postes de responsabilité. Il était aussi et surtout, à la fois par son ascendant personnel et par le réseau de relations qu'il s'était créé pendant sa longue carrière, une sorte d'arbitre su-

prême, investi d'une autorité suffisante pour régler les conflits, notamment en période d'inter-règne.

Sa disparition devrait donc bouleverser les fragiles équilibres qui se sont peu à peu insensiblement établis au sein du bureau politique. Dans le domaine idéologique, en libérant d'un joug pesant les exécutés de la pensée marxiste-léniniste, elle peut favoriser des remises en question et du même coup des querelles qui ne se limiteront pas à des batailles d'idées. Dans le jeu des rapports de forces, elle va ouvrir de nouvelles perspectives à ceux qui passent pour ses proches (on cite en général les noms de M.M. Pomomarev, Kapitonov, Solomennikov, Demichev et parfois celui de M. Gorbatchev) et contraindre ainsi à des réajustements. Enfin, dans la perspective de la succession, elle risque de provoquer de sérieux affrontements entre les postulants au pouvoir suprême en l'absence d'une personnalité capable d'imposer son choix, comme l'avait fait M. Souslov avec M. Khrouchchev puis avec M. Brejnev.

Il serait trop simple de percevoir dans cet événement une victoire des « modernes » sur les « anciens », ou des « libéraux » sur les « durs ». M. Souslov, qui fut l'artisan de l'élection de Khrouchchev avant d'être celui de sa chute, a apporté un soutien appuyé au régime sans faille à la politique de M. Brejnev. Il semble même avoir joué le rôle d'ultime rem-

part contre certains « ultras », partisans d'un plus net durcissement du régime.

Dans son dernier discours théorique prononcé en octobre devant les responsables des chaires de sciences sociales (Le Monde du 16 octobre 1981), il avait certes réaffirmé la nécessité d'insister sur l'étatisme et le juste ligne marxiste-léniniste pour assurer le développement de l'économie, mais il s'en était pris également à ceux qui contestent l'importance des stimulants matériels. Il visait par là un courant favorable à une reprise en main plus musclée du système sans prétexte d'assainissement et de lutte contre la corruption. Ce courant néo-stalinien, que ses adversaires jugent « populistes » voire « fascistes », et qu'ils soupçonnent de songer à une militarisation à la polonaise, pourrait apparaître lorsque s'ouvrira la succession de M. Brejnev comme un des pôles de la direction considérée comme des « radicaux » par opposition aux « dogmatiques » dont M. Souslov était l'incarnation, vont avoir les conséquences plus incertaines.

Une dynamique nouvelle pourrait ainsi se créer. La mort du numéro deux soviétique apparaît en tout cas comme le premier élément de déboisement d'une situation politique longtemps figée par le vieillissement de l'équipe au pouvoir.

THOMAS FERENCZI.

## Dans la presse

LE MATIN DE PARIS : une haute qualité d'homme.

« Une haute qualité d'homme : celle pour qui vivre, c'est vivre pour les autres. En d'autres termes, celle d'un homme qui, au service de l'humanité, se sacrifie et se donne. M. Souslov, qui fut l'artisan de l'élection de Khrouchchev avant d'être celui de sa chute, a apporté un soutien appuyé au régime sans faille à la politique de M. Brejnev. Il semble même avoir joué le rôle d'ultime rem-

part contre certains « ultras », partisans d'un plus net durcissement du régime.

Dans son dernier discours théorique prononcé en octobre devant les responsables des chaires de sciences sociales (Le Monde du 16 octobre 1981), il avait certes réaffirmé la nécessité d'insister sur l'étatisme et le juste ligne marxiste-léniniste pour assurer le développement de l'économie, mais il s'en était pris également à ceux qui contestent l'importance des stimulants matériels. Il visait par là un courant favorable à une reprise en main plus musclée du système sans prétexte d'assainissement et de lutte contre la corruption. Ce courant néo-stalinien, que ses adversaires jugent « populistes » voire « fascistes », et qu'ils soupçonnent de songer à une militarisation à la polonaise, pourrait apparaître lorsque s'ouvrira la succession de M. Brejnev comme un des pôles de la direction considérée comme des « radicaux » par opposition aux « dogmatiques » dont M. Souslov était l'incarnation, vont avoir les conséquences plus incertaines.

Une dynamique nouvelle pourrait ainsi se créer. La mort du numéro deux soviétique apparaît en tout cas comme le premier élément de déboisement d'une situation politique longtemps figée par le vieillissement de l'équipe au pouvoir.

THOMAS FERENCZI.

Belgique

### Le roi Baudouin lance un grave avertissement aux milieux politiques

De notre correspondant

Bruxelles. — Le roi Baudouin a prononcé, le mardi 26 janvier, un discours les plus marqués de son règne en établissant un diagnostic sans complaisance et même sans pitié du « mal belge ». S'adressant aux corps constitués à l'occasion du conseil d'Etat, le monarque a dit, tout particulièrement ferme et même de reproche à l'égard du monde politique, qui a remanié des discours comme un vêtement usé.

La crise est partout, elle est mondiale, a dit en substance le roi, mais l'image d'un navire Belgique menacé par les vagues déferlantes de la crise mondiale est plus fautive que vraie. Elle risque d'entraîner l'effacement de la Belgique, qui ne peut rester qu'à attendre que le vent change, que les grands pays soient troublés par les remèdes adéquats et qu'ils subissent entre-temps les événements en essayant d'éviter le naufrage. Ce serait une dangereuse erreur.

La Belgique n'est pas simplement victime de la crise économique mondiale, a dit le roi.

Le souverain a également évoqué la mise en place de nouvelles institutions. « L'Etat », a-t-il dit, « ce que l'Etatisme des autocrates réalistes encourage l'expression renouvelée des solidarités et un consensus entre les Belges de nos communautés et de nos régions ».

« A défaut de quoi, nous aurions mis en place des causes de blocage supplémentaires de décisions dont on a vu l'urgence ».

« Aucun Etat à structure de type fédéral ne peut fonctionner sans une conscience aiguë des enjeux nationaux communs ».

PIERRE DE VOS.

## PROCHE-ORIENT

LA VISITE DE M. HAIG A JÉRUSALEM

### M. Begin maintient ses réserves sur la participation européenne à la force du Sinai

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour la deuxième fois en deux semaines, le secrétaire d'Etat, M. Haig se rend en Israël et en Egypte où il compte poursuivre ses efforts pour tenter de sortir de l'impasse les négociations sur l'autonomie palestinienne. Mais à Jérusalem, où il est attendu mercredi 27 janvier, il lui faudra ajouter au programme de ses discussions la question de la participation européenne à la force de paix du Sinai.

Le gouvernement de M. Begin n'a toujours pas mis un point final à la polémique qui dure depuis plus de deux mois à ce sujet. Contre toute attente, il ne s'est pas encore prononcé sur les documents qui lui ont été adressés le 12 janvier par les ambassadeurs en Israël des quatre pays (France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas), disposés à participer à la force de paix du Sinai. Le premier ministre israélien continue de faire des difficultés. Il voudrait que cette participation oblige les Européens à accepter un serment à leurs critiques contre la partie des accords de Camp David concernant la promesse d'un terme à leurs critiques contre le processus de paix. Le problème palestinien, il considère que les « quatre » doivent formellement accepter tous les termes de ces accords, tandis que les Européens ne s'estiment liés que par les clauses du traité de paix entre l'Egypte et Israël.

La note remise le 12 janvier par les ambassadeurs était un compromis suggéré par Washington, qui attache une grande importance à la participation européenne. Pour M. Begin, cette réponse n'est pas encore satisfaisante, car elle ne fait pas référence à la déclaration conjointe israélo-américaine du 3 décembre définissant les « conditions » de cette participation. Mais il y a pire aux yeux de M. Begin : la dernière lettre des « quatre » fait de nouveau allusion à la déclaration européenne de Venise (juin 1980) en faveur de l'autodétermination (et non de l'autonomie) des Palestiniens et d'une participation de l'O.L.P. à de futures négociations.

An ministre israélien des affaires étrangères, on déclare qu'il ne s'agit que de « clarifications » et que la constitution de la force du Sinai avec participation européenne n'est pas remise en cause. Mais, dans les milieux diplomatiques européens, à l'arrivée à Paris, on souligne que les changements demandés par Israël commencent à mettre à l'épreuve la patience des gouvernements concernés. De part et d'autre, on compte sur l'intervention de M. Haig pour mettre un terme au débat.

FRANCIS CORNU.

Egypte

### M. Mubarak fait des avances aux pays arabes

Correspondance

Le Caire. — Le président Hosni Mubarak a lancé, mardi 26 janvier, la balle dans le camp arabe, l'invitant implicitement à faire les premiers pas en vue de la normalisation des relations avec l'Egypte, détachée à la suite de l'accord de paix avec Israël. Le nouveau bras armé souligné que « les intérêts stratégiques de l'Egypte étaient étroitement liés à ceux des pays arabes, islamiques et enfin africains ».

Il a ajouté, dans son discours devant le parti national démocratique (majorité) qui venait de l'élection à la présidence (1), que son pays « était ouvert à l'échange et à la coopération avec tous les peuples disposés à tendre la main à l'Egypte ». Il a toutefois laissé entendre que l'Egypte n'est pas disposée à se défaire de « l'acquis de la paix » et ne saurait tolérer des pressions en vue de réaliser ce rapprochement estimant que la coopération régionale et la liberté de choix de l'Egypte en fonction de ses intérêts devaient être respectées.

Le chef de l'Etat, qui a réaffirmé l'attachement de son pays au non-alignement, a toutefois estimé que celui-ci n'était pas en contradiction avec l'étroite

coopération égypto-occidentale. Il a estimé de ce propos que la participation de quatre pays européens (France, Italie, Royaume-Uni et Pays-Bas) aux côtés des Etats-Unis à la force multinationale du Sinai « constituerait une contribution positive renforçant les chances de paix au Proche-Orient ».

En ce qui concerne la situation intérieure, le roi a indiqué qu'il ne cherchait pas à « ébranler le changement pour le changement », mais que les mesures (notamment de libération d'oppression) qu'il a prises étaient dictées par l'évolution de la conjoncture. Enfin, en ce qui concerne la situation économique, le chef de l'Etat a réaffirmé qu'il poursuivait la politique de libéralisme économique et que si des changements de détail devaient intervenir, la grande direction des « congrès économiques » qui doit réunir en février les personnalités économiques égyptiennes de différentes tendances.

(1) N.D.L.R. — Cette fonction était occupée par Sadate, mais son successeur avait d'abord donné l'impression de ne pas vouloir l'accepter pour lui-même afin de prendre ses distances avec la politique « politicienne ».

### CINQUANTE-UN OPPOSANTS SONT LIBÉRÉS

Le chef de l'Etat égyptien a ordonné, mardi 26 janvier, la libération immédiate de cinquante-un opposants politiques emprisonnés dans des lieux de détention appartenant à la plupart au groupe de quelque mille cinq cents « opposants » incarcérés pour « sédition » et « trahison », en septembre 1979, à la demande de Sadate. Ces mises en liberté font suite à celles déjà décidées par le général Mubarak depuis son accession à la présidence, en octobre, et qui avaient principalement bénéficié à des politiciens marxistes, nassérites intégristes et libéraux, aux membres des Frères musulmans et à deux prêtres coptes-orthodoxes.

La nouvelle série de libérations comprend, pour la première fois, des éléments d'un mouvement islamiste : le cheikh Abdelhamid Klich, le virulent prédicateur

avenue de la mosquée Sourde-de-Vie au Caire (Nasser déjà avait dû l'incarcérer), devenu l'un des figures de proue du fondamentalisme populaire, le journaliste Gaber Rizk, auteur d'un ouvrage à grand tirage sur la répression contre les Frères musulmans à l'époque nassérite et l'avocat Charaf El-Chennawi. Treize étudiants intégristes arrêtés à Alexandrie en septembre lors de manifestations contre Sadate font aussi partie du dernier groupe de prisonniers élargis, de même que deux évêques, trois prêtres et une dizaine de laïcs chrétiens dont l'identité n'a pas été encore révélée. Parmi le clergé copte, compte tenu de précédents libérations, outre le pape Chénouda III, demeurent en prison quatre évêques et sept prêtres.

Parmi les opposants libérés, mardi 26 janvier, on relève le nom d'un avocat vétéran (nationaliste libéral), M. Ahmed Nasser qui s'était fait connaître par ses philippiques contre les accords de Camp David.

### L'assassinat d'un diplomate algérien à Beyrouth

M. RABAH KHEROUA A ÉTÉ TUÉ A L'INSTIGATION DE SA FEMME

Alger (A.F.P.). — Le parquet d'Alger a indiqué, lundi 25 janvier, que l'enquête menée à la suite de l'assassinat à Beyrouth dans la nuit du 18 au 19 janvier de M. Rabah Kheroua, conseiller politique à l'ambassade d'Algérie au Liban, a conduit à la culpabilité de sa femme (« Le Monde » du 15 janvier). Selon les informations de sources officielles algériennes, les auteurs de l'assassinat sont trois jeunes libanais, qui ont agi à l'instigation de Mme Kheroua. Celle-ci a fait des aveux complets après des serments de police algériens et a été présentée au juge d'instruction, qui a ordonné son incarcération.

## DIPLOMATIE

### APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. ATTALI L'incident franco-saoudien est « passager mais regrettable » estime l'ambassadeur d'Arabie Saoudite

M. Hejailan, ambassadeur d'Arabie Saoudite, a déclaré, mardi 26 janvier, que l'incident franco-saoudien était « passager mais regrettable ».

Le journal saoudien du soir Al-Jazira a invité, d'autre part, le monde arabe, dans son éditorial de mardi, à adopter la devise « un pas de plus vers la paix » à l'égard de la France, qui a cessé d'appuyer Israël, même après l'annexion du Golan. Le journal souligne que le « président des Etats arabes vers la France marquerait la reconnaissance envers celle-ci pour son attitude noble à l'égard de la nation (arabe) lors de la défaite de juin 67 ». « Au cas d'un éventuel changement de cette attitude, affirme le journal, des intérêts français dans la région seront affectés ».

A Paris, le ministre de la défense a officiellement annoncé mardi que le ministre, M. Herry, accompagné d'une importante délégation civile et militaire, se rendrait en Arabie Saoudite du 30 janvier au 2 février.

reusement déchirée depuis des années.

Le journal saoudien du soir Al-Jazira a invité, d'autre part, le monde arabe, dans son éditorial de mardi, à adopter la devise « un pas de plus vers la paix » à l'égard de la France, qui a cessé d'appuyer Israël, même après l'annexion du Golan. Le journal souligne que le « président des Etats arabes vers la France marquerait la reconnaissance envers celle-ci pour son attitude noble à l'égard de la nation (arabe) lors de la défaite de juin 67 ». « Au cas d'un éventuel changement de cette attitude, affirme le journal, des intérêts français dans la région seront affectés ».

A Paris, le ministre de la défense a officiellement annoncé mardi que le ministre, M. Herry, accompagné d'une importante délégation civile et militaire, se rendrait en Arabie Saoudite du 30 janvier au 2 février.

la "Collection Croisière" Daniel Grimm est actuellement chez MEREDITH 14, rue de Passy



## AMÉRIQUES

## AFRIQUE

## LA VISITE DU ROI DU MAROC A PARIS

**Le voyage de M. Mitterrand en Israël « aidera beaucoup la cause arabe »**  
**affirme Hassan II**

« Je mets quiconque au défi de trouver le moindre usage entre le roi du Maroc et le président Mitterrand depuis son élection à la magistrature suprême. Il n'y a jamais eu de usage entre les deux chefs d'Etat. N'avez-vous pas vu des usages, mais il n'y a pas de problème », a déclaré le roi Hassan II, mardi 26 janvier, en quittant l'Élysée après cinquante minutes d'entretien avec le chef de l'Etat. Le souverain était arrivé à 12 h 35 avec vingt minutes de retard, sans doute pour éviter les manifestations des Comités de lutte contre la répression au Maroc — pourtant tenus à bonne distance — qui protestaient contre le maintien de délégués politiques en prison et la disparition de quelque quatre cents personnes.

La déclaration du souverain n'a pas manqué de surprendre dans la mesure où le souverain a été par rapport au soutien apporté par le parti socialiste au Front Polisario et à l'Union socialiste des forces populaires. De son côté, le monarque, en dépit de ses liens avec son « cousin Ouzoud », avait dépeché des émissaires auprès des chefs du Polisario au lendemain du 10 mai pour les dissuader de retirer leurs troupes de l'Algérie et les inciter à la politique proche-orientale du nouveau gouvernement socialiste. Il est vrai, enfin, que le sujet le plus épineux, concernant le Sahara occidental, avait été remis d'après le roi, au dîner offert en son honneur.

Le monarque, qui est en visite privée et réside dans son château de Béja, dans l'Oise, est arrivé à ce dîner avec cinquante minutes de retard sur l'horaire prévu. De nombreuses personnalités avaient été invitées, notamment MM. Boucetta, ministre des affaires étrangères, Rida Guedira, conseiller du roi, et le général Ahmed Dlimi, directeur du cabinet militaire, et du côté français, MM. Claude Chéysson, mi-

PAUL BALTA.

● Une mission de l'Internationale socialiste doit se rendre, à compter de vendredi 29 janvier en Afrique. Conduite par M. Joseph Ki Zéro, secrétaire général du parti socialiste progressiste de Haute-Volta, cette mission visitera l'Angola, le Botswana, la Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Elle a notamment pour objectif de préparer une conférence organisée par l'Internationale socialiste, consacrée à l'Afrique australe, qui se tiendra dans cette région avant la fin de l'année.

En vacances, l'idéal c'est de payer une bonne fois pour toutes au lieu de continuer à débours des sommes de plus en plus lourdes tous les ans. L'idéal c'est de mettre ses vacances à l'abri pour en profiter encore mieux, l'esprit plus serein et le portefeuille moins menacé.

La solution est simple, peu onéreuse, pratique et très agréable. Vous devenez propriétaire de votre période de vacances, pour toujours, dans un appartement Clubhotel pour une semaine, quinze jours ou plus. Votre période vous coûte entre 5.500 F\* et 103.400 F\*\* selon la station, la saison, la taille de votre appartement et la durée de votre séjour. En quelques années, vos vacances sont amorties. Vous les avez mises à l'abri des dépenses à fonds perdus et des

augmentations. Vous ne supportez plus que les charges correspondant à votre période. Vous retrouvez chaque année un appartement que vous connaissez bien, toujours entretenu, entièrement équipé.

Grâce au service Echange de Clubhotel, vos vacances sont à l'abri de la routine. C'est la porte ouverte à toutes les résidences Clubhotel. Il y en a 26 réparties dans les stations les plus prestigieuses. Ainsi chaque saison, vous avez la possibilité d'échanger votre période à la mer contre une à la montagne, aller passer vos vacances dans les Alpes ou sur la Méditerranée.

Votre période est bien à vous. Vous pouvez toujours la prêter, la louer ou la revendre.

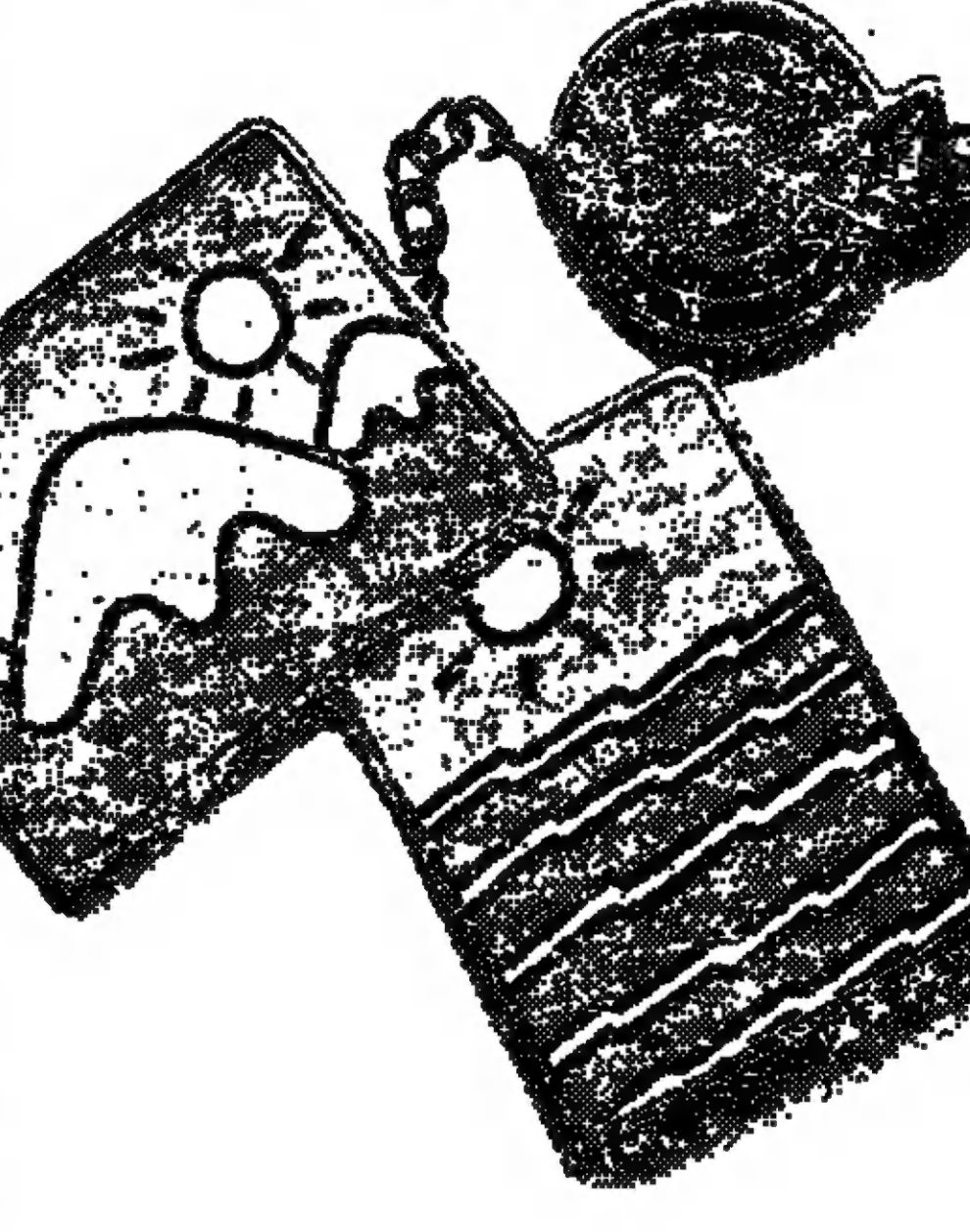
\* Studio 2 pers., meublé, Val-Thouvenot, 20 pers., 1000 F.

\*\* Duplex 6 pers., cat. T, période de Noël, Mont d'Arbois.

Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part la brochure propriété saisonnière Clubhotel avec tous les renseignements sur les 26 résidences mer/montagne.

Clubhotel, 30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly, Tél.: 745.17.66.  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Tél. bureau : \_\_\_\_\_ Tél. domicile : \_\_\_\_\_

**Mettez vos vacances à l'abri.**



**CLUBHOTEL**  
 745.17.66

Timée Grande Motte, Timée Le Lac, Chamoussol, Les Deux Alpes, Courmayeur, Courchevel 1550, St-Tropez, Courchevel 1550, Hyères Parc, Val Thorens 1, Méribel Méribles, La Clusaz, Courchevel 1550, Les Deux Alpes, Jambou, Megève, Rochebrune, Megève, Bessans, Serre Chevalier 1 et 2, Bessans, Tignes 1, Bessans, Val Thorens 2, Cap d'Azur, St-Tropez Eden Parc, Tignes 2, Mont d'Arbois, Fort la Garine.

## États-Unis

## DANS SON MESSAGE SUR L'ÉTAT DE L'UNION

## M. Reagan a proposé un ambitieux plan de décentralisation

De notre correspondant

Washington. — Les Américains n'ont pas eu droit, mardi soir 26 janvier, à un « état de l'Union » mis à jour. Le discours du président, prononcé devant les deux Chambres réunies du Congrès, et télévisé, a été suivi d'un film d'une demi-heure, produit par le parti démocrate et inséré dans les programmes des chaînes nationales pour la somme de 65 000 dollars. Un tableau très noir de la situation économique des États-Unis venait ainsi après la présentation plutôt rose de M. Reagan.

Pour contredire le président, l'opposition avait mobilisé tous ses talents, dont M. Edward Kennedy, dans une mise en scène presque parfaite. Ces déclarations sans cesse alternées avec des propos, non moins tranchés, de citoyens interviewés dans les bureaux de chômage. « J'ai connu la grande dépression », disait l'un d'eux, « ce que nous vivons aujourd'hui est pire ».

La diffusion du film démocrate a rendu furieux les responsables de la Maison Blanche. Car M. Reagan prétendait depuis des semaines, avec un ton extrême, ce grand discours qui devait lui permettre de reprendre l'initiative et de resserrer les rangs républicains. Il voulait défendre son programme économique — auquel la classe politique et les milieux d'affaires ne croient plus beaucoup — en commençant sa deuxième année de présidence par un nouveau coup d'éclat et, au passage, effacer le souvenir désastreux de sa conférence de presse du 13 janvier, truffée d'erreurs.

La prestation présidentielle a été très habile dans la forme. Dès les premières secondes, M. Reagan s'est arrangé pour dérouter les membres du Congrès par une boutade. Puis il les a émus en évoquant le fait d'armes de l'un d'eux, au cas où ce furent quasiment les larmes lorsque le président rendit hommage à Lenny Skutnik, sauveur d'une passagère après la chute d'un avion dans le Potomac il y a deux semaines. On a vu tous les membres du gouvernement et du Parlement se lever ensemble pour applaudir ou s'embrasser, présent dans l'hémicycle.

Sur le fond, on constate que le président met toujours l'accent sur les questions économiques d'intérêt. La politique étrangère est reléguée à un discours ultérieur, comme si elle ne devait pas faire de l'ombre aux affaires fédérales dans un moment aussi solennel. Mardi, M. Reagan s'est contenté de rappeler les grandes lignes de sa diplomatie en quelques phrases. Celle-ci, par exemple : « Envers qui exportent le terrorisme et la subversion dans les Caraïbes et ailleurs, spécialement à Cuba et en Libye, nous agissons avec fermeté », ou encore : « Si les événements en Pologne continuent à se dégrader, d'autres mesures (c'est-à-dire d'autres sanctions américaines) suivront ». Cela avait été déjà dit à plusieurs reprises.

En matière intérieure, M. Reagan ne renonce nullement à ses idées. Il les accentue même — et de trois

façons : en refusant toute hausse d'impôts indirects, en proposant de nouvelles coupes dans les programmes sociaux et en lançant un ambitieux programme de décentralisation. Autant dire que le président n'a écouté ni la majorité des élus républicains ni plusieurs de ses plus proches collaborateurs qui, atterrés par le déficit budgétaire et par l'approche des élections législatives de novembre 1982, réclamaient des méthodes plus orthodoxes et moins douloureuses.

M. Reagan maintient la réduction des impôts sur le revenu (25 % de baisse, répartis sur trois ans, pour

toutes les tranches). Il refuse de reprendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre : le budget de 1983, qui sera présenté le 8 février prochain, ne comprendra aucune hausse d'impôts indirects. Ce n'est pas en augmentant les recettes de l'Etat, affirme le président, qu'on équilibre les comptes. Cela ne fait qu'encourager les dépenses publiques et décourageant un peu plus les investissements privés.

Les dépenses de l'Etat fédéral vont donc être encore réduites. Et on va toucher aux fameux « entitlement programs » (« ces programmes pour les ayants droit »), dont la croissance

est automatique d'année en année. Le budget 1983 comprendra 83 milliards de dollars d'économies supplémentaires, dont M. Reagan assure — mais les démocrates contestent ce point — qu'elles n'affecteront pas les plus démunies. Le seul domaine épargné est celui des retraites. Pour avoir voulu y toucher l'année dernière, la Maison Blanche s'était attirée des protestations unanimes du Congrès et de l'opinion.

M. Reagan a toujours été un fervent partisan de la décentralisation. « Nos citoyens », déclare-t-il, « sentent qu'ils ont perdu le contrôle des décisions les plus élémentaires à propos des services essentiels de gouvernement, comme les écoles, l'aide sociale, les routes et même le ramassage des ordures ». Dans cet esprit, le président propose de transférer aux Etats et aux collectivités locales quarante services exécutés actuellement par le gouvernement fédéral. Cela concerne, en particulier, les services sociaux, l'enseignement et les transports, pour lesquels les pouvoirs locaux reçoivent des ressources adaptées. Il leur appartient de lever eux-mêmes les taxes correspondantes sur l'alcool, le tabac, l'essence et le téléphone. Mais cet ambitieux programme ne devrait commencer qu'en 1984 et s'étaler sur huit ans. La « nouvelle association » (« New Partnership ») est donc une œuvre de longue haleine qui a toutes les chances d'être modifiée par le Congrès.

« Le président a davantage parlé de l'avenir que du présent », constatait mardi soir un observateur politique. Il a présenté un calendrier pour la prochaine décennie, non pour 1982 ou 1983. En effet, M. Reagan ne semble plus se soucier beaucoup des 100 milliards de dollars de déficit prévus pour cette année budgétaire. Condamnant « les arrangements hâtifs » de ses prédécesseurs, il déclare viser le long terme. Ce sont pourtant les résultats économiques et sociaux des législatures de novembre 1982, et peut-être la présidentielle de 1984. Le discours de mardi ressemble à une fuite en avant et à un parti audacieux sur les capacités de reprise — il est vrai parfois exceptionnelles — de l'économie américaine.

ROBERT SOLÉ.

## Les principaux passages

Voici quelques extraits du message prononcé mardi par le président Reagan sur l'état de l'Union (1).

« Ensemble nous n'avons pas seulement diminué la croissance des dépenses gouvernementales de moitié, mais nous avons institué des réductions fiscales les plus importantes, et les changements les plus profonds dans notre structure fiscale depuis le début de ce siècle. (...) »

« Ensemble, après avoir pris pendant cinquante ans le poids des mains du peuple représenté par les Etats et les communautés locales, nous avons commencé à le lui rendre. Ensemble nous avons réduit de moitié la croissance des nouvelles réglementations fédérales. (...) »

« Ensemble nous avons créé une force fédérale efficace pour combattre le péché et la fraude dans l'administration. (...) »

« Ensemble nous avons commencé à mobiliser le secteur privé, non pour doubler des programmes gouvernementaux existants et dispersés, mais pour amorcer des efforts volontaires pour résoudre beaucoup de problèmes sociaux de l'Amérique. Je ne cherchais pas à remplacer les programmes gouvernementaux, mais à les compléter. (...) »

« Maintenant que les bases de notre programme sont en place, nous pouvons nous consacrer à la tâche la plus importante de notre époque : la réduction de la dette. Elle a abaissé les revenus et augmenté les coûts. D'une certaine manière, nous sommes en train de nous battre pour résoudre le problème du chômage. Mais nous le résolvons, le processus a déjà commencé, et nous verrons ses effets dans le courant de l'année. (...) »

(1) La section 3 de l'article 2 de la Constitution dit que « le président infirmer ou suspendre les lois du Congrès sur l'état de l'Union et recommander à sa considération toutes mesures qu'il juge nécessaires et opportunes ».

## ASIE

## Chili

**UNE TRENTAINE DE PERSONNES INTERPELLÉES APRÈS LES OBSEQUES MOUVEMENTÉES D'EDUARDO FREI**

Santiago (A.F.P., Reuters). — Une trentaine de personnes ont été interpellées, le lundi 26 janvier à Santiago, après les obseques de l'ancien président Eduardo Frei, décédé le vendredi précédent. Il s'agit de sympathisants de la démocratie chrétienne, qui ont manifesté pendant la cérémonie officielle, ont des insultes à l'adresse du général Pinochet et tapé une volée de poches.

Les obseques, célébrées dans la cathédrale de Santiago, en présence du chef de l'Etat, des membres de son gouvernement et de représentants du corps diplomatique, avaient été boycottées par la famille d'Eduardo Frei, qui avait organisé une cérémonie religieuse dans une autre église de la capitale. Lorsque le général Pinochet était entré dans la cathédrale, de jeunes démocrates chrétiens l'avaient harcelé. D'autres avaient défilé que le cercueil soit retiré.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées sur la chausée menant au cimetière. Tout au long du cortège, les manifestants avaient continué à crier. Des incidents avaient éclaté après la mise en terre : des policiers avaient été injuriés. Plus de vingt véhicules ont été brûlés. Les personnes arrêtées ont été relâchées. Mais, selon la police, elles pourraient faire l'objet de poursuites.

## Corée du Nord

**PYONGYANG OPPOSE UNE FIN DE NON-RECEVOIR AUX PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT CHUN SUR LA RÉUNIFICATION.**

M. Kim Il, vice-président de la Corée du Nord, a rejeté officiellement mardi 26 janvier les propositions de Séoul en vue de la réunification de la péninsule coréenne (le Monde du 23 mars). M. Kim Il estime que les mesures transitoires proposées par Séoul ne visent qu'à « consacrer juridiquement l'actuel état de division du Nord et du Sud ».

M. Kim Il poursuit dans sa déclaration : « Tout d'abord, il faut mettre un terme à l'occupation de la Corée du Sud par les troupes américaines, obstacles principaux à la réunification de la patrie (...) ».

« Ensuite, en vue de réaliser la réunification du pays, il faut liquider la domination fasciste en Corée du Sud et mettre en pratique la démocratie. (...) »

« Assurer les droits démocratiques aux masses populaires, artisans et intellectuels, c'est la condition fondamentale de la réunification selon la volonté et les intérêts du peuple. (...) »

« Sous la domination fasciste actuelle en Corée du Sud, le peuple ne peut pas discuter librement du problème de la réunification. (...) »

Le ministre nord-coréen des affaires étrangères, M. Lho Shin-yong, a affirmé que soixante et onze pays avaient apporté leur soutien aux propositions du président Chun.

## Thaïlande

**VINGT-QUATRE JOURNALISTES AURAIENT ÉTÉ ASSASSINÉS EN TROIS ANS**

Il n'est pas toujours facile d'être journaliste en Thaïlande. Selon un avocat, M. Thongchai Thongso, vingt-quatre d'entre eux ont été assassinés au cours des trois dernières années par des fonctionnaires corrompus, des hommes d'affaires, des policiers, des membres d'unités paramilitaires ou des gangsters. Dans ce pays où la vie d'un homme ne vaut que quelques centaines de francs, et qui a un des taux de criminalité les plus élevés du monde, s'exprimer de trop près à certaines affaires ou à certaines personnes peut coûter très cher.

Les journalistes étrangers ne sont pas toujours épargnés. Au début des années soixante-dix, une correspondante américaine avait été tuée dans des circonstances mystérieuses. Dans son cas comme dans les autres, les auteurs, et surtout les commanditaires, ne sont jamais appréhendés.

D'autre part, le quotidien *Asian Wall Street Journal*, édition asiatique du *Wall Street Journal* de New York, vient d'apprendre à ses dépens que les autorités thaïlandaises prenaient toujours très majestueusement pour avoir écrit que le prince héritier Vajiralongkorn « semblait manquer de l'intelligence, du charisme et du sens du contact nécessaires » pour succéder à son père, l'Asian Wall Street Journal est désormais interdit de distribution dans tout le royaume, et l'auteur de l'article a été mis sur la liste noire.

Le *Wall Street Journal* a été mis sur la liste noire.

Le *Wall Street Journal* a été mis sur la liste noire.

Le *Wall Street Journal* a été mis sur la liste noire.

Le *Wall Street Journal* a été mis sur la liste noire.

Le *Wall Street Journal* a été mis sur la liste noire.

Le *Wall Street Journal* a été mis sur la liste noire.

Le *Wall Street Journal* a été mis sur la liste noire.

Le *Wall Street Journal* a été mis sur la liste noire.



# LE DÉFI FRANÇAIS DU PRINTEMPS

**A**u Printemps, on ne vend ni l'Airbus, ni le TGV. Mais on distribue chaque année 200.000 autres produits français. Nous voulons faire mieux encore et le Printemps, en tant que grand distributeur de dimension nationale, a décidé d'agir. En effet, la reconquête du marché intérieur est devenue une vaste ambition pour la France. Elle concerne chacun d'entre nous et doit mobiliser toutes les énergies.

**Tout** au long des mois à venir, le Printemps se propose de multiplier les initiatives et d'engager diverses actions ayant pour objectif principal de développer la vente des articles de fabrication française en :

- mettant en valeur des produits français sur le lieu de vente afin de faciliter leur repérage par le consommateur,
- concentrant sur ces produits les principales actions promotionnelles,
- recherchant avec ses principaux fournisseurs toutes solutions susceptibles d'éviter le recours à certaines importations,
- mettant à la disposition des producteurs qui le désirent, l'infrastructure de l'organisation Printemps et de sa centrale d'achat afin de faciliter l'exportation de produits français auprès de grands distributeurs étrangers.

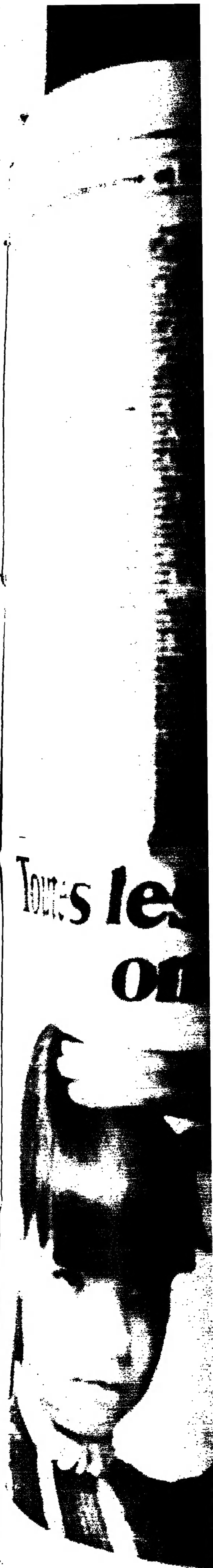
**La première** de ces actions débute dès aujourd'hui par la "GRANDE QUINZAINE DES PRODUITS FRANÇAIS", opération de Prix concentrée sur des produits français, remplaçant notre grande quinzaine de février.

**Bien entendu**, nous ne sommes ni xénophobes, ni protectionnistes, et dans le monde d'aujourd'hui il n'est pas question pour le Printemps de renoncer à la présentation d'articles achetés hors de nos frontières, ni à ses fameuses expositions étrangères qui permettent à chacun de découvrir d'autres styles de vie et d'autres cultures.

**Il s'agit** bien d'un défi d'une autre nature : celui qui donne toutes leurs chances à la créativité, aux idées et aux produits français de se développer sur le marché national et international.

C'est bien là le DÉFI FRANÇAIS DU PRINTEMPS.

## LE PRINTEMPS





## Le Maghreb entre le modernisme et l'intégrisme

## III. - ALGÉRIE : défendre l'islam authentique

par DANIEL JUNQUA

Après deux premiers articles consacrés à l'intégrisme au Maghreb et à la situation particulière de la Tunisie, D. Junqua analyse le cas de l'Algérie (le Monde des 26 et 27 janvier).

Alger. — « *Alfannas* », l'hebdomadaire algérien, a amplifié par une « sonde » poussée au maximum, la formule sacrée qui appelle dans le monde entier les musulmans à la prière et rappelle que « Dieu est le plus grand ». La voix du muezzin résonne longuement sur la seconde syllabe qui résonne comme une plainte, de l'aube, dans tous les quartiers de la capitale.

L'Algérie compte aujourd'hui quelque cinq mille mosquées. Mais ce chiffre sera bientôt dépassé. Partout s'ouvrent des chantiers.

Pour se convaincre de la pensée islamique, il suffirait de se rendre le vendredi matin dans les grands ensembles, à la périphérie de la capitale. Les mosquées, souvent aménagées dans des appartements ou des garages, sont trop petites pour recevoir tous les fidèles et ceux-ci s'alignent en longues files sur les chaussées provisoirement interdites à la circulation et amoncelées par des jeunes gens en robe blanche. Mais bien d'autres signes témoignent de ce renouveau de l'islam : installation de salles de prière dans les usines, les administrations, les universités ; apparition dans les rues de « sœurs musulmanes » ; engouement pour le pèlerinage à La Mecque auquel participent chaque année plusieurs dizaines de milliers d'Algériens ; renouveau d'un certain nombre d'hommes aux boissons alcoolisées, etc.

Ces phénomènes spontanés et profondément populaires se sont accentués ces trois dernières années sous l'influence, notamment de la révolution iranienne, encore que le peuple ait conscience de renouer avec une vieille tradition. « Jusqu'à la colonisation française, nous rappelle M. Meziane, recteur de l'université d'Alger, l'islam algérien a exercé une grande influence. Son rôle a été particulièrement important en Afrique. La Tijania, confrérie très active aujourd'hui au Sénégal, en Gambie, au Tchad, au Niger et au Nigeria, a eu pour point de départ au XII<sup>e</sup> siècle un mouvement populaire de spiritualité qui avait pris son essor dans la région de Laghouat. (...) Autre confrérie impor-

tante, la Senoussia est partie de Mascara, au nord d'El Assam, dans la massif du Dahra. L'audace de l'islam algérien tient aussi, pour une grande part, à la façon dont il a résisté à la colonisation et a prêché le Djihad. L'influence d'Abd. el-Kader s'est fait sentir sur tout le Maghreb et sa résistance a constitué un modèle pour l'ensemble du monde musulman. Il a laissé aussi un message spirituel. En Orient, il est connu comme l'homme qui a protégé les Druzes et les chrétiens contre les massacres. La colonisation a occulté tout ce riche passé, mais l'islam n'en est pas moins resté une réalité vivante dans le peuple, l'un des réservoirs les plus solides de l'âme algérienne. »

### Fausse modernité et coutumes rurales

Pendant cent trente ans, la foi musulmane a constitué le noyau central de la résistance à la francisation, à la déperdition de l'islam. L'islam joue aujourd'hui le même rôle devant une menace qui n'est plus politique ou militaire mais qui est plus insidieuse parce qu'elle est d'essence socioculturelle : l'industrialisation massive, l'urbanisation, le développement de la scolarisation, la confrontation brutale avec l'univers technocratique de la science et de la technologie, la découverte, grâce aux revenus pétroliers - de la société de consommation, ont provoqué un gigantesque chambardement éprouvant les valeurs et les structures traditionnelles, lorsqu'elles n'étaient pas balayées.

« L'injection dans les circuits économiques de moyens financiers importants a contribué à créer une nouvelle classe sociale d'entrepreneurs de cadres et de courtiers dont le mode de vie choque les croyants, estime un sociologue. Ils se soumettent à l'agression par une fausse modernité. La société algérienne est encore profondément imprégnée de traditions rurales. Elle réagit plus moralement que politiquement. Devant les phénomènes de gaspillage, de corruption, de mépris du bien public, de dégradation des mœurs, de développement des inégalités sociales, se produit un phénomène de rejet et un retour à l'islam. Il y a là un signe de santé morale qui n'a rien d'inquietant, bien au contraire, et qui ne contient aucune trace de fanatisme. »

Mais l'islam peut être aussi un refuge : « Nous voyons arriver, nous dit un professeur de l'université des sciences et techniques de Bab El Zouar près d'Alger, des jeunes gens issus de milieux modestes et pères de valeurs traditionnelles. Ils découvrent une jeunesse qui fait référence, elle, à la culture occidentale, fredonne les derniers « tubes » en vogue à Paris ou à Londres, s'habille d'habituellement importés, s'exprime en français, boit de l'alcool, organise des « boums ». Le choix est simple. Il faut ou accepter une marginalisation vécue comme une infirmité, ou bien refuser en bloc et affirmer sa propre identité, ce qui passe par la valorisation de la langue arabe et l'exercice de la religion. Ce sont ces jeunes qui ont réquisitionné trois salles de cours pour les aménager en salles de prière. Les deux types de jeunes se méprennent, quand ils ne se haïssent pas. Mais le fossé entre eux est culturel avant d'être politique. »

Houari Boumedienne avait sous-estimé ce type de problème. Il avait certes développé une conception progressiste de l'islam. Son discours célèbre à la conférence islamique de La Haye en témoigne parmi bien d'autres textes : « Si la mosquée, avait-il dit, est utilisée pour défendre l'injustice, l'exploitation, l'esclavage et la féodalité, elle ne devient plus la mosquée de l'islam, mais la mosquée qui détruit l'islam. »

Mais l'ancien chef de l'Etat ne semblait pas croire à l'islam en tant que facteur d'évolution de la société algérienne. S'opposant avec vigueur aux intégristes, il s'était employé, non sans succès, à laisser la vie publique se salifier par un Etat moderne de type occidental. Il n'a pas pris les moyens de promouvoir sur le terrain sa conception de l'islam, laissant ainsi un vide que d'autres ont exploité. Le ministère des affaires religieuses ne pouvait accorder qu'une subvention de 10 000 dinars (1 D.A. = 1,25 F) aux associations désireuses de construire une mosquée, puis nommait un imam. Cette fonction est donc bureaucratisée, et les imams ont fini par constituer un corps de fonctionnaires souvent plus soucieux d'obtenir un nouvel échelon que de diffuser la bonne parole. Sur les cinq mille actuellement en fonction, trois mille ont une forma-

tion insuffisante et certains même sont analphabètes, reconnaissent les responsables des affaires religieuses.

Le corps des imams a donc vieilli, malgré une tentative de rejuvenescence en 1973. Actuellement, le ministère ne dispose que de deux centres de formation : l'un à Meftah (ex-Rivet), près d'Alger, avec une centaine d'élèves ; Tamarassat, ouvert en janvier 1981, avec cinquante élèves, dont vingt Algériens. « Le problème de la formation, nous a dit M. Chibane, ministre des affaires religieuses, est au centre de nos préoccupations. Il n'est pas facile à résoudre. »

La coexistence d'un vide spirituel et doctrinal et d'une immense soif de connaissance doublée d'une exigence de pureté laisse la porte ouverte à toutes les influences et à toutes les manipulations. Cette situation est mise à profit par les tendances intégristes - dont certaines sont financées par l'étranger, qui ne répugnent pas à recourir à l'intimidation et à la force. Les heurts ont été parfois brutaux dans les universités et les instituts. A plusieurs reprises, l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA) a dénoncé dans les termes les plus vifs les « agissements » de ceux qu'elle nomme globalement les « frères musulmans ». En 1979 et en 1980, les intégristes, souvent alliés à nationalistes, ont tenté de constituer dans certaines cités universitaires des comités de vigilance et ont « arrêté » pour les juger, des militants progressistes accusés de « marxisme » ou de « berbérisme ».

Des jeunes ont été poignardés ou mutilés et des filles violées parce qu'elles ne portaient pas la « tenue islamique ». Les groupes fondamentalistes agissent aussi en direction des mosquées « officielles ». Ils contestent les imams nommés par le gouvernement et parviennent, parfois, à les chasser pour les remplacer par l'un des leurs. Le cas s'est produit récemment à Laghouat où la police a dû intervenir contre un groupe qui avait annexé une mosquée. D'autres groupes installent des lieux de cultes « sauvages », échappant à tout contrôle, où les prières du vendredi sont des philippiques à peine voilées contre le gouvernement et les options progressistes du régime.

Les autorités algériennes ont pris la mesure du danger politique incarné par le wahabisme, importé d'Arabie Saoudite, et la pensée du Pakistanais Al Masoudi qui touche surtout les milieux universitaires. Le président Chadli Bendjedid, qui a effectué deux fois le pèlerinage à La Mecque depuis son accession au pouvoir, ne manque pas une occasion de réaffirmer qu'il n'a de leçon d'islam à recevoir de personne. Et pour la première fois, au mois d'octobre, à la suite des heurts de Laghouat au cours desquels un policier a été poignardé, la presse a rompu le silence. L'hebdomadaire *Algérie Actualité* écrivait ainsi sous le titre « Défendre l'islam authentique contre les faux prophètes » : « Ce n'est pas l'islam pur, généreux et tolérant pour lequel ont de tous temps combattu nos ancêtres et nos aïeux que veulent nous inculquer ces prétendus « messagers » par l'intimidation et l'agression. L'islam authentique, celui de la justice sociale, n'entre pas dans leur perspective historique » à rebours.

La charte nationale et les immenses acquis de notre peuple et notamment de notre jeunesse sont bannis de leur langage. « Est-ce un pacte avec le diable qu'ont conclu ces « prédicateurs » haineux qui véhiculent au moyen de généreux subsides dont les sources sont connues une phraséologie absurde et veulent prononcer des miradits contraires aux principes mêmes de l'islam. »

### On ne joue pas impunément avec l'islam

Le ministre des affaires religieuses, M. Chibane, refuse d'entendre parler d'un islam « progressiste » opposé à un islam « traditionnel » ou « intégriste ». « Je récusé tous ces qualificatifs, nous a-t-il dit. Il n'est pas question de parler non plus d'islam à l'algérienne. Nous ne tenons pas l'islam, c'est l'islam lui-même qui nous tient. Le progressisme, c'est l'islam qui le contient. Ce n'est pas nous qui lui avons donné ce contenu. Tout ce qui est dit dans le socialisme est dans l'islam. Je défie quiconque de citer une valeur sociale qui ne s'y trouve pas. La marche en avant vers le progrès économique et social, vers le développement, fait partie de notre religion. Contrairement à ce qu'en pensent nombre de ses détracteurs qui dénoncent son

prétendu « fatalisme », le rôle de la destinée constitue un facteur positif. Si nous réussissons notre entreprise, la croyance au destin nous protège de la tentation du désespoir. C'est un encouragement à l'action et non une incitation à la passivité. »

Pour défendre la « pureté originelle » du message islamique, le gouvernement a décidé d'être présent sur le terrain. Une série d'opérations ont été inscrites au plan quinquennal : construction de cent soixante mosquées « pilotes », une par district (sous-préfecture), et d'autant d'écoles coraniques ; réalisation à Oran et à Alger de deux « académies islamiques » de dimension nationale, édification de vingt-six centres culturels islamiques dans toutes les wilayas (départements) qui n'en possèdent pas encore ; implantation enfin à Tiemcen, à Mascara et à Medea de trois instituts des sciences islamiques.

Mais le contrôle de cet appareil va lui-même devenir un enjeu. Les courants intégristes occupent, en effet, déjà quelques positions dans les rouages de l'Etat, les administrations, et même dans certaines entreprises nationales. Ils arrivent à faire entendre leur voix dans la presse, à la télévision et dans l'édition ainsi qu'en témoigne en 1980 la publication par la très officielle Société nationale d'édition et de diffusion (SNE) d'un ouvrage du Cheikh Abdelatif Ali Solmani tout à fait contraire à la doctrine du pouvoir. Ils ont, semble-t-il, inspiré l'avant-projet de code de la famille élaboré par le ministère de la justice.

En descendant dans l'arène religieuse, le pouvoir prend un grand risque. « Le gouvernement, nous disait un jeune enseignant, veut bien de l'islam, mais d'un islam aseptisé, contrôlé, conforme à ses vues. Or l'islam est un torrent. Et il ne se sépare pas le temporel du spirituel. Si l'Etat se proclame réellement musulman, il devra mettre ses actes en accord avec ses déclarations et renoncer à la pratique du double langage. On ne joue pas impunément avec l'islam. »

### Prochain article :

MAROC : A l'abri du commandement des croyants.

# Toutes les bonnes choses ont une fin.



« A l'aéroport, la dame du comptoir m'a laissé monter sur la balance à bagages. Je fais 25kg. Dans l'avion, le monsieur très gentil avec la veste rouge m'a donné une grande pochette pleine de jeux et d'illustrés. Pour manger, il y avait un repas chaud et l'hôtesse qui a un joli accent m'a même aidée à découper ma viande. Papa a bu tout son vin et un peu de celui de maman. Maman a dit que c'était bête, parce qu'il pouvait demander une autre bouteille à l'hôtesse. »

Le film était très bien. Même mieux qu'au cinéma, parce qu'on avait joué des écouteurs super, comme pour la stéréo de papa. Maman avait peur que je m'ennuie, mais finalement, je voulais plus descendre !

Selon Air Canada, un voyage en avion doit être un plaisir.

Pour le goûter, rien de tel que l'hospitalité canadienne. Elle se manifeste par une profusion de petites attentions qui adoucissent les longs vols : repas chaud, rafraichissements sans suppléments\*, programmes musicaux et film de premier ordre, confiseries, serviettes rafraichissantes, le tout dispensé par un personnel de bord aussi chaleureux qu'est charmant son français.

Mais l'hospitalité canadienne ne se paie pas forcément au prix fort : les tarifs « Meilleures Affaires » Air Canada vous offrent des vols réguliers vers Montréal et Toronto à des prix à peine supérieurs à ceux d'un charter. Et si vous voulez visiter l'Ouest Canadien, Air Canada vous réserve aussi d'autres bonnes surprises.

Pour votre prochain vol au Canada, renseignez-vous auprès d'Air Canada ou de votre agent de voyages.

Toutes les bonnes choses ont aussi un commencement.

**C'est si bon que vous voudrez rester à bord.**

\* boissons alcoolisées, vins et liqueurs sont en vente dans l'avion.  
Bret Street-Barnes, 24, bd des Capucins 75009 - Tél. (1) 4704 14 15 Lyon, 55, place de la République 69002 - Tél. (1) 4704 01 17  
Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ces conditions de transport.

**AIR CANADA**

RAIS

Mais on aime bien cha-

pos, en fait, que grand

que une route ambi-

us et doit mobiliser

se de multiplier les ini-

ectif principal de déve-

n

de vente afin de facili-

promotionnelles,

s solutions suscepti-

rent l'infrastructure

ann de faciliter l'ex-

buteurs étrangers.

par la "GRANDE

Prix concentrée sur

aille de février

ctionnismes, et

ur le Printemps de

nos frontières, ni à

à chacun de décou-

ne toutes leurs

ais de se développer

DU PRINTEMPS

TEMPS

delia 10150



Le Monde

# politique

## LE NOUVEAU PROJET DE NATIONALISATION A

### Un compromis entre le gouvernement et la majorité

Dans ses conséquences, la décision du Conseil constitutionnel apparaît aujourd'hui, à l'issue du débat sur le texte corrigé du projet de loi de nationalisation, habile et ambiguë : elle n'exclut pas tous les vœux de l'opposition mais le gouvernement peut y puiser des motifs d'une légitime satisfaction. Insistant sur la sanction des juges constitutionnels sur l'air de « ou vous l'aviez bien dit », les porte-parole des groupes R.P.R. et U.D.F. n'ont pu toutefois dissimuler leur déception, sachant que si, d'un point de vue formel, ils ont obtenu une victoire politique, celle-ci sera de courte durée. Sur le fond, la haute juridiction a fait droit aux thèses de la gauche quant à la « nécessité publique » des nationalisations. M. Mauroy a souligné cet

aspect essentiel de la controverse, et M. Millon (U.D.F.), ainsi que — à un moindre degré — M. Couve de Murville (R.P.R.) ont paru en éprouver quelque amertume.

Pour un peu, le député U.D.F. aurait taxé de « politique » la décision du Conseil constitutionnel, rejoignant en cela les conclusions, à partir d'une analyse différente, de M. Lajoie (P.C.). M. Millon s'est donc contenté de saluer l'indépendance de cette juridiction, tout en estimant qu'elle a pratiqué une « sorte d'autocensure ». Belle indépendance que celle de l'autocensure !

Plus prudent, voire sibyllin, M. Couve de

Murville s'est borné à constater que le Conseil constitutionnel a fait passer l'« intérêt national » avant le « principe d'égalité », sans que l'on sache si, pour l'ancien premier ministre, la seconde exigence doit s'imposer à la première, ou vice versa. De même pouvait-on s'interroger sur la justification de la « question préalable » défendue par M. Noir. Le député R.P.R. a expliqué qu'il s'agissait de répliquer à la procédure de l'engagement de responsabilité du gouvernement, mais il a surtout consacré son propos à dénoncer l'« intolérance » des députés de gauche. M. Noir avait, en effet, oublié que, s'agissant du recours à l'article 49-3 de la Constitution, le précédent gouvernement était orfèvre et que, en ce qui concerne l'intolérance,

lui-même et M. Vivien (R.P.R.) n'ont pas été en reste.

Le rejet prévisible, jeudi 28 janvier, de la motion de censure déposée par l'opposition ne mettra pourtant pas un terme au débat sur les nationalisations. D'une part, parce que la minorité de l'Assemblée nationale a laissé planer la menace d'un nouveau recours devant le Conseil constitutionnel, d'autre part, parce que les négociations entre le gouvernement et le groupe socialiste se sont déroulées avec une certaine apaisement, et que, de ce fait, elles peuvent laisser des séquelles. Si amertume de l'opposition il y a eu, celle de M. Joxe, président du groupe socialiste, n'était pas moindre.

Mardi 26 janvier, l'Assemblée nationale examine le nouveau projet de loi de nationalisation (ce texte a été analysé dans le Monde des 22, 23, 24-25 et 27 janvier).

M. Charzat (P.S., Paris), rapporteur de la commission spéciale, souligne que celle-ci a estimé devoir ne pas suivre « mécaniquement » l'injonction du Conseil constitutionnel. Il ajoute : « En effet, l'intention du législateur n'a jamais été de faire entrer dans le secteur public les banques à caractère coopératif et mutualiste, bien au contraire. Justifiant la non-nationalisation des trois banques concernées, il observe : « L'intérêt général et notre conception du pluralisme social, du libre jeu des intérêts associés dans un but non lucratif, exigent la consolidation et le développement du secteur d'économie sociale ».

M. Charzat insiste auprès du gouvernement pour que celui-ci réduise le délai, fixé au 1<sup>er</sup> janvier 1983, pour la nationalisation des banques non cotées.

M. Noir (R.P.R., Rhône) défend

ensuite une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à délibérer. Évoquant la « censure grave » du Conseil constitutionnel et le refus du gouvernement et de la majorité « d'entendre le point de vue de l'opposition », il estime que le gouvernement est placé « dans cette position peu brillante d'accusé pour tentative de violation de nos principes constitutionnels et de spoliation du petit épargnant ».

Parlant de l'engagement de la responsabilité du gouvernement, le député du Rhône déclare que celui-ci « exerce de la façon la plus expéditive qui soit » le débat, et stigmatise une campagne « de manipulation des faits » visant à persuader les Français que la décision du Conseil va coûter plus cher aux contribuables. Critiquant le principe des nationalisations, il indique notamment : « Votre horreur idéologique, presqu'irrésistible des sociétés nationales, vous conduit à vous faire hara-kiri avec les meilleures armes de la force de frappe économique de la France ».

#### M. JOXE (P.S.) : la volonté souveraine du peuple

M. Joxe (P.S., Seine-et-Marne) s'oppose à la question préalable. Il souligne l'« extraordinaire alchimie de circonstances juridiques et politiques » qui fait que la première loi de nationalisations, votée par le Parlement, ne sera pas promulguée, alors que la seconde, bien qu'elle n'ait jamais été votée par l'Assemblée. Le président du groupe socialiste se livre ensuite à une réflexion sur le rôle et la légitimité du suffrage universel. Il souligne que la gauche a été élue pour le changement et indique que le système institutionnel définit trois instances juridiques pour mettre en œuvre ce changement : l'action du gouvernement, la loi, le référendum. Mais, précise-t-il, « l'élément commun à ces trois instruments, celui qui les forge et désigne qui pourra les manier, c'est le suffrage universel ». « La souveraineté s'est manifestée », insiste-t-il, « nous devons l'écouter, je dirais même lui obéir ».

Évoquant l'éventualité d'interroger de nouveau le suffrage universel, il observe : « Si depuis quelques mois — ou si dans l'avenir — il fallait constater que l'application de la volonté souveraine du peuple était systéma-

tiquement entravée, cette idée, à l'évidence, viendrait au centre de l'actualité ».

M. Joxe dresse ensuite la liste des concessions déjà acceptées. Quant à l'ampleur des nationalisations, il observe : « On nous demande de présent d'entreprendre une nouvelle et interminable discussion de cette loi, qui est déjà l'aboutissement de tant de concessions... Alors, là, nous sommes plus d'accord ! » C'est pourquoi, note-t-il, nous approuvons l'engagement de responsabilité du gouvernement. Il ajoute enfin : « Il est de votre responsabilité de sortir cette loi du passage exposé où elle est arrêtée ».

M. Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public, rappelle que le principe des nationalisations a été « validé » par le Conseil constitutionnel. « Un terme, ajoute-t-il, a été mis à la controverse ».

Mise aux voix, la question préalable est repoussée par 238 voix contre 182.

Dans la discussion générale, M. Goux (P.S., Var) insiste sur les conséquences économiques de la décision de la haute juridiction. Après avoir souligné que « la propriété des moyens de production est la clé de tous les pouvoirs », le président de la commission des finances fait part du regret que l'on n'ait pas procédé aux nationalisations « avec plus de détermination dès le milieu de 1981 ». Il indique ensuite : « C'est d'abord la situa-

#### M. COUVE DE MURVILLE (R.P.R.) : vous l'avez bien cherché !

M. Couve de Murville (R.P.R., Paris), évoquant la décision du Conseil et les avertissements de l'opposition, observe : « Vous l'avez bien cherché ! L'ancien premier ministre dénonce l'« attitude dominatrice et méprisante » adoptée à la fois par le gouvernement et la majorité au cours du précédent débat, et ne se déclare pas « surpris » que le gouvernement tire les conséquences de la décision des juges constitutionnels. Il ajoute : « Seuls des partisans irresponsables — ils existent malheureusement et en nombre — peuvent sans cesse répéter : « Le député R.P.R. évoque cependant les « condamnations sans appel portées dans le passé contre un système qui n'était pas autre chose que le coup d'Etat permanent (1) ». Il ajoute qu'un refus de respecter la Constitution

« créerait une crise institutionnelle d'une gravité suprême et serait, lui, véritablement un coup d'Etat ».

Selon le député R.P.R., en ne relevant pas l'extension des banques étrangères, le Conseil constitutionnel « a fait passer l'intérêt national quant aux objectifs de la loi avant le principe d'égalité ». Il affirme ensuite : « Ceux qui détiennent le pouvoir économique en 1982, ce ne sont pas les capitalistes, mais cette classe de technocrates, faite d'abord de fonctionnaires, qui depuis s'est enrichie à la tête de la plupart des sociétés nationales et qui le restera à l'avenir, même si les hommes changent et si les nouveaux seront introduits par la loi ».

« Ils auront peut-être allé-

geance au parti socialiste ».

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

de démocratie » dans les entreprises. Le premier ministre souligne que nul n'a proposé le retour dans le secteur privé des entreprises nationales et faisant référence à la décision du Conseil, il note : « Le caractère légitime de notre démarche ne peut plus être contesté ».

M. Mauroy rappelle que la Constitution — en a souvent souligné les défauts, « y compris en ce qui concerne le Conseil constitutionnel ». Il déclare cependant : « Il n'est pas envisageable de traiter un problème aussi essentiel que celui des institutions au détour d'un texte de loi, même d'une loi de nationalisation. Ce serait un mauvais service à rendre au pays. De même qu'il n'est pas envisageable de rendre au pays un mauvais service à l'aide d'un mauvais texte ».

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme celle de la loi sur le permis à points, ont surtout permis à certains de spéculer avantageusement sur les actions des sociétés nationalisées ». Le président du groupe communiste affirme d'autre part :

« Le Conseil constitutionnel, dont les députés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin s'expriment par « des considérations locales », leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est au point de vue du premier ministre, l'Assemblée, qu'il faut se pencher. Le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Sur le plan de l'« intérêt national », le projet de loi est une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue du premier ministre, et de courants ; au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

trepris une « grave injustice ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilégiés de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement », « considèrent qu'il s'agit d'une grave injustice ».

M. Lajoie (P.C., Ailier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce principe. Évoquant de l'« obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits action







# POLITIQUE

## LA CAMPAGNE POUR L'EMPLOI

### M. Rocard affirme que le gouvernement a « trop négligé l'explication »

Châlons-sur-Marne. — Pour son deuxième déplacement en province (le premier avait eu lieu en Poitou-Charentes), dans le cadre de la campagne d'explication du gouvernement sur sa politique de l'emploi, M. Michel Rocard a passé la journée du 26 janvier en Champagne-Ardenne. La première étape étant Châlons-sur-Marne, chef-lieu de la troisième circonscription de la Marne, perdue par Mme Annette Chepy-Léger, députée socialiste invalidée au profit de M. Bruno Bourg-Broc (R.P.R.), le ministre d'Etat, ministre au Plan et de l'aménagement du territoire, ne pouvait pas de pas évoquer les revers électoraux essuyés par la gauche le 17 janvier.

Loin d'en faire endosser la responsabilité à d'autres, M. Rocard a mis l'accent sur l'un des faiblesses — voir l'une des erreurs du gouvernement. « Dans le partage de notre temps entre l'action et l'explication, entre la faire et le faire savoir, nous avons consacré trop de temps à l'explication et la nécessité de faire comprendre (...) les mesures de court terme, les évolutions à moyen terme, les effets à long terme, à produire leurs effets, a-t-il déclaré avant d'affirmer : « L'explication (des politiques) a été entendue », (le Monde du 27 janvier).

M. Rocard — et à défaut ses collègues du gouvernement — en ont-ils tiré la leçon ? Le doute subsiste : les ministres et secrétaires d'Etat qui apportent leur contribution au tour de France pour l'emploi semblent bien privilégier leur désir de rencontrer dans leurs régions les responsables politiques, économiques et sociaux pour entendre les préoccupations

De notre envoyée spéciale

— voire les revendications — de ces derniers. Elles sont nombreuses et le temps fait souvent défaut aux ministres pour « faire savoir ».

Accompagné de Mme Edwige Avies, ministre de la jeunesse et des sports, qui a signé un contrat de solidarité avec Romilly-sur-Seine (Aube) dont le maire est M. Maurice Camuset (P.C.), de MM. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire et Jean Saint-Geours, président de la mission nationale de lutte pour l'emploi, M. Michel Rocard est accueilli, mardi matin 26 janvier, à Châlons-sur-Marne par le maire de la ville, M. Jean Regnier (P.C.), avec lequel il signe un contrat de solidarité. Ce contrat prévoit notamment une réduction, par étapes, de la durée hebdomadaire du travail des personnels municipaux à trente-cinq heures, destinée à permettre l'embauche de vingt-cinq à trente agents supplémentaires.

### M. STASI : vous sacrifiez l'avenir au court terme.

Président du conseil régional, M. Bernard Stasi (U.D.F.-C.D.S.), reproche au gouvernement de « sacrifier l'avenir au court terme ». « Vous avez la réputation d'un économiste sérieux, lance-t-il à M. Rocard, mais je me demande parfois si vous pouvez réellement adhérer à ce qu'il y a de trompeur dans les contrats de solidarité dont le premier ministre se fait l'ardent protagoniste. »

Il ajoute : « Possédez-vous encore sincèrement que c'est une bonne

politique et donc une juste politique sociale, que cette pratique consistant à rayer un terme des listes de demandeurs d'emploi pour clore d'un instant la charge collective des retraits ? »

Après avoir répondu à ces critiques, M. Rocard assure que « la croissance ne peut durablement espérer que sur la reprise en profondeur de l'investissement industriel ». Le ministre d'Etat explique qu'« une telle politique qui est au cœur du plan de deux ans, implique de dégrader les « termes sociaux » à la reprise de l'investissement dont il faudra créer brève échéance, le viatique relayer la reprise de la consommation. Il indique : « Les contraintes propres à la stratégie économique et sociale choisies par le gouvernement sont clairement affichées dans le plan de deux ans, afin que chacun, notamment parmi les partenaires sociaux, saisisse bien les enjeux et les chances, et assume les efforts nécessaires, les « compromis » entre ses intérêts légitimes et l'intérêt supérieur que représente aujourd'hui tout progrès dans la lutte pour l'emploi ».

Pour les dossiers régionaux, le ministre d'Etat précise que les 80 kilomètres de voie autoroutière A-26 (Calais-Dijon), qui vont être construits, représentent 400 millions de francs de travaux. Il confirme la solution d'une autoroute Cambrail-Reims, atteignant cette dernière ville en 1986 et il souligne que la région chancelle entre les deux tracés possibles qui existent à partir de Reims.

Après avoir signé un contrat de solidarité avec M. Claude Lamblin, maire communiste de Reims — contrat qui prévoit, entre autres, une réduction à trente-sept heures du temps de travail, l'embauche de quelque quatre-vingts agents supplémentaires, M. Rocard et Mme Avies signent deux contrats au titre du secteur privé avec une entreprise de publicité (Soft-Publicité) et une coopérative agricole (Wartex). Une halte sur zone industrielle permet aux deux ministres d'essayer un véhicule tout-terrain, construit par la société Poncin.

C'est à la préfecture de Charleville-Mézières qu'a lieu le seul débat de la journée. En raison du retard dû aux conditions atmosphériques, d'un programme un peu serré, celui prévu à Châlons-sur-Marne n'aura pas eu lieu. Syndicalistes agricoles, de confédération agricole, de la région nationale, et représentants des établissements scolaires font, par des préoccupations, que la situation en matière d'emploi dans le département des Ardennes (9,8 % de la population active était au chômage le 15.1.82) est aujourd'hui de 11,9 %.

M. Rocard évoque la décentralisation qui doit permettre aux régions de rechercher elles-mêmes les moyens d'intensifier leur développement : cette réforme, dit-il, « offre des chances aux régions, si faut qu'elles les saisissent, mais qu'avant elles les mesurent ». Pour l'agriculture, il estime qu'« on ne peut continuer à faire payer les aides allées à l'étranger, à financer notamment des usines à lait situées pratiquement en centrale ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

## UNE AFFAIRE « SANS IMPORTANCE »

### M. Giscard d'Estaing et les douaniers

Après l'hebdomadaire le Point, le Canard enchaîné du 27 janvier rapporte que M. Giscard d'Estaing, de retour d'un safari au Kenya à la mi-janvier, a été l'objet d'un contrôle douanier à l'aéroport de Roissy. Comme un inspecteur douanier, M. Giscard d'Estaing, de la République aurait fait la queue avec les autres voyageurs, son passeport aurait été examiné attentivement et ses bagages fouillés.

Est-ce une affaire d'Etat ? Personne ne le prétend à vrai dire. L'entourage de M. Giscard d'Estaing indique simplement que les faits sont exacts, et qu'il n'y a rien d'anormal. L'inspecteur lui-même précise qu'il n'a rien à dire sur le sujet et que tout cela n'a « aucune importance ». Mais, pour sa part, le directeur général des douanes dément un quelconque incident. On y assure que M. Giscard d'Estaing n'a pas fait l'objet d'une fouille et qu'il a été saisi par les douaniers. L'information serait-elle mal « remontée » ? A la direction des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités, au ministère de l'Intérieur, on précise qu'un inspecteur divisionnaire est affecté en permanence à la sécurité du président. Ce fonctionnaire a la possibilité d'expliquer une difficulté lorsqu'elle survient.

Dans le cas présent, le service des voyages officiels n'a en connaissance, lui non plus, d'aucun incident.

Pas d'incident donc mais probablement un manque de courtoisie. Un usage veut en effet qu'un ancien président de la République, sans possession d'un passeport diplomatique, bénéficie des mêmes égards. Ce point du code de « bonne conduite » apparaît litigieux, n'est pas près d'être réglé.

Une deuxième information demande un éclaircissement. Plusieurs journaux écrivent en effet que M. Charles Fiterman, ministre des transports, a « fait un tour » à M. Giscard d'Estaing en rendant l'inspection de son vol de sa propriété d'Autheuil (Loir-et-Cher). Il n'en est rien. Un arrêté a été pris en 1974 déclarant l'espace aérien au-dessus de cette propriété zone réglementée. En clair, aucun survol de la propriété n'est permis entre 0 et 450 mètres d'altitude. Seul un nouvel arrêté peut annuler le premier. Une mesure identique aurait été prise pour la propriété du général de Gaulle, à Colombey-les-Deux-Eglises. Depuis mai 1981, la résidence de M. François Mitterrand à Latche, bénéficie du même régime.

## UNE UNION DES NATIONALISTES CORSES

Une cinquantaine de nationalistes corse « mandatés par leur seule conscience » ont signé un « appel à l'union nationale » dans le but de favoriser les rapprochements de tous les nationalistes. « L'heure n'est plus aux débats sur les multiples histoires de notre pays, écrivent les signataires. Face au parti anticorse il nous faut unir en nous-mêmes les forces nécessaires à notre émancipation sans attendre un salut par procuration. C'est aux Corses maintenant de transformer l'espérance démocratique qu'ils ont pu inspirer, de se saisir des échéances que le nouveau pouvoir a fixées comme un des moyens de la lutte populaire. » Cette union des nationalistes doit permettre selon ses promoteurs, de « définir une orientation commune pour les mois à venir, y compris dans l'éventuelle perspective des consultations électorales. » — D. A.

**Langues**

CADRE - DICTIONNAIRE - CHARGES D'AFFAIRES à l'étranger

Apprenez en un temps record (de 10 à 30 h.). Sachez à l'instant vos conversations indispensables.

**VOTRE FORMATION**

24, r. E.-Barboux, 75006 Paris

Tél. : 335-18-10 - 335-15-43

**week-ends, sorties, vacances, DÉPART TRANQUILLE**



**ALARME 2000 contre le vol**

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplacez et retournez le bon ci-contre à ALARME 2000

8, rue Guin, 75018 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sûr toute la France.

Nom .....  
Prénom .....  
rue .....  
n° ..... code postal .....  
ville .....

## LES ÉLECTIONS CANTONALES

### LE REMODELAGE DE LA CARTE

### Une troisième série de décrets crée trente cantons dans dix départements

Le « Journal officiel » du 26 janvier a publié une troisième série de décrets portant modification et création de cantons dans dix départements. Cette liste modifie quarante-quatre cantons et se traduit par la création de trente cantons supplémentaires. Compte tenu des deux précédentes listes déjà publiées (« le Monde » des 19 et 26 janvier), la carte cantonale de quarante-quatre départements a été modifiée, et cent trois cantons ont été créés.

#### AIN

Les cantons de Bourg-en-Bresse-I, Bourg-en-Bresse-II et Bourg-en-Bresse-III sont remplacés par quatre cantons : Bourg-Sud, Bourg-Est, Bourg-Nord et Bourg-Couronne.

Le canton d'Oyonnax est divisé en deux cantons : Oyonnax-Nord et Oyonnax-Sud.

Le canton de Montluel est divisé en deux cantons : Montluel et Miribel.

#### HAUTES-ALPES

Le canton de Gap-Est est divisé en deux cantons : Gap-Nord-Est et Gap-Sud-Est.

Le canton de Gap-Ouest est divisé en deux cantons : Gap-Nord-Ouest et Gap-Sud-Ouest.

#### ALPES-MARITIMES

Le canton de Cagnes-sur-Mer est divisé en deux cantons : Cagnes-Est et Cagnes-Ouest.

Le canton du Cannet est divisé en deux cantons : Le Cannet et Mougins.

Les cantons de Nice-I, Nice-II, Nice-III, Nice-IV, Nice-V et Nice-VI sont remplacés par neuf cantons : Nice-I, Nice-II, Nice-III, Nice-IV, Nice-V, Nice-VI, Nice-VII, Nice-VIII et Nice-IX.

#### ILLE-ET-VILAINE

Le canton de Rennes-VII est divisé en deux cantons : Rennes-VII-1 et Rennes-VII-2.

Le canton de Rennes-VIII est divisé en deux cantons : Rennes-VIII-1 et Rennes-VIII-2.

#### LOIRET

Le canton de Saint-Jean-de-Braye est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-Braye et Châteauneuf.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

Le canton d'Orléans est divisé en deux cantons : Orléans-Nord et Orléans-Sud.

Le canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle est divisé en deux cantons : Saint-Jean-de-la-Ruelle et Fleury-les-Aubrais.

#### TERRITOIRE DE BELFORT

Les limites du canton de Belfort-Centre sont modifiées.

Le canton de Belfort-Ouest est divisé en deux cantons : Belfort-Ouest-I et Belfort-Ouest-II.

#### HAUTE-VIENNE

Le canton de Limoges-Ile est divisé en deux cantons : Limoges-Puy-Las-Rodas et Limoges-Ile.

Le canton de Limoges-Landouge est divisé en deux cantons : Limoges-Corgnac et Limoges-Landouge.

### La candidature de M. Legendre (R.P.R.) à Lille provoque de vives réactions dans l'opposition

De notre correspondant

Lille. — M. Jacques Legendre, R.P.R. maire de Cambrai, ancien député, ancien secrétaire d'Etat, a décidé de se présenter aux élections cantonales de mars prochain dans le canton de Lille-Centre, conformément au souhait de Mme Denise Légaré (U.D.F.), qui n'entend pas solliciter le renouvellement de son mandat. Veuve de l'ancien ministre des P.T.T., Mme Légaré avait succédé à son mari dans ce canton, au second tour d'une élection cantonale partielle, le 15 mars 1981. M. Legendre avait récemment indiqué qu'il serait candidat dans le canton de Lille-Centre, soumis à renouvellement en mars et dont il est le sortant.

Le canton de Lille-Centre, favorable à l'ex-majorité, pourrait observer certains, constituer une base solide pour M. Legendre, pour affronter M. Pierre Mauroy lors des municipales de 1983 ou pour retrouver, par cette élection, l'Assemblée nationale. Ce canton appartient à la première circonscription du Nord, dont le député est Georges Deboose, ancien suppléant de M. Legendre et qui au regard des précédents scrutins est « plus facile » que la seizième circonscription (Cambrai) où M. Legendre n'avait pu l'emporter au socialiste dernier face au socialiste

M. Jean Le Garrec, actuel secrétaire d'Etat, chargé de l'extension du secteur public.

Maire de Cambrai, M. Legendre pourrait-il ne pas y défendre, lors des prochaines municipales, sa gestion et celle de ses amis ? Il est d'ailleurs des exemples de conseillers généraux qui sont maires ou conseillers municipaux loin de leur canton... (1). On notera toutefois que M. Legendre avait déjà en 1971 été candidat sans succès à Lille sur la liste de M. Ortol.

Cette information a suscité des réactions très vives à l'U.D.F. du département et est net et même au R.P.R. où la surprise est grande. En fait les tensions qui se manifestent dans le Nord entre les différentes composantes de l'opposition indiquent que la succession de Norbert Légaré qui exerçait une autorité indiscutée à droite, n'est pas encore réglée. Le débat est « plus ouvert », M. Legendre, qui vient de quitter un club de réflexion et qui a voulu à s'imposer comme président de l'inter-groupe (U.D.F.-R.P.R.) au conseil général, pourrait jouer ce rôle.

GEORGES SUEUR.

(1) Par exemple, M. Chirac, qui est maire de Paris, conseiller général et député de la Gironde.

### Les Clubs perspectives et Réalités vont élaborer un « projet libéral de progrès »

Une nouvelle réunion de concertation entre l'U.D.F. et le R.P.R. a eu lieu, ce mercredi matin 27 janvier, au siège de l'U.D.F. Conduites par les secrétaires généraux des deux formations, MM. Michel Pinton et Bernard Pons, les délégations composaient les présidents des groupes parlementaires de l'opposition. Pour leur part, les dirigeants des clubs Perspectives et Réalités, proches de M. Giscard d'Estaing, ont repris, mardi 26 janvier, au cours d'une conférence de presse, l'expression utilisée dimanche à Toulouse par M. Chirac pour dire que leur association entend constituer, elle aussi, le « far de lance de l'opposition ».

MM. Jean-Pierre Fourcade, président des Clubs Perspectives et Réalités, Jean-François Deniau, vice-président, ont fait le point, mardi, sur l'effort de réorganisation entrepris au sein de leur fédération nationale depuis l'automne dernier (le Monde du 17 novembre). Après avoir rappelé que « la perte des deux cents clubs est leur implantation locale », M. Deniau a notamment souligné le rôle des clubs spécialisés dont il est le responsable.

Ces clubs, au nombre de quatre et censés être « le far de lance de l'opposition », ont pour vocation de mener, à la culture et à la recherche scientifique, vont se multiplier. Ils seront douze, voire quinze, et travailleront notamment à la santé de l'agriculture, de la justice, de la politique étrangère, de l'éducation, afin de « couvrir l'essentiel des sujets qui préoccupent les Français ». Ils s'appelleront désormais commissions nationales.

Cet effort de réflexion devra déboucher sur des propositions, a ajouté M. Deniau qui pense que « une opposition digne de ce nom est une opposition qui propose. Il faut que les Français puissent comparer, à-t-il déclaré, avant de souhaiter que « le travail des com-

**VOICI LE CAIRE... SUR ONDES COURTES**

La Radiodiffusion de la R.A.E. présente :

**L'émission en langue française à destination de l'Europe...**

Tous les soirs à partir de 20 h 15 G.M.T. vous pourrez suivre rubriques et programmes.

Pour mieux connaître l'Egypte... Gagner un lot-souvenir... Obtenir des timbres-poste.

Tous les jours de 18 h 59, 9 805 kHz, vous pourrez écouter le Caïre en langues à 18 heures G.M.T., en allemand à 19 heures G.M.T., en anglais à 21 h 15 G.M.T.

Notre adresse :

**RADIODIFFUSION DE LA R.A.E. - LE CAIRE - B.P. 566**

le journal mensuel de documentation politique après-demain

(non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur :

LA DÉCENTRALISATION

avec Gilbert Bonnemaison, Michel Pizon, Alois Richard, Michel Rocard, Bernard Stasi, etc.

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé et 50 F pour abonnement annuel (60 F d'abonnement) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



# VOICI LA LETTRE DES FRANÇAIS QUI DÉCIDENT



**pas de rumeurs, des faits  
pas d'états d'âme, des informations**

**La Lettre Politique et Parlementaire** : des informations sur les projets, les initiatives, les décisions aux différents niveaux des pouvoirs : à l'Élysée, à Matignon, au Parlement, dans les ministères, dans les régions, dans les partis, dans les syndicats.

**La Lettre Politique et Parlementaire** est un organe de presse précis, technique, professionnel. C'est une synthèse hebdomadaire de 10 pages ; pour chaque nouvelle : un bref exposé, son contexte, ses implications et sa portée.

**La Lettre Politique et Parlementaire** est éditée chaque vendredi par le Centre d'Information des Collectivités Locales (autres publications : la Lettre du Maire, la Lettre du Personnel Communal, la Lettre des Techniques Municipales).

**La Lettre Politique et Parlementaire** n'est servie que sur abonnement (624 F par an).

Directeur : Guy Sorman

**EXEMPLAIRE GRATUIT  
SUR DEMANDE**

#### Chaque semaine :

- L'événement : commentaire du fait politique dominant.
- La chronique : calendrier des événements.
- A l'Élysée : analyse des décisions du conseil des ministres.
- A Matignon : les initiatives du gouvernement.
- Les ministères : l'état d'avancement des projets.

- A l'Assemblée et au Sénat : synthèse des débats ; travaux des commissions.
- Dans les partis et les syndicats : positions et évolutions ; les hommes.
- Dans les villes et les régions : les décisions locales de portée nationale.
- Au Journal Officiel : brève analyse des textes et de leurs conséquences.

NOM : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

**La Lettre Politique et Parlementaire**  
13, rue d'Uzès. 75002 PARIS

*de l'info*



Le Monde

## Société

SELON L'UNICEF

## Deux millions d'enfants sont victimes d'une exploitation sexuelle

Genève. — Deux millions d'enfants sont sexuellement exploités dans le monde. Cette évaluation nous a été fournie par l'UNICEF (Organisation des Nations unies pour l'enfance). Jusqu'à il y a deux ans, on estimait que 10 millions d'enfants étaient victimes de l'exploitation sexuelle. Mais, depuis, les statistiques ont évolué. On estime maintenant que 2 millions d'enfants sont victimes de l'exploitation sexuelle. Cette exploitation sexuelle des enfants entraîne des maladies et de nombreux troubles psychiques.

Pour Mme Aida Gindy, directrice générale de l'UNICEF pour l'Europe, c'est le Bureau international du travail qui fut le premier à donner l'alerte dans ses rapports sur l'exploitation du travail des enfants, laquelle peut prendre deux formes : la prostitution et la pornographie. L'UNICEF a été en mesure d'établir des statistiques concernant les pays industrialisés grâce à leurs travailleurs sociaux, à leur appareil judiciaire et à des associations privées. Une évaluation de la situation dans le tiers-monde est plus délicate à formuler. La Société anti-esclavagiste, dont le siège est à Londres, ou encore l'Agence catholique aux Philippines, ont défriché le terrain. Leurs informations confirment que le phénomène s'est amplifié avec les arrivées massives de touristes et l'organisation de la prostitution infantile au profit de ces derniers.

## Affectivité et pauvreté

Mme Gindy nous a indiqué que des concertations en vue d'une solution dans le cadre de l'ONU sont menées par l'UNICEF avec des responsables du B.I.T. et de la commission des droits de l'homme des Nations unies, avec

la collaboration d'organisations non gouvernementales. « L'année internationale de l'enfant », nous a-t-elle déclaré, a permis une prise de conscience. Des campagnes d'information ont été lancées en direction de tous les États et un programme d'action préventive est en cours en dépit des immenses difficultés que cela représente. Il convient en premier lieu d'aider et d'éduquer les communautés et les familles, ces dernières étant souvent fautes. L'école a un rôle primordial à jouer et il faut que les enseignants comprennent que les enfants ne nécessitent pas seulement une instruction et des soins, mais qu'ils ont aussi des besoins affectifs. Le manque de tendresse les pousse, autant que la pauvreté, à suivre des étrangers, ou à tomber dans les pièges que leur posent les proxénètes. Il faudrait chercher à mieux connaître les aspirations des enfants des taudis et de ceux de la rue. Lorsque des progrès seront réalisés au stade de l'information et de l'éducation, on pourra mieux agir, au stade législatif, sans perdre de vue la lutte contre la misère, qu'elle soit matérielle ou morale.

Déjà des Comités d'action pour l'enfance ont été créés dans divers pays. C'est dans le tiers-monde, où l'urbanisation et le développement industriel anarchiques rendent le problème de plus en plus aigu, que ces comités sont le plus nécessaires, estime Mme Gindy.

ISABELLE VICHNIAC.

## Le ministère du temps libre lance une grande consultation auprès des associations

M. André Henry, ministre du temps libre, vient d'adresser aux associations nationales régies par la loi de 1901 un texte d'hypothèses fondamentales pour préparer la concertation sur le futur projet de loi concernant la promotion de la vie associative. Ce texte est le résultat d'une première série de discussions avec vingt-cinq ministres concernés durant le dernier trimestre de 1981.

Le premier ministre, s'adressant à l'ensemble des propositions, a confirmé, dans une lettre du

13 janvier, que les orientations définies au niveau interministériel devaient être la base d'une large consultation du mouvement associatif dans son ensemble. « Dès la fin du mois d'avril, le ministère se doit de recueillir, par écrit notamment, les observations des associations nationales (d'ici le 15 mai) et des associations locales et régionales, par le biais des directions départementales et régionales du temps libre, jeunesse et sports.

Le plus important concerne la reconnaissance d'une « utilité sociale », complétant l'ancienne notion d'utilité publique. La « clé » du changement nous l'indiquait récemment M. André Henry. Actuellement 1 800 associations (dont 330 fondations) bénéficient du statut d'utilité publique, sur 350 000 associations. Les estimations officielles. Un « tri » est nécessaire entre des associations de nature très diverses. Un nouveau statut peut le faciliter.

La « reconnaissance d'utilité sociale » pourrait être accordée pour dix ans, renouvelable, par l'Etat. Une commission nationale (Etat, magistrats, représentants d'organismes sociaux tels que la Caisse nationale d'allocation familiale) donnerait son avis. Des commissions régionales (contenant des élus des représentants de l'Etat et des organismes sociaux, des magistrats) le feraient dans les régions. Il serait institué un « conseil supérieur des associations » pour les litiges. Ce statut donnerait aux associations qui en bénéficieraient de multiples avantages, notamment un accès aux médias audio-

visuels, des facilités de diffusion de leur presse, le droit de recevoir des dons (article 238 bis du code général des impôts), le droit de négocier avec l'administration des « conventions de programme ». Ces dernières pourraient être pluri-annuelles, permettant aux associations d'établir des programmes d'activités à moyen terme et les plans de financement correspondants.

Les associations qui ne pourraient obtenir ce statut auraient toutefois la possibilité de signer avec les pouvoirs publics des « contrats d'action d'utilité sociale », dans des secteurs particuliers où l'intérêt général serait reconnu. Les auteurs du texte ont ainsi voulu équilibrer les actions de soutien de la puissance publique entre les grandes associations et celles, plus modestes, plus spontanées qui correspondent à l'émergence d'énergies et de besoins nouveaux.

## Sociétés sans but lucratif

Le texte propose d'autre part que soit reconnu à des militants associatifs un « statut de l'Etat social ». Le souci est ici clair : favoriser l'action bénévole et établir un équilibre entre les permanents (salarisés) des associations et les administrateurs (non rémunérés par elles). Ces « élus sociaux » se verraient attribuer un crédit d'heures pris sur leur temps de travail : ils auraient accès à des stages de formation et pourraient bénéficier d'un « congé associatif » qu'ils financieraient par une épargne volontaire.

Ce « statut » correspond à une demande fréquemment formulée dans le monde associatif. Il constitue toutefois un point délicat, qui souligne le texte en parlant de « grandes difficultés d'application ». Car un troisième interlocuteur apparaît alors : les entreprises. Les associations syndicales sont-elles prêtes à accepter pour les militants associatifs des droits que seuls les « élus » du personnel possèdent actuellement ? Le patronat ne va-t-il pas objecter que l'on va ainsi du domaine propre de l'entreprise, dont on risque aussi d'aggraver les charges sociales ?

Si le projet doit avancer, il faudra qu'il soit pris en compte dans les négociations en cours sur la réduction du temps de travail. Sur le financement des associations, les orientations présentes sont d'une grande prudence. D'une part parce que les associations ne sont pas d'accord entre elles sur les améliorations souhaitées. D'autre part parce que tout avantage fiscal bute sur les contraintes budgétaires, et renforce les résistances dans les ministères concernés. Le ministère du temps libre propose toutefois que le secteur de l'économie sociale (2) serve de relais financier indépendant de l'Etat pour les associations (microcrédit, emprunts, garanties...). Relais dont ont surtout besoin les grosses associations professionnelles d'équipements de loisirs, de vacances, d'éducation permanente, etc. Le ministère suggère en outre que ces associations puissent obtenir un nouveau statut juridique.

« une société sans but lucratif » — qui leur permettrait de réaliser des actes commerciaux sans être pour autant assujetties à l'ensemble de la législation sociale et fiscale des sociétés. Le texte nous a ce sujet que « la disparition de clement embauchable, mais (son) atténuation est possible dans le cadre général de la réforme de la fiscalité française ».

Les associations, avec ou sans statut privilégié, pourraient aussi disposer de moyens d'expression accrues. L'utilisation des locaux publics (et pas seulement scolaires) leur serait facilitée, suivant des modalités définies par contrat. L'Etat et les collectivités locales seraient appelés à encourager et soutenir les créations de « maisons des associations » dans les communes de plus de dix mille habitants. Les associations auraient davantage de possibilités légales pour faire connaître leur existence et leurs activités (affichage, accès aux usagers d'établissements publics, etc.).

Les « hypothèses » du ministère du temps libre prévoient encore la possibilité pour les mineurs de seize à dix-huit ans et pour les salariés des associations (sous certaines réserves) d'être élus aux organes dirigeants des associations, ce que ne prévoit pas la loi de 1901.

YVES AGNES.

## Éducation

## Un appel pour sortir la recherche en éducation de son « sous-développement »

Près de deux cents professeurs d'université, enseignant l'éducation, ont signé un « Appel pour la recherche en éducation » dont l'initiative revient à MM. Gérard Vergnaud, maître de recherche au C.N.R.S., et Pierre Rabardel, chargé de recherche à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.). Ce texte se présente comme une véritable charte de la recherche

en éducation, dont il dénonce l'actuel « sous-développement ». Ses défenseurs sont intervenus aux récentes journées nationales sur la recherche et la technologie, durant lesquelles fut finalement retenu le principe d'une « mission interministérielle sur la recherche en éducation », dont la création devrait être prochainement proposée aux divers ministères concernés.

Parmi les signataires de l'appel, on relève les noms de plusieurs personnalités qui ont marqué, par leurs travaux et leurs contributions, la recherche en éducation (1). Les responsables du Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.) et du Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.) ont également signé cet appel.

Il faut à la France une recherche en éducation à la dimension des problèmes qui se posent, affirme l'appel, après avoir rappelé que l'histoire de la recherche française en éducation a été reconnue dans le passé : en 1909, par exemple, le comité consultatif de la recherche scientifique et technique prévoyait la

création d'un grand institut de recherche en éducation qui aurait dû compter huit cents chercheurs en 1930 ; en 1976, cette nécessité était réaffirmée par le ministre de l'éducation et de la jeunesse, qui a traduit dans les faits.

Ni les universités, ni le C.N.R.S. n'ont pallié cette absence, tandis que, parallèlement, l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) était mis à mal. Le texte rappelle ainsi « la quasi-disparition des habitations de troisième cycle en sciences de l'éducation et en didactique » et critique aussi « la condamnation politique et l'arrêt de programmes de recherche dont les résultats auraient constitué une mise en cause de la légitimité du système scolaire et de son système éducatif (...). L'indépendance à l'égard du pouvoir politique, notamment l'indépendance scientifique, est une nécessité absolue pour qu'une recherche en éducation de qualité puisse exister, y compris lorsque cette recherche est destinée à éclairer la mise en œuvre de la politique gouvernementale ».

L'appel propose donc la création d'un « institut national de recherche en éducation », sur le modèle de ce que représente pour la santé et de la recherche médicale (INSERM), et par conséquent, doté de ses structures d'organisation et de coordination propres. Cet institut ne serait pas exclusif, mais il faudrait qu'il soit reconnu comme un organisme de recherche à part entière, doté de ses propres structures d'organisation et de coordination propres. Cet institut ne serait pas exclusif, mais il faudrait qu'il soit reconnu comme un organisme de recherche à part entière, doté de ses propres structures d'organisation et de coordination propres.

Le ministère de l'éducation nationale attend, pour faire connaître ses intentions, de prendre connaissance à la fin de ce mois, des rapports de « bilan et perspectives » qu'il a demandés aux directions du C.N.D.P. et de l'I.N.R.P. Si ne résout les problèmes techniques et administratifs soulevés par une réorganisation de la recherche en éducation, l'appel, que lancent les premiers concernés par ces décisions, a au moins un mérite : rappeler que l'amélioration de l'école passe par l'innovation, et cette dernière, par la recherche. — E. P.

Les signataires sont favorables à une pluralité de structures (« laboratoires propres », laboratoires associés, recherches coopératives sur programmes, groupements de recherches coordonnées », et le système C.N.R.S.-Université étant toujours incité à mener des travaux « potentiellement riches en relations dans le domaine éducatif »).

Si le texte recommande une large participation des enseignants à l'émergence des thèmes de recherche, il approuve le principe de « recherches-action » qui impliquent un va-et-vient entre la pratique pédagogique et la réflexion scientifique. Il met toutefois en garde contre certaines illusions : « La transformation du système de formation ne découlera pas d'une application mécanique des résultats de la recherche (...). Il s'agit d'un processus complexe, à l'interface de recettes qui s'ajoutent et se compliquent. La transformation des pratiques éducatives suppose une modification profonde des attitudes à l'égard de l'innovation, ressentis comme nécessaire d'une

part, mais redoutée, d'autre part, parce qu'elle est une remise en cause ».

Enfin, les signataires proposent que deux filières de recrutement permettent d'accéder à cet institut national de la recherche en éducation (aussi bien les diplômés de l'enseignement supérieur que les enseignants de terrain), mais avec la création d'un « statut unique » des chercheurs en éducation, « analogue à celui des chercheurs C.N.R.S. ou à celui des enseignants chercheurs de l'université ».

EDWY PLENEL.

(1) On relève, notamment, les noms de Mme Viviane Jamart-Jamard, directrice de l'U.E.S. de sciences de l'éducation de l'université Paris-V, et de M. Jean-Claude Pélissier, professeur à l'université Paris-X. Les signataires sont aussi : Antoine Léon, professeur à l'université Paris-V, Gaston Claret, professeur à l'université Paris-III, et Georges Surd, professeur à l'université Paris-V.

## La stratégie du changement dans l'enseignement

(Suite de la première page.)

La FEN a toutes raisons de le dire avec force, car c'est sa raison d'être depuis toujours. Mais, face à un gouvernement qui ouvre grandes les portes de la concertation, la première forme d'action syndicale est la négociation. Une négociation d'un caractère nouveau puisque n'ont partenaire met sur la table, sans dissimulation ni truquage, l'ensemble des données relatives au problème en discussion. Ce qui entraîne nécessairement pour l'interlocuteur syndical un surcroît de responsabilité.

Et si l'action directe de la FEN est un jour nécessaire, elle devra tenir compte, dans ses formes et dans le choix des moyens, d'une différence fondamentale avec le passé. Hier, chaque bataille sur un point particulier était qu'un élément d'un combat contre une politique d'ensemble défavorable aux travailleurs. Aujourd'hui, si nous avons à nous battre sur tel élément jugé défavorable — comme on déjà été amené à le faire à juste titre certains syndicats nationaux de la FEN — ce n'est en quelque sorte qu'un « accident » dans un contexte qui nous est globalement favorable.

Alors, dans tout cela, dira-t-on, et l'indépendance syndicale ? Plus que jamais, la FEN défend sa totale liberté de décision. Elle redit son refus de tout autre des responsabilités ou des mandats. Mais nous ne devons pas tomber dans le piège

d'imaginer que l'indépendance n'existerait que dans la contestation. Savoir dire librement oui est aussi important que de savoir dire non.

Qu'on ne s'imaginer pas pour autant que la FEN se situe dans une perspective hostile. Nous sommes bien placés pour savoir quelle lutte quotidienne il nous faut mener pour faire reconnaître non seulement dans les mots mais dans la réalité concrète du budget la priorité que doit constituer à notre avis l'« investissement éducatif ».

Certes, nous savons bien qu'il y a d'autres priorités et que la grande affaire, c'est d'abord la bataille de l'emploi.

Mais qui pourrait imaginer que sacrifier l'« investissement éducatif » ferait reculer le chômage ?

Qui pourrait imaginer que refuser aux jeunes d'aujourd'hui la formation de qualité à laquelle ils ont droit serait un élément de nature à faciliter leur insertion dans la vie active et à faire reculer le chômage ?

Chacun comprendra qu'au moment où s'ouvre le grand débat sur l'avenir de l'école je ne puis passer sous silence notre volonté de voir mettre en œuvre dans le cadre de cette législation une profonde réforme de notre système éducatif.

Le président de la République et sa majorité se sont clairement engagés sur la perspective d'un service unifié et unique de l'éducation nationale, et la phase de concertation

vient de s'ouvrir avec l'ensemble des parties concernées.

Le débat est public, ces derniers jours, sur les grandes structures de notre système éducatif, qui vont être indubitablement remises en cause. D'autant qu'il faudra inscrire tout cela dans la perspective de la décentralisation.

Comment voudrait-on qu'un tel débat ne rencontre pas un profond écho au sein de notre fédération ? Nul doute que l'expression de la FEN sur un tel thème, à un tel moment, ne soit un événement remarquable : je le souhaite chaleureux et, si possible, unanime.

Voilà donc très simplement évoqués les grands débats qui alimentent la vie de la FEN. Convoqués, plus que jamais, de la nécessité d'un interlocuteur syndical fort et responsable pour mener à bien le changement, nous voulons renforcer encore notre organisation, afin que, tous ensemble, nous fassions passer dans les faits l'immense espoir qu'a soulevé parmi les travailleurs la victoire du 10 mai.

JACQUES POMMATAU.

RÉSIDENCES - CLUBS  
3<sup>e</sup> AGE  
Spécialiste Côte d'Azur  
Cabinet INDEXA  
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE  
Tél. : (03) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

(1) La reconnaissance d'utilité sociale : le statut de l'Etat social ; les garanties de financement des associations par le biais de l'économie sociale ; l'attribution des moyens d'expression des associations ; des associations à l'économie sociale a été créée au mois de novembre 1981 auprès du ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

ARTS



Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

« Amadeus », de Peter Shaffer

## Un blanc à remplir



C'EST aujourd'hui, 27 janvier, l'anniversaire de Mozart. Il est né le 27 janvier 1756 à Salzbourg.

Hier, mardi 26 janvier 1982, a eu lieu au Théâtre Marigny, à Paris, la présentation de la pièce de Peter Shaffer, *Amadeus*, dont Mozart est l'un des protagonistes.

Une habitude ancienne des grands quotidiens d'information de Paris, comme des autres capitales, veut que le compte rendu d'une pièce de théâtre paraisse le lendemain de la présentation à la presse.

Il était donc naturel de réserver, sur cette page de ce numéro du 27 janvier de ce journal, un espace libre, afin d'y placer le compte rendu d'*Amadeus*.

Et même d'y réserver un espace assez étendu, car cette œuvre a été créée en Angleterre en 1979, or, depuis cette date, n'ont été entendues que des éloges d'*Amadeus*, qui a déjà été reprise dans de nombreux pays — un succès mondial.

Mieux encore : d'y réserver un espace exceptionnellement généreux, puisque à toutes ces circonstances favorables s'ajoute le fait, évoqué ci-dessus, que le compte rendu d'*Amadeus*, par un hasard heureux, paraît le jour de l'anniversaire de la naissance de Mozart.

Or qu'arrive-t-il ? Il arrive qu'*Amadeus*, la pièce de Peter Shaffer, telle qu'elle est présentée au Théâtre Marigny, mise en scène par Roman Polanski, traduite par Pol Quentin, décorée par Anthony Powell, jouée par François Périer et Roman Polanski, se révèle une œuvre d'une telle inexistence, d'une vacuité si flagrante, que si, à huit lignes supplémentaires, à rendre compte de l'événement, du non-événement.

Comme dirait Emile Ajar : « C'est l'angoisse ». Cet espace blanc, réservé à ce que l'on croyait être une pièce de théâtre appelée *Amadeus*, comment le couvrir de mots imprimés ?

Le lecteur aura d'ores et déjà constaté que, en tirant furieusement à la ligne, l'énoncé pur et simple de ce contretemps a déjà permis de noircir pas mal de papier.

Continuons. Il est 2 heures du matin. Quand je suis sorti, penaud, du Théâtre Marigny, j'ai eu la chance de rencontrer, sur une allée du jardin des Champs-Élysées que la pluie rendait un peu boueuse, un ami américain qui m'a accompagné chez moi dans sa vieille auto. Lui aussi avait constaté l'inexistence objective de la prétendue pièce annoncée sous le titre *Amadeus*.

A la maison, je me suis fait un café noir avec un filtre en papier, puis me suis assis devant ma machine à écrire italienne fabriquée au Japon.

L'idée d'écrire un « éreintement » de ce que j'ai vu et entendu ce soir (hier soir) ne m'est pas venue. Tout éreintement est éreintement de quelque chose, d'une construction quelconque, d'un dialogue mal écrit, ainsi de suite. Mais, sous le titre *Amadeus* ne se cachent ni construction ni dialogue, rien à quoi s'en prendre.

Mentir ? Préférer qu'une pièce soit éreintement représentée au Théâtre Marigny ? Inventer une vague histoire ? Jurer sa grande œuvre que Périer et Polanski, sur scène, font quelque chose ? Ce serait tout de même un peu gros. Et un vieux fond d'honnêteté professionnelle s'y oppose.

Soit dit en passant, Périer et Polanski ne sont pas les seuls comédiens égarés sur la scène du Théâtre Marigny, ils sont là une trentaine d'acteurs. Par exemple, enfoui dans un manteau gris, Marc Dudicourt.

Dudicourt est l'un des clients fidèles d'une librairie de la rive gauche que je fréquente moi aussi, c'est une librairie particulièrement reposante car on y trouve très peu de livres : la librairie a un caractère de chien, n'admet chez elle qu'un très petit nombre de livres, pas forcément les meilleurs mais chacun est libre de ses goûts.

Cette librairie, je la rencontre tout récemment boulevard Saint-Germain côté numéros impairs, et elle me dit : « Dudicourt est à l'agence, il tient le rôle d'un baron franc-maçon dans *Amadeus*, mais les journalistes qui sont venus aux répétitions n'ont interrogé que Périer et Polanski, les photographes n'ont photographié que Périer et Polanski, et les trente autres acteurs c'est comme s'ils n'existaient pas ».

Rassurez tout de suite Dudicourt, si je réponds à la librairie, je vous promets de citer son nom dans le compte rendu de la pièce. D'habitude, il est très bien Dudicourt, parfois même c'est lui le meilleur, alors moi l'injustice, ça me bouleverse. Dudicourt aura droit à sa quote-part. Voilà c'est fait.

A propos de théâtre, lundi 25 janvier j'ai vu une vraie pièce qui s'appelle *Langélique*, au Centre culturel de Fontenay-le-Fleury.

J'ai emprunté l'autoroute de l'Ouest, puis l'embranchement de Chartres. J'ai quitté l'autoroute à la bretelle de Bois-d'Arcy. Une dizaine de kilomètres dans des bois, et Fontenay-le-Fleury se sont des immeubles localisés récents. Pas gal du tout, la nuit.

Le Centre culturel, c'est très peu de chose, comme locaux, mais très bien tenus, avec des affiches et des images magnifiques. Les gens qui s'occupent de cet endroit font ça avec intelligence et amour, ça se voit.

*Langélique*, c'est un boulanger qui, devant le public, fait des croissants et des brioches. C'est toujours intéressant de voir en quoi consiste exactement le travail des travailleurs.

Pendant qu'il fait ses croissants, le boulanger raconte des choses de son enfance, et aussi comment il a débuté dans le métier.

C'est très beau, on apprend des choses. Les gestes du boulanger et ses paroles forment un tout orga-

nique. Il y a une émotion, un mystère, une prise de conscience de situations que le spectateur connaît mal.

La petite salle était remplie entièrement de jeunes filles et de jeunes gens de cette cité ouvrière. Ils étaient très attentifs. Après le spectacle, ils se sont entretenus avec l'acteur.

Cette pièce est « produite » par la compagnie de Catherine Dasté, qui tourne donc comme cela dans les petites cités sans grande vie. *Langélique* a été écrite et mise en scène par Philippe Orgebin et Daniel Berlioz. Le théâtre, c'est cela, cette conscience, ce talent, et cette volonté d'aller le soir à la rencontre d'inconnus pas spécialement privilégiés. Moins déjà ne faisait pas autre chose.

Cette pièce remarquable et sympathique, *Langélique*, qui était jouée à Fontenay-le-Fleury pour la première fois, ce qui est un événement, peut-être n'en sera-t-il rendu compte qu'ici même, et en peu de mots, comme l'on voit, alors que de cet *Amadeus*, nous entendons parler beaucoup, sur les ondes et ailleurs, depuis des semaines. Et pourtant, *Amadeus*, ce n'est rien, en comparaison de *Langélique*. L'information à de ces injustices.

Avec le secours de la librairie pas commode de Marc Dudicourt et des croissants chauds de la compagnie Catherine Dasté, je crois que je suis arrivé à combler un peu le grand blanc réservé à l'absence de pièce qui a nom *Amadeus*. Il est 3 h. 30 du matin. Je vais aller déposer cet article au journal, rue des Italiens (toujours cette gêne de déranger le veilleur de nuit), puis je rentrerai me coucher.

Je n'aurais rien à dire, sur *Amadeus*. Je n'aurais rien à écrire. Cet article est au-dessus de tout. J'ai été piégé par les circonstances : le nom de Mozart taisait espérer tant de choses...

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre Marigny, 20 h. 30.

« Œuvres de cinéma inédites » de Jean Renoir

## Un grand voyage vers d'autres rivages

JEAN RENOIR est mort à Beverly Hills, le 12 février 1979. Quelques semaines auparavant Claude Gauthier avait fait publier aux Éditions Veyrier (avec le concours du Centre national des lettres) un scénario entièrement élaboré, découpé, dialogué, Juliette et son amour, que Renoir avait écrit, en 1938, pour Jeanne Moreau, après l'écriture (figurant dans le même livre) d'un autre projet destiné à l'actrice : *En avant, Rosalie !* Le film existait réellement sur le papier. On le voyait. On put, alors, se rendre compte que, s'il avait été tourné, il aurait été l'admirable testament artistique d'un auteur qui, entre 1923 (*Le Caporal épiqué*) et 1959 (*Le Petit Théâtre de Jean Renoir*), réalisés pour la télévision, avait dit : « Il faut, dit-il lui-même — sept ans de chômage forcé ».

Juliette et son amour avait été tiré des archives conservées par Mme Anne de Saint-Phalle, fondée de pouvoir du cinéaste. Les milieux du cinéma connaissent mieux Mme de Saint-Phalle sous le nom de Cinéma Dupont, qui inspira à Truffaut celui de son personnage Antoine Doinel. Dans ses archives, Claude Gauthier a puisé les *Œuvres de cinéma inédites* (synopsis, traitement, continuités dialoguées, découpages) dont les textes viennent de paraître aux Éditions Cahiers du cinéma / Gallimard, dans la collection dirigée par Jean Narbonne. C'est un événement considérable.

La recherche historique, bien sûr, y trouve son compte. On

connaît, maintenant, les projets de films non réalisés par Jean Renoir, entre 1936 et 1959. Deux ou trois seulement avaient été publiés dans les *Cahiers du cinéma*, au cours des années 50. Claude Gauthier, qui commente ces textes, avec une concision derrière laquelle on sent la jubilation d'un découvreur de trésors, a donné toutes les indications nécessaires pour situer la genèse des dates de ces projets, dont certains eurent plusieurs versions. L'ordre chronologique était,

indispensable. Car ces films, seulement écrits, doivent être lus, examinés, par rapport à ceux tournés à la même époque, que nous connaissons. Ainsi, en 1936, une adaptation (en trois redactions successives) de *Le Séducteur de Poitiers*, étrange fait divers réel de la province raconté par André Gide, correspond à *La vie est à nous*, film électoral pour le parti communiste, et à *La Partie de campagne* (inachevée), d'après Mau-

pasant. Au Brésil) comme une obsession. Il y manifestait, bien avant *Le Fleuve*, des préoccupations spiritualistes.

Ainsi va-t-on de surprises en surprises quant à l'inspiration profonde d'un auteur de films dont on croyait tout connaître. C'est un grand voyage vers d'autres rivages, où Jean Renoir, en écrivain, fut le seul à aborder. *Christine* (1951) est une variation personnelle et moderne sur le thème d'une sorte de « dame aux camélias », femme entreprenante et aimée, à Paris, par un jeune Américain de George. Or, cette Christine d'Elzabeth, a sans que cela se voit, du sang noir dans les veines. Mais sa jeune sœur, pensionnaire de l'Institution de la légion d'honneur, est une « négresse ». Une bisarriterie, l'essai, peut-être, de fantasmes non révélés ailleurs traversés pratiquement tous les projets dont le traitement dépasse l'ébauche.

Les cinéphilas se passionneront, en référence au film de Minnelli, pour le long scénario comportant six séquences déjà découpées et dialoguées d'une vie de Van Gogh. Mais que penser de *La Mort sans pitié* (1956), prometteuse exotique, sinon fantastique, philosophique en tout cas, à travers les activités de la grande fauchasse accomplissant son travail ? Jean Renoir avançait là sur des terres inconnues, poussé par on ne sait quelle force. On ne l'y suit pas sans curiosité ni, surtout, sans émotion.

Dans les dernières années de sa vie, le cinéaste, en retraite forcée, était fait écrivain : un livre sur son père, son autobio-

graphie, et trois romans, dont le premier, *Les Cahiers de capitaine Georges*, est très beau.

Ses œuvres romanesques laissent transparaître toute une aventure intérieure, des secrets. Mais en lisant aujourd'hui les *Œuvres de cinéma inédites*, on s'aperçoit que le talent littéraire de Renoir s'est formé là, tout en dévoilant déjà une face cachée de lui-même. La plupart de ces scénarios qui ne sont pas deve-

nus des films sont de véritables nouvelles dont les sujets et l'écriture ont quelque chose de fascinant par la différence presque fondamentale (il y a quelques similitudes, juste anecdotiques) avec les œuvres filmées. C'est comme s'il y avait eu de temps à autre chez ce créateur qui prenait des allures de « bonhomme » tout rond et sans mystère un dédoublement schizophrénique.

## L'homme insurgé

Voilà-t-il falloir, à la lumière de cette publication, reconsidérer le cas Renoir ? Avant qu'elle ne paraisse, nous avions reçu un essai de Daniel Serceau : *Jean Renoir l'insurgé*, qui, venant après beaucoup d'études ou de livres écrits sur le cinéaste, s'appuyait sur une « lecture » nouvelle des images de ses films. Pour Daniel Serceau (qui examine avec beaucoup de pertinence l'expression cinématographique, la mise en scène), Renoir a toujours été un cinéaste historique et politique. *Il a poursuivi les mêmes lignes de réflexion tout au long de sa vie, et il n'y a pas de coupure dans son œuvre*. La chose, car c'en est une, préfacée avec enthousiasme par Marc Ferro, dont on déplore le coup de pied décoché à André Bazin, trouve de quoi se soutenir, même si elle ne convainc pas entièrement, dans les films des années 30. L'essai s'arrête à la *Régie des Jers* — Il y aura un second volume. Sans

mésestimer le travail de Daniel Serceau et ses connaissances cinématographiques, on peut se demander comment il pourra garder son propos, sa position, jusqu'au bout de la carrière de Renoir.

Une chose est certaine : le rassemblement des œuvres inédites fait un peu l'effet d'une bombe. Tout cela complet et transforme le portrait du réalisateur, de l'auteur, de l'homme. Et il sera, désormais, impossible de ne pas en tenir compte. C'est comme si, dans une maison connue, familière, on venait d'ouvrir toutes grandes les portes et les fenêtres de pièces contenant les collections d'une cinématographie dissimulée.

JACQUES SICLIER.

\* Jean Renoir - Œuvres de cinéma inédites. — Éditions Cahiers du cinéma / Gallimard, 446 pages. Prix de lancement : 120,00 F jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.

\* Daniel Serceau - Jean Renoir l'insurgé (I). — Éditions le Sycomore 270 pages III, 80 F.

de l'histoire



## PINA BAUSCH AU THÉÂTRE DE LA VILLE

## Rappel à l'ordre de l'amour

Pina Bausch est au Théâtre de la Ville du 9 au 13 février, avec sa compagnie de l'Opéra de Wuppertal et deux spectacles : *Café Müller* (le Monde du 27 mai 1980), à 19 h. 30, et la *Légende de la chassoté* (le Monde du 18 juin 1980), à 20 h. 30.

Il est arrivé à tout le monde, jour ou nuit, d'éprouver une sensation de café d'après-midi, seul ou en société, devant une glace ou dans un coin, sur une musique ou un silence, de faire un pas de travers, de fléchir sa jambe derrière le genou et de laisser balotter ses bras, comme si on allait s'évanouir, et de se reprendre, de devenir un paquet de linges ou une boule de nerfs, et de faire alterner la mollesse et la vigueur, de s'adonner, pendant quelques secondes, à une gymnastique dégingolée, sans utilité, se dépenser sans but, tracer d'autres gestes dans l'espace, le fustiger, s'appuyer sur lui comme pour y prendre son envol, habiter son corps de postures étrangères, de fièvres lointaines, de réminiscences cinématographiques, devenir la reine de Saba ou Elvis Presley, ou les deux en même temps, les faire lutter, valser en soi au même moment, se mettre dans la peau d'un tigre, d'une gitane, se parer de cuir ou de faiblesses, respirer différemment, souffler, émettre, nager sous l'eau, siffler ou homéogranuler, oiseau, couple, gyroscope, pantin, mécanique.

Pour être que la danse, plus que les larmes, est le sifflet léger d'une

soupe de l'âme. Est l'implosion de cesser d'être l'homme, sociable, réglé, compté, pour redevenir animal, dieu, eau, feu. Si l'on imagine que la personne qui se met ainsi à dériver, à faire le singe, pas forcément pour faire rire la galerie, mais parce qu'elle ne peut plus continuer à faire marcher sa tête si à l'écart de son corps, pour ne pas étouffer, pour ne pas hurler, si cette personne, donc, par hasard, et parce que c'est son costume d'usage en cette heure-ci, porte un complet-veston et une cravate, ou un tailleur trois pièces, et c'est ainsi le plus souvent que Pina Bausch habille ses personnages, en endimanchés, en fétards timides, en dragueurs coincés, ah bien ! ces costumes deviennent non seulement cocasses, mais graves, ils disent la perte en nous, le regret de quelque chose de vital. Pina Bausch donne à des enveloppes ordinaires des statuts de héros, de symboles.

Il ne s'agit pas de moquerie, comme dans le *Bai* : la tendresse appliquée ne suffit pas à faire passer la dérision des comportements petits-bourgeois. Pina Bausch ne raconte pas forcément quelque chose de suivi, elle lâche juste des corps dans un espace (boîte répétitive de la salle des fêtes, du café dansant ou du hall de bord), et les fait tourner, défilier, s'attirer et se repousser, se dévorer, s'embrasser, se casser les pieds, se tortiller les chevilles (toujours la même détonation d'humour douloureux), s'étreindre et se défaire, selon des principes d'attraction et de répulsion physiques.

## Célébration du deuil de la danse

La danse est peut-être la discipline qui impose le moins, qui « bouche » le moins, qui laisse le plus de place possible, de courants, de mouvements d'esprit entre le regard et la scène. Comme une lame de fond qui s'émouline, ou comme un souffle d'air, la conscience vogue, balance, décoince, se perd, se reprend, va ailleurs, en soi-même éventuellement, puis revient sur le geste de départ qui l'a inspiré et qui s'est déjà mué en un autre geste, en une autre idée (la chronophotographie, la photographie du mouvement pourrait matérialiser ces ondes, ces zébrures). La gymnastique d'un corps étranger, s'il ne se situe pas dans des clichés, dans des ivresses conventionnelles, s'il est pris par quelque chose d'intense, qui peut être extrêmement joyeux, ou extrêmement douloureux, ou extrêmement sage, se transpose immédiatement en gymnastique du cœur. Ainsi la danse, la « bonne » danse (celle dont la technique est devenue fluide au point d'être invisible, au

point de faire oublier que c'est le corps qui s'agit, mais quelque chose d'autre, à la fois brillant, indolent, recouvert ?), cette danse-là invite à de petites sautes de conscience, à de petits circuits, minuscules à l'intérieur.

Pina Bausch, inégalement, semble célébrer le deuil de la danse dans la société (comme pour le feu en cage l'évocation de la jungle), et rappeler à l'ordre de l'amour, faire la part entre les pulsions vitales et les pulsions morales : est-ce que l'âme « bien », est-ce que je ne passe pas à côté d'occasions d'amour, et est-ce que je ne suis pas en train de les détruire de ce que je les saisis ?

De toutes ces questions, qui sont le lot commun, la note la plus vibrante est donnée, en trois quarts d'heure, et sur la seule musique d'un violoncelle, dans *Café Müller*. La mémoire a conservé peu de choses de ce spectacle, sinon la certitude de quelque chose de capi-

tal, quelque chose qu'on se doit de dire, et qui l'est dit, une fois pour toutes, mieux que jamais, et si réellement, si purement, qu'on en tremble, qu'on en a la parole coupée, et qu'on sort le cœur blesé et paniqué, baigné d'un effluve de larmes. Ce n'est pas Pina Bausch qui nous blesse le cœur, il était déjà blessé, seulement cette blessure était tombée dans l'oubli, on s'était employé à la faire oublier, à la faire passer pour futile, romantique, narcissique, et Pina Bausch, par l'intermédiaire du corps de ses danseurs, nous rappelle à la réalité, à la vitalité de cette blessure. Elle ne nous en tend pas le miroir, ou l'illustration, mais une sorte de radiographie cinématographique d'une blessure qui s'accompagne en même temps d'émotions, d'une trousse de secours pour brûlés au second degré.

HERVÉ GUIBERT.

## BUTOH ARIADONE AU CARRÉ SILVIA MONFORT

## Carlotta Ikeda, l'embellie

Le groupe féminin de danse butoh *Ariadone*, dirigé par Carlotta Ikeda, donne une série de représentations au Carré Silvia Monfort, du 5 février au 7 mars, avec au programme *Zarathoustra*.

UNE petite femme silencieuse, souriante, la bouche grande et émue, le mollet musclé, c'est Carlotta Ikeda, directrice d'*Ariadone*, la seule troupe de danse butoh féminine existant au Japon. Féministe ? Lui poser la question paraîtrait incongru. En pareil cas, elle laisse la parole au chorégraphe Ko Murobushi. Depuis plus de dix ans ils travaillent ensemble. C'est lui qui lance sur scène les six sorcières grimaçantes qui se tortillent au sol, s'enroulent comme des

Bacchantes à moins de minauder sournoisement dans une parodie de Gagaku. C'est lui qui, tel un illusionniste, soumet Carlotta Ikeda aux métamorphoses les plus étranges : traversée de part en part comme un volcan en éruption, crucifiée dans son manteau rouge comme une sainte martyre. Couchée dans son tombeau-miroir, elle alterne savamment le jeu de la séduction et de la répulsion, de l'innocence et de la roquerie dans une ambiguïté délectable.

L'autre soir au Palais des Glaces notre confrère Paul Alain Lequeux pour sa « carte blanche » a tenté de sortir Carlotta Ikeda et Ko Murobushi de leur magie noire, de les projeter devant nous un peu comme des Martiens isolés de leur élément naturel. Spectacle fascinant, où chacun d'eux semblait ignorer l'autre, uniquement préoccupé de sa survie. Lui, abandonnant pour une fois sa nudité de mortel en décomposition, devenant la bête du film de Cocteau, griffu, roulant, des yeux, dépossédé de son pouvoir, pathétique finalement.

Carlotta, où qu'elle soit, c'est la Belle, ou plutôt l'embellie, tout entière dans le moment présent et se livrant au soir-là avec fougue aux délices de l'improvisation. Le corps nu, blanchi, les cheveux hérissés en rayons de soleil rouges, un poignard sur le sexe, muscles rétractés, elle échappe par saccades à l'enroulement total. Son visage impassible, d'une transparence de porcelaine, les yeux rétrécis sur une tranche intérieure, paraît sublimé. Pendant tout le spectacle, elle restera plée. Elle va et vient à quatre pattes avec des impatiences de fêlé, s'abreuve dans une vasque de cuivre, se précipite sur le musicien comme pour mordre les sons et souffler les des canalisés à une pluie de sable blanc tombée des cintres. Le Lamento d'Ariadne de Monteverdi exalte son douloureux abandon aux confins de la vie et de la mort. Des visions folles traversent notre imagination : Amazone, femme panthère, fleur marine, sphinx. Carlotta Ikeda crée de toutes pièces sa propre mythologie, qui ne ressemble à rien de déjà vu.

## Au sortir des ténèbres

Privée du sortilège de la scène, elle a retrouvé son apparence d'étudiante sage. Elle explique posément son itinéraire : une formation Graham, parce que cette technique, fondée sur la respiration, la contraction-décontraction et le travail du bassin sont très proches des Orientaux. Mais Carlotta Ikeda fait partie de la génération née au temps d'Hitler, la génération de l'Apocalypse. Dans les années 70, elle adhère au mouvement Butoh, qui propose le rejet des influences occidentales (« américanisation ») et le dépassement de la tradition japonaise, en particulier du nô, vide de sa substance religieuse : « Le Butoh, dit-elle, est, comme un commencement, la plume au-delà du bien et du mal, le retour au chaos originel. Pour cela, le danseur doit dépasser les techniques, s'acharner à sortir de lui-même. Il lui faut casser son unité d'individus ; alors le corps, dénudé, agressé, transgressé, peut plonger au-delà des limites de l'humain pour retrouver le cosmos. Le but de la danse, c'est la rencontre entre l'être intérieur et sa représentation extérieure. »

Ko Murobushi, qu'elle rencontre à cette époque, influencé par le mouvement hippy, insiste sur le caractère messianique du Butoh. Il cher-

che des images fortes, des musiques insolites (surtout pas japonaises pour ne pas retomber dans les clichés traditionnels). Ses choix arbitraires autodidactes et intuitifs, encombrés de gadgets totalement délirants, l'amènent à renouveler les recettes du surréalisme, qui va fortuitement se ressourcer au Japon.

Seulement, le Butoh a des relents de souffre dans le Japon d'aujourd'hui, axé sur la compétition économique et le progrès, où les danseuses formées en masse reproduisent comme autant de poupées mécaniques la virtuosité du ballet académique occidental. La compagnie Ariadne est reléguée dans la marginalité du pays intellectuel et étudiant. Le Butoh à Tokyo, c'est un peu comme le post-modernisme à New-York. L'un et l'autre ont la même vertu subversive d'ailleurs : les « renouveau » de hasard à Cunningham ne sont pas tellement éloignés de l'attitude orientale. L'un et l'autre ne peuvent être que transitoires.

Si Ko Murobushi semble enfoncé dans le mouvement butoh, Carlotta Ikeda est capable de prendre ses distances. Carlotta embellie émerge des ténèbres.

MARCELLE MICHEL.

## VIVIAN REED DANS « HARLEM ANNÉES 30 »

## La beauté tout simplement

Harlem Années 30 (*Bubbling Brown Sugar*), comédie musicale noire présentée en 1978 au Théâtre de Paris, revient à l'Opéra-Comique à partir du 2 février, avec une troupe nouvelle, et sa vedette Vivian Reed.

1978 : Traversant l'Atlantique, les fantômes de Harlem étaient venus danser sur les planches du Théâtre de Paris. Harlem de carte postale, fantômes souriants du bon vieux temps de l'insouciance transatlantique. Un monde tout faux, hormis la musique, c'est elle qui compte dans la comédie musicale, *Harlem Années 30*, jazz, années folles, folie de la revue nègre sur l'affiche façon rétro qui pourrait annoncer un hommage à Josephine Baker.

Harlem Années 30 se promène dans une légende balisée par le néon des enseignes célèbres : Alhambra, Small's Paradise, Savoy Ballroom, Apollo, Cotton Club... L'intrigue suit un fil d'Ariadne fragile, vite oublié : les souvenirs d'un couple de danseurs qui furent jeunes en cet âge d'or.

Ainsi, on voit arriver une créatrice, courtisée vaguement d'orchestre, affublée d'un chapeau informel, d'une houppelande comme un sac. Et, comme on sent quelque quarante ans en arrière, la voilà qui se redresse, se débarrasse de ses hardes, et voilà qu'apparaît, dans une robe flamme échevillée sur de longues cuisses d'or : Vivian Reed. C'est le choc, c'est la Martine de

Blonde Vénus émergeant de sa peau de singe, c'est le spectacle qui se rassemble, grand son, son et sa chaleur. C'est la beauté tout simplement, et Vivian Reed chante Sweet Georgia Brown.

Le dossier de presse indique qu'elle a « particulièrement réveillé sa voix à l'école Juillard de New-York, gagnée un Tony, un Drama Desk, le prix de la critique étrangère ». Elle a chanté et dansé en Europe, a donné son show à l'Espace Cardin. Mais le lieu ne convenait pas. On la préfère plus lampes-paillottes.

Elle a appris la danse — le dossier de presse énumère ses professeurs — elle danse. Et quand, à la fin, en smoking et haut-de-forme blanc, elle se mêle au fabuleux ballet de cingettes, c'est l'illumination. Des vagues de bonheur irraisonné déferlent, l'énergie se transmet de la scène à la salle, vibronne dans les corps assis des spectateurs qui ne cessent plus leur lourdier apathique, bondissent (intérieurement) avec les danseurs, se révoltent partenaires de la divine Vivian.

Magie du music-hall, du music-hall américain où les interprètes, même au cours de leurs numéros les plus débauchés, semblent garder une formidable réserve de possibilités. C'est la virtuosité de la désinvolture.

COLETTE GORDARD.

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE  
Location : 241-82-16  
**VIE ET MORT**  
**DU ROI BOITEUX**  
Par les 4 Chevaliers  
(Création en France)  
Les 20 dernières représentations

**CHAILOT**  
**THEATRE NATIONAL**  
**LE SONGE D'UNE NUIT D'ETE**  
de Shakespeare  
mise en scène de Stuart Selde  
**REPRESENTATION EXCEPTIONNELLE**  
le samedi 30 janvier à 14 h 30  
dédiée à la nation polonaise

**LA CANNE A SUCRE**

**NANTERRE AMANDIERS**  
721.18.81  
RADIO-FRANCE (France-Culture), l'Atelier Lyrique de Rhin et la Maison de la Culture de Nanterre présentent  
du 2 FÉVRIER au 13 MARS  
**3<sup>ème</sup> BIENNALE**  
**VOIX, THEATRES ET MUSIQUES D'AUJOURD'HUI**  
Du 2 au 6 février :  
« LA MURALE », d'après Toulouz Douzi : musique de Carlos Roque-Aldas, adaptation et mise en scène de Michel Rastelli par le Théâtre-Opéra Chronique.  
Samedi 6 février :  
Table ronde : La tradition populaire dans la culture : l'exemple napoléonien.  
Du 8 au 14 février :  
« L'OPERA BUFFA DEL GIUDIZIO SANTO », écrit, composé et mis en scène par Roberto De Simone, direction musicale : Gianni Desiderio par le Teatro Comunale Metastasio et l'Ensemble Orchestra de Naples.  
Du 12 au 14 février :  
« LES MOSES », Musique : Igor Stravinsky et Jirghe Tancigian ; chorégraphie : Reinhold Hoffmann par le ballet Théâtre de Brême.  
Du 15 au 19 février :  
« UNICATRACTE », Musique : Gérard Berry ; chorégraphie : Reinhold Hoffmann par le ballet Théâtre de Brême.  
Du 22 au 28 février :  
« LIBESSTON, ON OPERA », Musique de Georges Aperghis ; texte de Marie-Hélène Bie ; dramaturgie et mise en scène de Pierre Barrat. Direction musicale : Yves Prin. Chorégraphie et costumes : Yvonne Robinet. Par l'Atelier Lyrique de Rhin.  
Du 3 au 7 mars :  
« LE DESERT » par le Théâtre d'Amsterdam.  
Nombreux spectacles décentralisés dans les Hauts-de-Seine, la région parisienne et Paris sur la Seine :  
« VOIX DU PASSIN MEDITERRANEE » : Renseignements : Théâtre des Amandiers, 2, avenue Pablo-Picasso, 92000 Nanterre.  
Location : 721-18-81 et 3 FNAC.

**NANTERRE AMANDIERS LOCATION : 721.18.81**  
**LA CHAMBRE D'ECHO**  
PARCOURS-SPECTACLE réalisé par Remy ROURECAE - Texte : Marlène ALPHANT  
Décor : Didier STEPHANT "Je suis dans la chambre comme dans des chambres"

**ALCAZAR DE PARIS**  
★ ★ ★ ★ ★  
**SIDNEY ISRAEL**  
★ ★ ★ ★ ★  
propose  
**la nouvelle revue**  
20 h 30 - Dîner-Spectacle 295 F  
22 h 30 - Revue-Champagne 200 F  
62, rue Mazarine - 75006 Paris  
Métro Odéon  
Ouvert tous les soirs sauf mardi  
Réservation : 329.01.20  
Agences et Hôtels

**COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT**  
**THEATRE DU ROND-POINT**  
dernière samedi 30 janvier  
**L'AMOUR DE L'AMOUR**  
d'après Apulée La Fontaine Molière  
à partir du 3 février  
création  
**ANTIGONE, TOUJOURS**  
de Pierre Bourgeade d'après Sophocle  
décors et costumes André Acquart  
musique Jean-Pierre Drouot  
effets cinématographiques Michel Boyer  
en alternance  
**OH LES BEAUX JOURS**  
de Samuel Beckett  
mise en scène Roger Blin - décor Matias  
avec Madeleine Renaud  
**PETIT ROND-POINT**  
**VIRGINIA**  
Edna O'Brien / Guy Dumur  
mise en scène Simone Benmussa  
en alternance  
**DE TOUTES LES COULEURS**  
Guy de Cointet / Yves Lefebvre  
mardi - jeudi - samedi 18 h 30  
**SAINT-SIMON**  
C. Daré / D. Berlioux / S. Maggiani  
location  
Av. Franklin Roosevelt - tél. 256.70.80 et agences



ملفوظات امیر المومنین











## RADIO-TÉLÉVISION

G. Bécand, D. Guichard, Secré- Réal : L. de Kermadec.

H  
de la Télédiffusion, etc.  
H de S. Joubert. Avec P. Fouchain.  
C. Nelson. M. Biraud...  
H 15 Journal article page 15.]

**FRANCE-CULTURE.**

H 30, Matinales : Le téléphone :  
Le mariage... Dans un  
kibboutz ; Eloge du grès.  
H 8, Les chemins de la connais-  
sance : Regardez-vous le docteur ;  
L'avenir de la psychiatrie...  
H 30, Comprendre aujourd'hui pour  
vivre demain : Quel dialogue  
Nord-Sud ?  
H 9, Matinée du monde contem-  
porain.  
H 65, Démarches avec... le photo-  
graphe B. Vailhen.  
H 12, La musique et la parole :  
Le chant opératique (« le Chevalier  
à la rose », de H. Stramoni).  
H 17, Le Pont des Arts.  
H 2, Sons : Les fêtes de la vigne à  
Dijon.  
H 17, Mélanges en hommage au maître  
Acousticien 1981 : M. Kagel et les  
problèmes du théâtre musical.  
H 65, Recherche scientifique et ex-  
perimentale : Désordre si ordre,  
avec G. Cascardiadis.  
H 19, L'été.  
H 25, Jazz à l'ancienne.  
H 24, La Radio moins romande  
qu'on ne croit : La Voile de  
J. Adou.  
H 24, La semaine de P. Weldon.  
Avec : M. Sarraute, M. Simonet,  
etc., etc.

**1900**, Paris : la Journée Viennoise  
1901, Paris :  
**9 h.** Grand-Première : Œuvres de Zemlinzky, Berg, Webern ; 9 h 25, Klosevic : 1<sup>re</sup> œuvres de Korngold, Webern ; 9 h 45, Dostal : 1<sup>re</sup> œuvres de Weber, Mahler.  
**11 h.** Tribune des critiques du disque : « Multième Symphonie » de Beethoven ; 11 h 25, Œuvres de Berthoven, Schubert, Zemlinzky ; 12 h 50, Klosevic II : Mahler dirige l'Opéra de Vienne ; 12 h 55, Œuvres de Strauss ; 14 h 15 : Œuvres de Schoenberg ; 15 h 10, Œuvres de Schreker, Berg, Haydn, Scriabin.  
**16 h 30.** Concert : Œuvres de Berg, Schoenberg, Brahms ; 16 h 45, Œuvres de Bruckner, Wagner ; 17 h 15, Œuvres de Strauss ; 18 h 15, Œuvres de Berthoven, Weinberger ; 19 h 15, Œuvre de Liszt.  
**20 h.** Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) de G Salomon lyrique : « Die tote Stadt », de Maurice Strakosky ; 20 h 45, philharmonique et Chœurs de Radio-France, dir. H. Lewis, chef d'orchestre : « Les Noces », de Maurice Ravel ; 21 h 15, chœur et chanteur, M. Paboun, violon solo, M.A. Nicolas, solistes : C. Byrne (Pau), E. Roca (Alceste), J. B. L. Kuhlmann, C. G. Wobler, cantate de Strauss.  
**23 h.** La nuit sur France-Musique : Œuvres de Balor ; 0 h 5, Samedi-matin.

Trial	Control (%)	MCI (%)	AD (%)
1	100	95	85
2	100	95	85
3	100	90	80
4	100	90	75
5	95	85	75

## La maison-mémoire

# La maison-mémoire

**THEATRE DE TOLLOUERS**  
**LA CÉRISIAE**  
 FR 3, 7 ET 15.

Peter Brook a attendu vingt ans avant d'oser aborder Tchekhov. Et quand enfin il ose, il donne davantage que son expérience d'homme de théâtre. Il donne sa connaissance sensible des êtres humains, profondément aimante et sans illusion. Il rejoint le génie de Tchekhov, qui n'est pas seulement un grand auteur, mais aussi l'inventeur de la dramaturgie.

Tchekhov mêle en lui l'impalpable réalité théâtrale et les pulsions des corps, la chimie, l'alchimie qui s'exprime en désespoir et en joie. Tchekhov était médecin, était malade, aimait la vie, vivait avec la conscience de la mort quotidienne.

Dans une maison morte, une maison-mémoire, théâtre intemporel aux murs calcinés, tournent les dépressés et les joies d'une famille russe, qui a vécu, qui existe, qui habite des décennies remarquables (Natacha Parry, Michel Piccoli, Niels Arnessen, Isabelle Huppert, etc.). C'est peu dire qu'ils n'ont jamais été meilleurs. Ils dépassent le jugement, ils sont nous. — C. G.

**Georges retrouvent tristesse et ses biens, et ses titres.**  
 16 h 45 Un comédien Et un auteur.  
 Isabelle Huppert, Et René Bary.

**Le cadavre de Jack l'étranger**

mâtres, dangereux et spectaculaires.

Réal. : O. Karmantsev, P. Legendre.

Le cadavre de Jack l'étranger

● **Michel Serres** (F.M., 17 h). — Michel Serres est le philosophe des mathématiques. C'est aussi le philosophe des matérialismes de l'Antiquité, celui de Lucrèce, le monde surgit du chaos des atomes. Il est également forcé une théorie de la musique, des bruits et des parasites. Pour tout cela, Claude Maupomé l'invite à exprimer sa subjectivité de métamane éclairé. Comme à l'habitude, les œuvres musicales sont là pour rythmer le discours. Son concert « égoïste » sera donc fois un parcours philosophique et musical. Le club de musique, un inventaire illustré de la « genèse » : c'est le thème qu'a choisi Michel Serres pour son entretien. Il y a les partitions de Haydn : « La Création », « La Naissance de Vénus » de Respighi, et le cycle de la nuit, les saisons et tout qu'on l'a vu chez Beethoven et Verdi... I. Fr.

17 h 15 Théâtre de tousseurs : la

**FR 3** La grande parade du jazz.  
De J.-C. Averty.  
Jazz Grooveck Quartet.  
**FR 15 Journal.**

**COISIÈME CHAÎNE : FR3**  
h Émissions de F.I.C.E.I. des  
tendues aux travailleurs immi-  
grés : Monquieu.  
Actualités de la semaine : « Etre  
africain » Variétés.  
h 45 Dessein animé : Mister Ma-  
goo.  
h La nuit à l'opéra et des oreilles.  
Une émission de Plem et  
P. Bosta.  
h 15 Dramatique : Le foup blanc.  
Actualité - Épisode D. Dapris  
P. Féval.  
Béal : J.-F. Demour et H. de  
Beret de Vauyon, l'inspiration  
des biens du marquis, sent se  
lever le vent d'un monde nou-  
veau.  
Cordula.  
D'A. Tshokov. Mine ou mine :  
P. Brook.  
(Lire votre indication.)

**FR 15 Prêtée à l'édition-nal.**  
Concerto d'Aranjuez, et Tempe-  
ra de Scarlatti, par l'Orchestre  
de Toulouse, direct.  
M. Flanagan. Soliste : A. Lagoya.  
h 15 L'Alphonse ROSE-TOM.  
20 h 15 Marie Bonnet HU.  
20 h 30 Haute culture : Part et  
l'inflation.  
Une série de M. Rheims.  
Une interrogation sur le vrai et  
le faux artistique en comparant  
la Fillesmista Majas, l'arche-  
vêque de Bayona et le professeur  
C. Lep-Servus.

**FR 15 25 Journal.**  
21 h 40 L'invité de FR3 : Jean Car-  
rière.  
Béal : Geoffrey-Pierre de Man-

[illegible]

16 h 30 Document : Le vent d'en-  
fer conduites de canon. Y  
participera-t-elle malgré l'hosti-

**Le maître en France.**  
Réal. : G. Guillaume et M. Trinité.  
(Tête noire sélection.)  
h 5 Bénédictines.  
Inde : Aimal, paysan du Bengale.  
Réal. : P. Martin-Sorbal.  
C'est l'histoire dans les rizières du Bengale au sud de l'Inde.  
h 10 S. 12 R. 2.  
Casper : Pouffi-Pouffi : Le petit docteur de la forêt : Tauxan.  
h 10 C'est la vie.  
h 50 Les : Des chiffres et des lettres.  
h 10 D'accord... pas d'accord : (J.N.C.).  
h 50 Émissions régionales.  
h 45 Les gens d'ici.  
h 10 Journal.  
h 35 Document : Nos ancêtres les Français.  
Le music-hall.  
Les années du music-hall de Paris : Andréa Brasseur, Roger, Floride, Mississippi, Spinaldi, Maurice Chevalier, etc.

**h 15 de la famille ?**  
h 15 Journal.

**TROISIÈME CHAÎNE : FR3**  
h 5 Magazine d'actualité : L'Essai.  
h 10 Les pas très communiés du C.S.T. : Le Combedge.  
h 15 Tribune libre.  
Le Grand Orient de France.  
h 10 Journal.  
h 50 Émissions régionales.  
h 15 Les : L'histoire de l'Yvesse 31.  
Le labyrinthe du Minotaure.  
h 10 Les Jeux.  
h 30 Cinéma : la Traque.  
De S.-R. Lécroy.  
h 10 Journal.

**FRANCE-CULTURE**  
h 15 Matinales : Nouvelles du monde-monde : la société : Méditerranée : L'histoire : L'histoire et la mémoire, avec F. Channu.  
h 15 Les émissions de la cour.

■ « L'inondation » de Geri Holme (F.-C., 20 h). — Pour le quarantième anniversaire du début de la seconde guerre mondiale, la radio autrichienne a commandé à Geri Holme une longue pièce, qui est le monologue à travers Berlin d'un promeneur halluciné, hanté par ses souvenirs de la guerre, et en particulier par l'inondation des bouches de negro qui a été par Hitler. Pour l'auditeur français, l'œuvre est doublement intéressante : d'abord parce qu'elle témoigne de l'actualité radiophonique d'Autriche, l'œuvre a reçu le prix de la RAI 1978, et parce qu'elle est l'occasion d'un travail très remarquable de Michel Piccoli, Janos Komives composé une musique originale et la réalisation est de Jean-Jacques Vienne. — B. A.

Willa, mère de deux enfants, 8 h 50, Echec au hasard.

de Prusse.  
2 h. 15. Les turlutins au hasard.  
2 h. 15. Les turlutins de l'histoire : « la Comédie humaine », de Balzac.

## Un moulin dans la tête

LE VENT D'EN HAUT  
A 2, 16 h. 30.

Il est, des documentaires comme des interludes - silencieux, sobres - qui arrivent en peu de temps à peser l'âme d'un personnage. « Vent d'en haut » de Gérard Guillaume et Marco Trillat sont de ceux-là. Marcell Barlier, maître en Savoie, est un personnage d'un autre monde. Gardien d'un plaisir qui guette on ne sait où, d'éventuel naufrage sur l'océan de bié, il nous raconte en quelques mots sa vie : « A treize ans, mon père m'a dit : mets le moulin en route. A partir de cet instant j'y allais plus le l'aimais - Nous avions, rêveurs, la pensée d'une passion, d'une existence rude, sévère, d'un attachement immémorial à la terre natale. La vie pure, simple, « qui, quand le moulin tourne, est un jour de fête ; quand il s'arrête, est un jour de deuil ». M. G.

13 Jolivet, Mamelian, Prokofiev, puis  
 14 L. Jolippue (piano) et C. Mc-  
 15 kins, Mandelstam & Gœuvre : *Piano*,  
 16 Mandelstam & pince. Pince de Mc-  
 17 Schubert, Ros-  
 18 zini, Litz, Weill  
 19 20 *Le Jeu des neiges* : Gœuvre  
 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1

٥٥ من الأصل







**« La persuasion plutôt que l'autoritarisme »**

**TÉLEX PARTAGÉ**  
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345 2162

July 1950









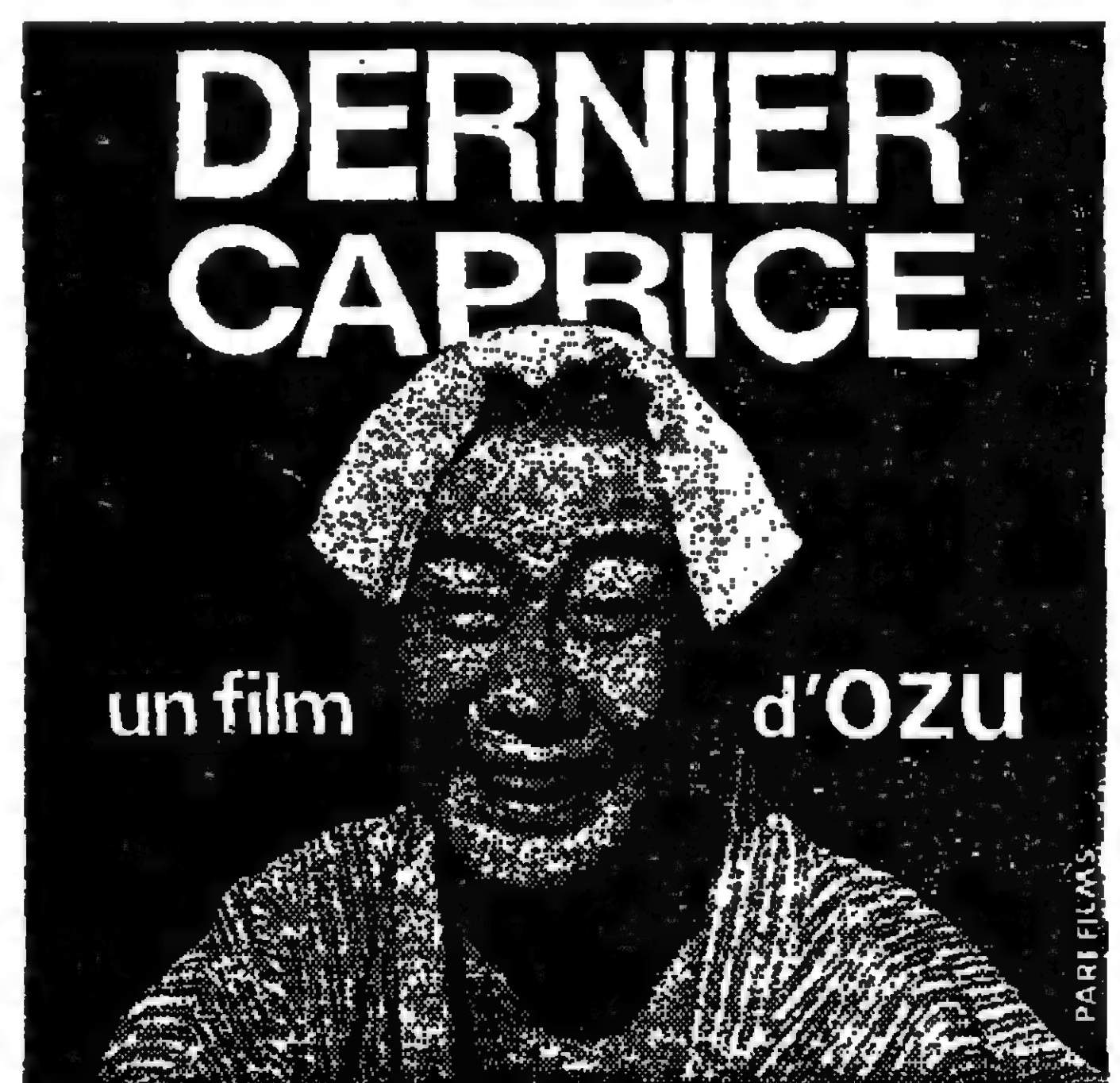






## Les concerts

**OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES - STUDIO GIT-LE-CŒUR**  
**OLYMPIC ENTREPOT**



de 9 h 30 à 19 h

Je bénéficierai pendant cette période d'essai du service de mise à jour permanente.

Stall \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Date \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_



## En Italie

**Les autorités civiles limitent la compétence  
des tribunaux ecclésiastiques en matière matrimoniale**

De notre correspondant

## RÉDUCTION DU PROJET D'AGRANDISSEMENT STADE DE SAINT-ÉTIENNE

la compétence des tribunaux ecclésiastiques en ce qui concerne les effets civils des mariages réglementés par le Concordat.

Dans un article non signé, publié lundi 25 janvier, *"l'Observatore Romano"* proteste contre une procédure qu'il estime unilatérale, et qui aurait pour effet de modifier l'«*accord de concordat de caractère international*».

En fait, la polémique qui oppose le Vatican à l'Italie semble tenir d'abord de ce que le concordat, sous sa forme que de fond, aux termes des accords du Latran (1929), les mariages célébrés par un prêtre ou un évêque italien, les tribunaux ecclésiastiques peuvent en outre prononcer l'annulation d'un mariage civil, et de ce que, aux termes des accords du Concordat, être automatiquement éligible par la justice laïque italienne.

Le *"l'Observatore Romano"* introduit une réserve qui s'oppose

vue de la révision du Concordat commencée en octobre 1978, et qui, sous sa forme actuelle, n'est pas pleinement disponible, souligne le quotidien du Vatican. Ce qu'il conteste, en revanche, c'est que la procédure de révision du concordat, un accord qui devrait être approuvé par le Parlement, «*il Fatto*» sent souvent les traités de commerce, et non pas les accords du *"l'Observatore Romano"*, d'autant plus lorsque des modifications ont été proposées à une des parties du traité, la négociation.

La décision de la Cour constitutionnelle, fait-on observer au Vatican, ne concerne pas seulement une question d'importance, mais elle traite une des matières de première importance et précisément une de celles sur lesquelles le concordat italien est le plus clairement garanti — l'«*Art. 1*».

**LES COMPAGNIES AÉRIENNES PROPOSENT  
DE NOUVEAUX TARIFS SUR L'ATLANTIQUE NORD**

Après deux semaines de travail, la conférence tenue à Hollywood, en Floride, à la demande de l'Association internationale du transport aérien (I.A.T.A.), est parvenue à s'entendre sur des nouveaux tarifs applicables aux Passagers des compagnies perdant beaucoup d'argent (*le Monde* du 14 janvier).

En vertu de cet accord, les transporteurs vont solliciter les autorités nationales pour l'autorisation de mettre en application une nouvelle grille tarifaire pour les liaisons entre les États-Unis d'une part, et de l'autre l'Irlande, l'Allemagne, l'Autriche, la France, la République fédérale, la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse, sans préjuger d'une extension ultérieure à d'autres pays. Les nouveaux tarifs qui pourraient être appliqués à l'été 1982 sont : 1<sup>re</sup> classe 150 dollars, 2<sup>e</sup> classe 115 dollars et 3<sup>e</sup> classe 85 dollars. Les tarifs de la première classe seraient donc réduits de 25 à 30 pour cent, ceux de la deuxième de 15 à 20 pour cent, et ceux de la troisième de 10 à 15 pour cent. Les tarifs de la première classe seraient donc réduits de 25 à 30 pour cent, ceux de la deuxième de 15 à 20 pour cent, et ceux de la troisième de 10 à 15 pour cent.

## Rhône-Alpes

### Une priorité pour les Stéphanois : la sécurité

La municipalité stéphanoise avait été l'une des toutes premières, en 1978, à lancer une consultation directe auprès des citoyens afin de leur faire connaître le budget de la ville pour l'année suivante (*le Monde* du 11 octobre 1978). Elle avait reçu 10 000 réponses, 10 000 réponses. Près de seize mille lui sont parvenues au cours du second semestre, quelle a lancée une nouvelle édition 1979.

Pour les petits équipements ou services de leur quartier, les Stéphanois placent en tête le service de la police (57,9 %) suivie du fleurissement (42,9 %) et de la crèche (42,3 %). Pour les équipements lourds viennent par ordre décroissant, l'espace vert (38,3 %), le club sportif (36,9 %) et le bâtiment social (36,9 %). Les parkings de dissuasion sont en tête des équipements communs et le « soutien » au troisième âge.

Le sondage contenait une rubrique « Du tac au tac », consistant à interroger la population sur des questions diverses — 71,5 % des Stéphanois ont souligné la création d'une véritable radio communale où les habitants et les associations puissent prendre la parole... (Corresp.)

**Un parvielle**  
(De notre correspondant.)  
Brest. — Que s'est-il passé, le 17 janvier, dans un des petits pavillons situés devant de la caserne blanche qui succèdent aux immeubles de la ZAC de Brest-Grand-Port ? Nous avons vu le drame on ignore encore ce qu'il a pu amener un adolescent de dix-neuf ans à tirer sur ses

**Le ministère public**  
a requis le retour en prison de M. Amselem.  
C'est un réquisitoire sans nom qui a prononcé mardi 26 janvier, contre M. Jacques Amselem, prévenu d'abus de confiance notoire et actuellement en liberté.

C'est à 23 h 45 que le jeune homme s'est précipité chez les habitants du pavillon mitoyen de la rue "Dante-Alighieri" pour leur annoncer que son père avait découvert que ses parents, deux professeurs d'un collège, gisaient à côté d'un pistolet 7,65, vides de leur charge. Le jeune homme est arrivé sur les lieux 15 secondes en sautant sur son petit frère de dix ans toujours endormi. On a constaté que son père avait en fait sauté par la fenêtre. On aurait pu amener Mlle Cardou (décédée quelques minutes après les coups de feu) à tirer sur son fils, mais elle a refusé de tirer de deux balles dans le dos.

Mais l'autopsie de Mme. Caron infirma les déclarations du fils. Les enquêteurs constatèrent, en effet, qu'il avait été impossible à la jeune femme de se donner la mort après avoir fait son sac au malin. Elle a été assassinée, et le fils devenu suspect. Les Gardés à vue jeudi 21 janvier, il fut déféré au parquet deux jours plus tard après avoir avoué. Il est aujourd'hui inculpé de « paricide » et de tentative de paricide.

Et les faits et les scènes de drame sont entrées dans l'histoire encore le scénario. La police et la justice restent discrètes sur les antécédents de l'industriel, et observent un silence absolu. « Il reviendra aux experts, affirme seulement le procureur, de déterminer des responsabilités de l'échec du Phénix ».

Le 13 de la rue Dante-Alighieri est aujourd'hui vide. Le patron de dix ans que les coups de feu n'avaient même pas révéillé a été recueilli par des proches. —

Avec  
André

## UN CARGO A VOILES DE 30 000 TONNEAUX ?

Seign le Lloyd de Londres, le capitaine anglais, le belge Cockerill d'Anvers, envisagea de construire un vollier expérimental de 30 000 tonnes pour le transport de marchandises en vrac à travers l'Atlantique, le pétrolier à vapeur le *Worm*, le *Worm* de la *Maru*, entré en service en 1980, ne jauge que 1 500 tonnes.

Cockerill réalisait son projet en collaboration avec un chantier suédois qui se chargeait de la construction des villes d'acier.

**« LA CLOCHE »  
DE DIJON ROUVRE.**

L'Hôtel de la Cloche, un des « monuments » les plus célèbres de Dijon, vient de rouvrir ses portes après plusieurs années de

## RÉSULTATS CONTRASTÉS DU PORT DE MARSEILLE

Interrogé le 26 janvier, au Conseil de Paris, par les édiles de la capitale qui s'indignent de la fraude, l'inspecteur général grandissant dans le mètre, le préfet de police, M. Jean Perier, a indiqué que les rames comme les patrouilles ont une responsabilité « sont l'objet de patrouilles et de surveillances fréquentes » : 440 214 rames et 441 674 stations ont ainsi été visitées en 1981. Les 100 patrouilles, 370 138 personnes ont été interpellées, soit près de 18 % de plus qu'en 1980.

« La fraude » a toujours existé, mais constater en franchissant les portillons automatiques, le préfet de police a-t-il précisé, est un nombre important de stations de la mission générale impartie aux fonctionnaires du service de la circulation. « Cette tâche n'est pas exorbitante car les agents se substituent aux contributeurs de la Régie pour assurer la sur-

De quoi sera-t-il l'avenir ? Les responsables du Port autonome évitent d'afficher un coup grand espoir. Ils savent que la situation mondiale est l'inverse de celle du Havre, port « braché » essentiellement au trafic de marchandises tout complexes. La réduction du trafic devrait, quoi qu'il soit, se poursuivre. Mais les perspectives futures sont incertaines en fonction même des prévisions des experts.

L'excellent niveau du trafic des marchandises diverses (11,0 millions de tonnes, soit une augmentation de 11,9 %) est en revanche un indice de la bonne santé du port marseillais et de sa crédibilité si souvent mise en cause dans le passé. Comme au Havre ou à Anvers, la progression enregistrée est due aux exportations, alors que les importations se maintiennent artificiellement élevées de 30 % du total des mouvements. G. P.

au niveau des services de police, les instructions de cette nature relèvent de la compétence exclusive de la Régie.»

*Listes*  
*de Mariage*  
**AUX TROIS**  
**QUARTIERS**

*Listes  
de Mariage*  
**AUX TROIS  
QUARTIERS**

**Sulka**  
COSTUMES, VESTES, PANTALONS,  
IMPERMÉABLES,  
VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS,  
CHEMISES, ACCESSOIRES

**SOLDES**  
derniers jours  
jusqu'au 30 janvier

2 rue de Castiglione, Paris 1<sup>er</sup> (260.38.08)  
Angle rue de Rivoli - Parking Vendôme







# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER	48,00
AUTOMOBILES	48,00
AGENDA	48,00
PROP. COMM. CARTAUX	140,00

ANNONCES ENCADREES	DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER	48,00
AUTOMOBILES	48,00
AGENDA	48,00
PROP. COMM. CARTAUX	140,00

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## DEMANDES D'EMPLOIS

**Chief des Ventes Paris**  
Maintenance, Renovation, Ascenseurs

De formation supérieure, commerciale ou technique, vous avez, à service 35 ans, une première expérience de la vente de services (assurances ou autres) puis acquise l'habileté de l'encadrement d'une équipe de vente et des négociations à haut niveau.

Vous avez une connaissance du milieu bancaire d'immenses et/ou du bâtiment. Vous avez une sensibilité pour l'organisation et les gestionnaires, plus soucieux des résultats que d'augmenter le chiffre d'affaires.

Dans ce cas, vous pouvez, au sein d'une Direction Régionale d'une société française, filiale d'un groupe multinational, animer une équipe de 10 personnes et être entièrement responsable d'un budget de vente de plus de 60 millions.

La dimension de la société permet d'offrir des ouvertures intéressantes pour un candidat motivé et qui veut évoluer.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 82509M à Michel BARBEY qui prendra contact avec vous garantissant la confidentialité.

**centor**  
13 bis, rue Henri Matisse  
75009 PARIS  
Tél : 285.15.53

**formation créative**  
s'agrandit et recherche un

**CONSEILLER EN FORMATION**

Nous sommes :  
Une Société de Formation,  
Une petite Equipe Performante, avec 10 ans d'expérience.

Nous avons 3 spécialités :  
- management des hommes,  
- analyse, diagnostic, animation de stages, suivi des résultats,  
- nous concevons et réalisons nous-mêmes des films de formation dans ces 2 domaines pour l'animation de nos stages,  
- notre marché : les 100 premières de FRANCE.

Vous êtes :  
Un homme d'au moins 30 ans,  
Un passionné de pédagogie,  
Avec une formation supérieure,  
Avec une expérience de METIER de 3 ans minimum.

Nous offrons :  
Un travail varié :  
- rencontre de clients,  
- analyse, diagnostic, animation de stages, suivi des résultats,  
- une pédagogie axée sur des méthodes et des films exclusifs,  
- une participation à la politique de la Société sous tous ses aspects,  
- une situation de 150.000 F. selon vos compétences.

Ecrivez-nous en joignant C.V., photo :  
22, rue de Turin - 75008 Paris.

Recrutement en file

**2 INFORMATIENS CONFIRMES**

coût, assembleur, mini, Niveau 0.01.7. Après formation spéciale, se développent des applications en technologie avancée.

1 A/P IBM CICS confirmé

1 programmeur confirmé IBM Service et Développement Informatiques. Ecrire ou tél. 78, avenue Gallieni, 93174 Nogent-sur-Marne, Paris. Tél. : 350-13-54.

Sol T.T.P.L. Versailles

**AIDE-COMPTABLE DACTYLO**

dans bâtiment 4 ans expér. Téléphone pour RV 95-16-08.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉTALLURGIE**

PARIS - LA DEFENSE

recherche pour nouv. investiss.

**INGÉNIEUR**

Arts et Métiers, Centrale, Mines

Pratique cour. de l'anglais, goût des responsabilités

Env. C.V., photo à n° 21864

Conseil Publicité

20, av. de l'Opéra 75004 Paris

codex 01, qui transmettra.

**ECA AUTOMATION**

S.S.C.I. en forte expansion

1500 personnes, recherche

**INGÉNIEURS INFORMATIENS**

- expérience 1 à 4 ans,  
- dans les domaines de :  
- micro-informatique  
- logiciel de télécommunication,  
- logiciel temps réel.

Ad. C.V., photo et présent. se la référence 1.010 au Service du Personnel 315, bureau de la Colonne, 92213 St-Cloud Cedex.

Entreprise de chauffage et climatisation

**INGÉNIEURS**

CONFIRMES expérimentés avec notions électriques

Adresser C.V. et présentations à A.M.P., sous la réf. 4072/J.R., 40, rue Olivier-Serres, 75018 PARIS, qui transmettra.

S.S.C.I.

recherche

**INGÉNIEURS**

3 à 5 ans d'expérience

- goût de la conception,  
- pratique d'un assembleur, expert, télécom, applications.

Env. C.V., photo et présent. à ATTA

35, rue des Berges, 75015 PARIS.

**INFORMATIQUE CEROI recrute INFORMATIENS**

Temps réel, commissions de l'assembleur, est. très intéress. - 542-00-73.

**A VENDRE**

Spécialiste de la communication

Annonces multinationales : 5 ans.  
Expérience Agence de publicité : 7 ans.  
H. 37 ans.

Je maîtrise parfaitement toutes les techniques publicitaires promotionnelles ainsi que les relations publiques. Je cherche un Chef d'Entreprise dynamique qui croit à la valeur d'une communication efficace. Je parle un très bon anglais et j'ai une bonne culture technique.

Ecrire à nos cabinets 48 rue Saint-Ferdinand 75017 PARIS sous réf. AV

**DIRECTEUR des RELATIONS SOCIALES**

(3.000 pers.) 40 ans. Format. Supér. Ecole de Commerce et Psycho. Posséd. 12 a. expér. de la fonction. Personnel, maîtrisant tous les aspects de la fonction (démarche, application, application politique sociale, méthodes actuelles de gestion Ressources Humaines, Formation, Relation avec partenaires sociaux...) rech. situation similaire Paris ou Province, région indifférente. Ecrire sous n° 22136 à Conseil Publicité 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

**CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES**

CHERCHE EMPLOIS pour EMPLOYÉS(EES) de service commercial

connaissant la comptabilité usuelle et la dactylographie. Disponibles fin janvier. Téléphoner au 547-18-30 poste 86.

**POUR VOTRE RECHERCHE D'EMPLOI**

**INGÉNIEURS-CADRES**

Le C.C.P.C. (Comité des Cadres de Paris, région parisienne en Châlon) met à votre disposition son réseau d'entraide professionnelle technique.

Ecrire à J. BOUVIER (C.C.P.C.), B.P. 230, 3, rue de l'Arrivée, 75149 Paris Cedex 15 (ou vous contacter chaque mardi de 17 h à 19 h, Salle Importers, 13, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris, métro Saint-Paul).

**MANAGER**

Espagne - France - Italie

39 ans - Formation supérieure complète (droit, sc. Pol)

connaissance plurilingue, gestion des affaires, commercial, publicité, marketing, export et marchés étrangers.

Expérience de directeur P.M.E. + 50 personnes.

Capable d'organiser et gérer filiales à l'étranger.

Anglais + Espagnol + Connaissance Allemand + Italien.

Cherche : En France, situation d'adjoint à P.-D.G. ou D.G. dans P.M.E. ou grande société française ou internationale, en Espagne ou Italie, gestion, filiale.

Env. n° 6133 à la Mairie Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**INGÉNIEUR INFORMATIEN. SPÉCIALISTE A.P.L.**

Cherche tous travaux d'étude, analyse et programmation. Tél. : 209-21-47.

**travail à domicile**

Dactylo à domicile IBM 82 C, ch. tout travail de copie, rapide. Tél. : 306-08-88.

**travaux à façon**

ENTREPRISE. Sér. réact. effectuée rapidement travaux peinture, menuiserie, décors, coordonnées. Tous corps d'état. Devis gratuits. Tél. : 306-47-84 - 693-30-02.

**traduction offres**

Traductions techniques Anglaise-Française pour P.R.E.L.A.N.C.E. Exp. lettre et CV manuscrites à BP - DALLONNET BP20 - ANDREY-78670.

**automobiles**

**ventes**

de 5 à 7 C.V.

PARC des RENAISSANCES 1778, Route, t.c., vitres teintées, 48.000 km, première main, 18.000 F. Tél. : 274-45-86 ou 278-41-68 (soir).

de 8 à 11 C.V.

VENDES

ALFETTA 2000 OCT. 81

4.500 Km, gris métall. int. vitres teintées électr., auto-radio cassette, gdr. auto, ant. électr. 54.900 F. Tél. : 331-30-51 après 18 h.

**information divers**

EMPLOIS et CARRIÈRES de la FONCTION PUBLIQUE n° 100 F. HT./mois en vente chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

**propositions diverses**

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Canada, Afrique, Amérique, Asie) dem. la revue spécialisée MIGRATION (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 08.

**capitaux propositions commerciales**

Domiciliation - Secrétariat Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F. HT./mois 603-27-77.

Entreprise de Suisse française cherche diversification dans distribution commerciale, représent. des produits. Tél. : 22-970001 à Publications, CH-1002 LAUSANNE.

Recherche CABINET IMMOBILIER Activités diversifiées, posséd. sociétés, ou reprise progressive. Ecrire sous n° 031.556 M

**RECRUTEMENT**

Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F. HT./mois Téléphone : 603-27-77.

**4 rue Massenet 75016 Paris**

Ecrire en précisant la référence - Discretions absolues.

**UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RENOMMÉ**

réalisant des biens d'équipement destinés à des industries diversifiées : énergie, chimie, agro-alimentaire... et fortement exportateur (plus de 50% du C.A.) renforce ses structures commerciales et offre plusieurs postes à des candidats négociateurs et animateurs.

• **Chief des ventes France et exportation**

Responsable d'une gamme de produits standard, commercialisée par un réseau de revendeurs, il développera un C.A. qui est actuellement de 80 millions.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant 10 ans d'expérience professionnelle et impléant l'habitude de travailler avec des agents stockistes.

Anglais courant indispensable.

référence UK 321 CM

• **Ingénieur d'affaires exportation confirmé**

Il animer une petite équipe d'ingénieurs d'affaires chargés de négocier et de suivre les contrats de vente de matériels de génie chimique. Il aura une formation d'ingénieur, l'expérience de la vente de biens d'équipement et la connaissance des industries pétrolières et chimiques.

Anglais courant indispensable.

référence VI 322 CM

• **Deux ingénieurs débutants**

Diplômés grandes écoles (AM, NSA...) l'un parlant couramment allemand, l'autre anglais, ayant le goût de la gestion et des contacts. Ils seront formés pour assurer la bonne réalisation des contrats et joueront un rôle important de coordination.

Evolutions possibles vers des fonctions commerciales, fabrication...

référence WM 323 CM

• **Ingénieur de ventes France et exportation**

De formation technique, ayant de préférence une première expérience de vente de biens d'équipement, il sera chargé de commercialiser une gamme de matériels sur une partie de la France et une zone à l'étranger. Connaissance de l'anglais souhaitable.

référence XN 324 CM

Tous ces postes sont basés au siège à Paris et permettent des évolutions de carrière dans le groupe.

Ecrire en précisant la référence.

**La G.C.A.M. - S.S.C.I. du Groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations - recherche pour ses centres de traitement de la Région Parisienne (Nouveaux Temps Réel et procédures par lots)**

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

Expériences vente :  
- prestations en service Bureau  
- mise à disposition de configurations  
- pratique de la négociation d'applications importantes :  
- études lourdes  
- logiciels puissants.

La forte croissance des activités de la Société (35 % par an depuis plusieurs années) permet d'offrir une intéressante évolution de carrière.

Adresser C.V. et présentations sous référence 139/M à Marie-Françoise ALETTI - G.C.A.M. - Tour Maine-Montparnasse - B.P. 185 - 75755 Paris Cedex 15.

**G.C.A.M.**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSIGNATION ET TRANSIT BANQUE NORD recherche**

**HOMME, 22 ANS MIN.**

NIVEAU B.T.S., COMPTABLE

Anglais courant. Pour tenue comptabilité et administration du département Agence de lignes régulières.

Une première expérience est exigée. Env. C.V., photo et prêt. sous réf. 5016, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Sol expertise comptable rech. COLLABORATEUR CONFIRMÉ NS Ecrire avec C.V. et présent. 800P, 60, r. Rancœur-Vous, 12<sup>e</sup>.

**UN PROFESSIONNEL CONFIRMÉ GÉNIE CIVIL, OUVRAGE D'ART**

Nous sommes une Entreprise de Travaux Publics implantée dans l'Ouest de la France (CA 300 M).

Nous recherchons le PATRON de notre département Génie Civil :

- C'est un ingénieur, mais aussi un commercial de talent et un meneur d'hommes.
- Sa mission : Basé à NANTES, il assurera la gestion et l'animation d'une équipe de 80 personnes et développera les activités tant dans leurs diversités que sur le plan géographique, y compris à l'étranger.
- En téléphonant à notre Conseil d'P. COQUARD, vous pourrez prendre connaissance de façon détaillée de cette offre, en toute discrétion, et convenir d'une future rencontre.

APPELEZ LE (40) 89-61-51. R.E. : 102/DL.

**BANQUE PARISIENNE**

Effectif 350 personnes filiales incluses recherche

**UN CADRE SUPÉRIEUR DE DIRECTION**

Rattaché à la DIRECTION GÉNÉRALE il sera responsable du DÉVELOPPEMENT du DÉPARTEMENT D'ORGANISATION COMPTABLE et INFORMATIQUE et de la MISE EN ŒUVRE de NOUVELLES PROCÉDURES de TRAITEMENT.

Ce poste implique :

- une formation supérieure grande école de gestion ;
- une haute qualification comptable (niveau DEC) ;
- une longue expérience (10 à 15 ans) des problèmes d'informatique bancaire ;
- une réelle connaissance de l'exploitation et des relations avec la clientèle ;
- le sens de travail en équipe et des qualités d'animateur.

Adresser lettre et curriculum vitae à : O.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra, sous référence 6.700 M.

**Ponts, ECP, Mines + MBA**

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS** recherche pour filiales, un ingénieur grande école, ayant une expérience professionnelle en entreprise et diplômé d'une école de gestion.

Il assurera des responsabilités de Directeur Général.

Ce poste de haut niveau conviendrait à un candidat, minimum 35 ans, ayant de très grandes qualités de contact et le profil d'un patron d'entreprise.

Poste à Paris.

Ecrire sous référence 2.176 M à PUBLIPANEL, 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

**Chantal Kenwyn**

**Chantal Kenwyn**

**Chantal Kenwyn**

**Chantal Kenwyn**

**Chantal Kenwyn**

**Chantal Kenwyn**

**FIVES-CAIL BABCOCK**

Division Chaudières

recherche

pour ses bureaux d'études

situés en Seine-Saint-Denis

**UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN**

(Formation ECP, AM, IDN, ENSMA)

Expérience confirmée en bureau d'études et fabrication.

Cet ingénieur prendra la responsabilité des problèmes de R.D.M. relatifs aux appareils à pression. Il sera chargé d'analyser et de faire appliquer les règles et les codes de construction français et étrangers. Il participera à la fonction « Assurances qualité » et représentera notre société auprès des organismes extérieurs. A terme, il pourra évoluer vers d'autres activités dans le cadre d'un important B.E. Ce poste exige une bonne connaissance de l'anglais et la pratique des petits ordinateurs.

Ecrire avec curriculum vitae à F.C.B., 80, rue Emile-Zola, 93123 La Courneuve.

**CLINIQUE ARGENTUEL**

recherche

**GOVERNANTE ÉCONOME**

détachée références exigées. Téléphone : 982-08-85.

VILLE DE NOISY-LE-GRAND VILLE-NOUVELLE, 40.000 HAB.

Créé pour son CENTRE D'ACCUEIL et d'INFORMATION JEUNESSE ouverte le 1<sup>er</sup> MAI 82 :

- un attaché communal ou animateur de première classe, chargé d'assurer la gestion du centre.

Ce poste conviendrait particulièrement à une personne ayant reçu une formation universitaire et de gestion publique, connaissant les collectivités locales et ayant expérience de contact avec les jeunes.

RÉMUNÉRATION DE DÉBUT : (collectivité sans enfant) 6.500 F/mois + prime équivalente au 13<sup>e</sup> mois.

Envoyer curriculum vitae à : Madame la Mairie, secrétariat général 93180 NOISY-LE-GRAND

**secrétaires**

**ECCO**

TRAVAIL TEMPORAIRE

RELATIONS EXTERIEURES recherche pour Paris 7<sup>e</sup>.

Sans rélat. ni révis. essai. présent. ordre et méthode, 30 ans minimum.

Possibilité évolution rapide du poste selon compétence.

Ad. lettre manusc. C.V., dét. photo et prêt. à ECO 117, direction commerciale, 16, bd des Invalides 75007 Paris.

**ANNONCES CLASSEES**

**TÉLÉPHONÉES**

**296-15-01**

**travail à domicile**

Dactylo à domicile IBM 82 C, ch. tout travail de copie, rapide. Tél. : 306-08-88.

**travaux à façon**

ENTREPRISE. Sér. réact. effectuée rapidement travaux peinture, menuiserie, décors, coordonnées. Tous corps d'état. Devis gratuits. Tél. : 306-47-84 - 693-30-02.

**traduction offres**

Traductions techniques Anglaise-Française pour P.R.E.L.A.N.C.E. Exp. lettre et CV manuscrites à BP - DALLONNET BP20 - ANDREY-78670.

**automobiles**

**ventes**

de 5 à 7 C.V.

PARC des RENAISSANCES 1778, Route, t.c., vitres teintées, 48.000 km, première main, 18.000 F. Tél. : 274-45-86 ou 278-41-68 (soir).

de 8 à 11 C.V.

VENDES

ALFETTA 2000 OCT. 81

4.500 Km, gris métall. int. vitres teintées électr., auto-radio cassette, gdr. auto, ant. électr. 54.900 F. Tél. : 331-30-51 après 18 h.

**information divers**

EMPLOIS et CARRIÈRES de la FONCTION PUBLIQUE n° 100 F. HT./mois en vente chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

**propositions diverses**

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Canada, Afrique, Amérique, Asie) dem. la revue spécialisée MIGRATION (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 08.

**capitaux propositions commerciales**

Domiciliation - Secrétariat Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F. HT./mois 603-27-77.

Entreprise de Suisse française cherche diversification dans distribution commerciale, représent. des produits. Tél. : 22-970001 à Publications, CH-1002 LAUSANNE.

Recherche CABINET IMMOBILIER Activités diversifiées, posséd. sociétés, ou reprise progressive. Ecrire sous n° 031.556 M

**RECRUTEMENT**

Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F. HT./mois Téléphone : 603-27-77.

**travail à domicile**

Dactylo à domicile IBM 82 C, ch. tout travail de copie, rapide. Tél. : 306-08-88.

**travaux à façon**

ENTREPRISE. Sér. réact. effectuée rapidement travaux peinture, menuiserie, décors, coordonnées. Tous corps d'état. Devis gratuits. Tél. : 306-47-84 - 693-30-02.

**traduction offres**

Traductions techniques Anglaise-Française pour P.R.E.L.A.N.C.E. Exp. lettre et CV manuscrites à BP - DALLONNET BP20 - ANDREY-78670.

**automobiles**

**ventes**

de 5 à 7 C.V.

PARC des RENAISSANCES 1778, Route, t.c., vitres teintées, 48.000 km, première main, 18.000 F. Tél. : 274-45-86 ou 278-41-68 (soir).

de 8 à 11 C.V.

VENDES

ALFETTA 2000 OCT. 81

4.500 Km, gris métall. int. vitres teintées électr., auto-radio cassette, gdr. auto, ant. électr. 54.900 F. Tél. : 331-30-51 après 18 h.

**information divers**

EMPLOIS et CARRIÈRES de la FONCTION PUBLIQUE n° 100 F. HT./mois en vente chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

**propositions diverses**

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Canada, Afrique, Amérique, Asie) dem. la revue spécialisée MIGRATION (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 08.

**capitaux propositions commerciales**

Domiciliation - Secrétariat Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F. HT./mois 603-27-77.

Entreprise de Suisse française cherche diversification dans distribution commerciale, représent. des produits. Tél. : 22-970001 à Publications, CH-1002 LAUSANNE.

Recherche CABINET IMMOBILIER Activités diversifiées, posséd. sociétés, ou reprise progressive. Ecrire sous n° 031.556 M

**RECRUTEMENT**

Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F. HT./mois Téléphone : 603-27-77.

**travail à domicile**

Dactylo à domicile IBM 82 C, ch. tout travail de copie, rapide. Tél. : 306-08-88.

**travaux à façon**

ENTREPRISE. Sér. réact. effectuée rapidement travaux peinture, menuiserie, décors, coordonnées. Tous corps d'état. Devis gratuits. Tél. : 306-47-84 - 693-30-02.

**traduction offres**

Traductions techniques Anglaise-Française pour P.R.E.L.A.N.C.E. Exp. lettre et CV manuscrites à BP - DALLONNET BP20 - ANDREY-78670.

**automobiles**

**ventes**

de 5 à 7 C.V.

PARC des RENAISSANCES 1778, Route, t.c., vitres teintées, 48.000 km, première main, 18.000 F. Tél. : 274-45-86 ou 278-41-68 (soir).

de 8 à 11 C.V.

VENDES

ALFETTA 2000 OCT. 81

4.500 Km, gris métall. int. vitres teintées électr., auto-radio cassette, gdr. auto, ant. électr. 54.900 F. Tél. : 331-30-51 après 18 h.

**information divers**

EMPLOIS et CARRIÈRES de la FONCTION PUBLIQUE n° 100 F. HT./mois en vente chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

**propositions diverses**

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Canada, Afrique, Amérique, Asie) dem. la revue spécialisée MIGRATION (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 08.

**capitaux propositions commerciales**

Domiciliation - Secrétariat Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F. HT./mois 603-27-77.

Entreprise de Suisse française cherche diversification dans distribution commerciale, représent. des produits. Tél. : 22-970001 à Publications, CH-1002 LAUSANNE.

Recherche CABINET IMMOBILIER Activités diversifiées, posséd. sociétés, ou reprise progressive. Ecrire sous n° 031.556 M

**RECRUTEMENT**

Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F. HT./mois Téléphone : 603-27-77.

**travail à domicile**

Dactylo à domicile IBM 82 C, ch. tout travail de copie, rapide. Tél. : 306-08-88.

**travaux à façon**

ENTREPRISE. Sér. réact. effectuée rapidement travaux peinture, menuiserie, décors, coordonnées. Tous corps d'état. Devis gratuits. Tél. : 306-47-84 - 693-30-02.

**traduction offres**

Traductions techniques Anglaise-Française pour P.R.E.L.A.N.C.E. Exp. lettre et CV manuscrites à BP - DALLONNET BP20 - ANDREY-78670.

**automobiles**

**ventes**

de 5 à 7 C.V.

PARC des RENAISSANCES 1778, Route, t.c., vitres teintées, 48.000 km, première main, 18.000 F. Tél. : 274-45-86 ou 278-41-68 (soir).

de 8 à 11 C.V.

VENDES

ALFETTA 2000 OCT. 81

4.500 Km, gris métall. int. vitres teintées électr., auto-radio cassette, gdr. auto, ant. électr. 54.900 F. Tél. : 331-30-51 après 18 h.











Le Monde

## économie

## ÉNERGIE

LES NÉGOCIATIONS GAZIÈRES  
ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

## Encore deux points de désaccord

Les négociations franco-algériennes sur le prix du gaz ont été suspendues dans l'après-midi du 26 janvier pour permettre à la délégation de la Sonatrach de rentrer à Alger consulter les autorités sur les questions encore en suspens. Gaz de France a précisé qu'il s'agissait d'une simple suspension de séance et que « de nombreux problèmes ont été réglés à l'exception de deux points dont la solution doit être trouvée, d'ici la fin de la semaine ».

On reste optimiste à Paris sur la conclusion d'un accord dans les délais que s'étaient impartis les deux ministres des affaires étrangères à la veille de Noël, soit le 31 janvier. Une solution n'a-t-elle pas été trouvée à l'apaisement de la question de l'indexation comme aux précédentes années, en cas de retard dans la livraison ? Les deux points de désaccord qui restent à régler sont avant tout une signature qui symboliserait le rapprochement des deux pays et non pas une simple formalité technique et nécessiterait un arbitrage politique.

On sait que les deux ministres des affaires étrangères s'étaient mis d'accord au mois de décembre sur un prix global qui intégrait tout à la fois le paiement du gaz et une dotation à un organisme de développement. Ce prix serait, dit-on, de l'ordre de 5,15 dollars par million de B.T.U. (1) à comparer au 3,70 dollars par million de B.T.U. payés par Gaz de France depuis le 1<sup>er</sup> janvier (à la suite d'une baisse des prix des produits pétroliers sur lesquels sont indexés les cours du gaz algérien).

Sur cette somme, qui correspond actuellement à une facture de l'ordre de 9 milliards de francs à l'égard de l'Algérie si toutes les quantités contractuelles (0,15 milliards de mètres cubes) étaient livrées en 1982, une partie devait donc être prélevée pour un fonds de développement. Un arbitrage a été rendu en France la semaine dernière sur le point « gaz » qui serait réglé par Gaz de France à la Sonatrach et sur la part « développement » qui serait affectée à cet organisme à partir du budget de l'Etat français.

Or cette répartition ne satisfait toujours pas la Sonatrach qui aimerait recevoir, outre le montant versé par Gaz de France, une partie de l'affectation budgétaire. Il s'agit pour l'entreprise algérienne de présenter le prix le plus élevé possible à ses autres clients (et notamment aux Italiens avec lesquels elle est actuellement en négociation) (Le Monde du 19 janvier).

A cet égard, il est ajouté — alors que l'on approche d'un accord — la question de la rétroactivité. Voilà deux ans pratiquement que la Sonatrach facture un prix nouveau à Gaz de France qui continue de payer le prix contractuel. C'est dire que la date à laquelle entrera en vigueur cet accord et qui, pour les Algériens, devrait remonter dans le passé est d'une importance financière non négligeable.

B. D.  
(1) British Thermal Unit : 1 million de B.T.U. = 29,3 kwh.

## PLAN

## ANCIEN COMMISSAIRE GÉNÉRAL

## M. René Montjoie est mort

M. René Montjoie, ingénieur général des mines, ancien commissaire général au Plan, est mort à Neuilly, le 25 janvier, à l'âge de cinquante-cinq ans, après une longue maladie.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on calcule leurs mérites. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces façons d'être que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qui lui venaient à l'esprit, son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'effet d'une longue maladie, il fut cruellement grignoté par la vieillesse. Tous ceux qui l'ont approché, au cabinet de Georges Pompidou ou rue de Martignac, ou comme commissaire général au Plan trouveraient en lui un homme d'une grande fermeté d'âme, mais aussi presque un confiant.

Polychronique et l'université de Chicago lui ont offert une solide trempe. A moins de trente ans, il enseignait déjà l'économie à l'école nationale supérieure des mines de Nancy avant de devenir l'adjoint du directeur des mines au ministère de l'Industrie.

M. Montjoie entre en 1962 comme conseiller technique au cabinet de Georges Pompidou, où pendant cinq ans, les dossiers d'économie industrielle notamment lui passent entre les mains. Au début de son mandat, il fait réviser un jeune ouvrage dont il aura fait apprécier au premier ministre les qualités : M. Jacques Chirac. En 1967, le gouvernement le nomme commissaire général au Plan d'équipement et de la productivité, poste qu'il quitte en 1974 pour devenir vice-président d'Electricité de France.

En Plan, où il succède à M. François-Xavier Ortoli, son passage est marqué par des

impulsions qui n'ont pas cessé de compter aujourd'hui. Premier rôle : le rapport économique de la crise de mai 1968, sorte de préface à la révision du V<sup>e</sup> Plan. Déjà on lit que l'emploi doit être le premier souci, le seul d'actualité ayant été dépassé et le chômage des jeunes devenant préoccupant. Le rapport sur le développement industriel, élaboré (1968) par un comité que présidait d'abord M. Ortoli puis M. Montjoie marque le début d'une nouvelle phase de l'histoire économique de la France où se réalisent d'importantes réformes de structures dans les firmes privées, où l'Etat demande de passer d'une mentalité de croissance à une mentalité de concurrence. Cette même année sort aussi le livre de M. Lionel Stoleru — qui travaille au Commissariat au Plan — « L'Emploi ».

A l'occasion du VI<sup>e</sup> Plan et sur cette lancée, M. Montjoie propose une industrialisation plus rapide du pays. Curieusement il préfère la doctrine de la supply side economics (économie de l'offre) qui fait florès aujourd'hui aux Etats-Unis. C'est en effet du côté de l'offre que le VI<sup>e</sup> Plan propose de rechercher le ressort de la croissance et plus particulièrement de l'offre des entreprises exposées à la concurrence étrangère.

A la tête du Plan, peu avant l'explosion de mai 1968, M. Montjoie en sort peu après le déclenchement de la grande crise pétrolière. Il aura vraiment connu, rue de Martignac les heures chaudes de l'économie française.

PIERRE DROUIN.

■ Un guide de l'informatique, intitulé « Informatique et vie au travail », ouvrage collectif réalisé par diverses sociétés d'études sous la direction de la mission à l'informatique, vient d'être publié aux Editions d'Organisation (6, rue Rousselle, Paris-7<sup>e</sup>). L'ouvrage est préfacé par M. Yves Martin, chargé de mission au ministère de l'Industrie — 335 pages, environ 200 F.

En cas d'intervention soviétique en Pologne  
la France suspendrait le contrat gazier

affirme-t-on à l'Élysée

Loi de constituer un alignement sur l'U.R.S.S., le contrat franco-soviétique d'achat de gaz sibériens parait du contraire à la France de disposer d'un moyen de pression supplémentaire sur Moscou, affirmait-on le 26 janvier à l'Élysée.

La France, comme l'Allemagne fédérale, a clairement indiqué qu'elle n'approuvait pas la politique de sanctions économiques tant que l'U.R.S.S. n'intervenait pas directement et massivement en Pologne, ajoute-t-on de même source.

Dans l'hypothèse d'une telle intervention, la France suspendrait le contrat gazier et l'ensemble des contrats avec l'U.R.S.S., prévus-t-on dans l'entourage de M. Mitterrand.

Pour progresser sur la voie de son indépendance énergétique, indique la même source, il faut que « la France se libère du couple pétrole-dollar ». Or, le contrat gazier franco-soviétique est libellé en francs français et ne sera donc pas affecté par des fluctuations exorbitantes de la devise américaine semblables à celles qui ont été constatées dans un passé récent.

Le souci principal de la France en matière énergétique est la diversification de ses sources d'approvisionnement et de ses fournisseurs. Lorsqu'on regarde le bilan énergétique de la France et les perspectives à l'horizon 1990, on a le sentiment d'aller le plus loin possible en matière de charbon, d'économies d'énergie, d'énergies nouvelles et de nucléaire, dans les limites de l'acceptable. Les choix qui restent à la marge sont le gaz et le pétrole », ajoute-t-on.

Constatant, que le Proche-Orient, qui, « dans son ensemble constitue une région à problèmes », fournit déjà quelque 80 % du pétrole consommé en France, il faut dès lors « choisir entre un peu de gaz soviétique et une dépendance accrue à l'égard du pétrole du Proche-Orient ».

D'autre part, M. Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, a déclaré à Bordeaux que, « à l'horizon 1990 et peut-être même plus tôt, il y aura beaucoup de gaz disponible dans le monde ». « Nous pourrions, à l'Élysée, compléter nos approvisionnements gaziers votre constituer tous les stocks qui contiennent pour nous une mentalité de plus d'indépendance énergétique ».

Gas de France, enfin, a annoncé qu'il prévoyait de doubler au moins sa capacité de stockage dans les années à venir.

En revanche, M. Edmond Maire, qui se rendait le 26 janvier à l'Élysée pour la première fois depuis le mois de juin, a répété à M. Mitterrand que ce contrat

était un « acte politique ». Il a estimé que, dans les relations avec les pays ayant un régime d'attribution des droits de l'homme (pays de l'Est, certains dictateurs d'Amérique latine, Afrique du Sud), « la solution doit se situer entre le blocus économique et commercial et le laissez-faire ».

D'autre part, la collectivité parisienne Solidarité avec Solidarnosc affirme notamment : « C'est un coup porté à tous les travailleurs polonais qui résistent à la dictature militaire et dont l'isolement se trouve ainsi accru. (...) C'est un soutien pour la justice du général Jaruzelski qui consiste que ses agissements ne troublent guère les négociations commerciales internationales. C'est un acte de mépris pour les très nombreuses personnes et forces sociales qui ont manifesté, en France même, leur soutien au syndicat Solidarnosc ».

De son côté le comité pacifiste pour le respect de l'acte final d'Helsinki « s'interroge sur ce que pourraient être désormais les débats de la conférence de Madrid et sur l'attitude dont la France pourrait bien se prévaloir pour demander non seulement la cessation de violations particulières mais la levée de l'état de siège en Pologne, le retour aux libertés fondamentales et la libération de tous les captifs ».

La majorité sénatoriale réclame un débat.

Enfin, mardi 26 janvier, au début de leur séance de nuit, les sénateurs ont été saisis par M. Chauvin (Val-d'Oise), président du groupe de l'Union centriste et de l'intergroupe U.D.F., d'une demande de débat public sur le récent accord signé entre E.D.F. et Soyuzgaz.

Sous forme d'un « rappel au règlement », M. Chauvin s'est référé à l'article 45 de la Constitution, qui exige, à-t-il dit, la ratification par le Parlement des « traités ou accords qui engagent les finances de l'Etat ».

Dans un communiqué, le groupe centriste avait protesté contre cet accord, et ce constaté que les « violations de l'indépendance nationale ».

En revanche, le groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale a demandé, mardi 26 janvier, que le gouvernement s'explique, avant la fin de la session extraordinaire du Parlement, sur le contrat d'approvisionnement en gaz avec l'U.R.S.S.

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a formulé la même demande. Il estime que signer un tel accord est « dangereux et indécent ».

Le gouvernement espagnol a demandé à l'Union soviétique l'ouverture de négociations pour l'importation de gaz sibériens, a-t-on annoncé officiellement à Madrid le 26 janvier.

La demande espagnole, approuvée par le conseil des ministres le 15 décembre, a été transmise aux autorités soviétiques par l'ambassadeur espagnol à Moscou et « on attend d'une réponse positive », ajoute-t-on de même source. Selon certaines études techniques, les Soviétiques pourraient vendre à l'Espagne entre 1 et 3 milliards de mètres cubes de gaz par an.

## MARCHÉ COMMUN

La Commission européenne propose  
d'augmenter légèrement les taux d'intérêt  
des crédits accordés à l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La reconquête du marché intérieur français, la politique à l'égard de la Pologne et de l'U.R.S.S., le budget européen, la politique extérieure textile, les conditions d'achat du sucre aux pays A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique), tels sont les dossiers ouverts, le 26 janvier, par les ministres des affaires étrangères des Dix.

■ La reconquête du marché intérieur. — Les plans sectoriels de la reconstruction industrielle (meubles, jouets, chaussures, machines-outils) mis en œuvre par le gouvernement français préoccupent plusieurs autres États du premier rang desquels figure l'Italie. Ils redonnent que ces programmes ne créent des distorsions de concurrence au profit des entreprises françaises.

M. Chanderogor, ministre chargé des affaires européennes, s'est efforcé de les rassurer : son gouvernement veille à ce que cette politique ne nuise aucunement aux échanges intra-communautaires. Au reste, la C.E.E. est tenue au contrat de ce qui est entrepris et M. Mauroy s'est entretenu du dossier avec M. Davignon, vice-président de la commission chargée de la politique industrielle. M. Andriessen, commissaire chargé de la politique de concurrence, a indiqué qu'effectivement il n'avait constaté aucune entorse à la libre circulation.

Le ministre français a rappelé que ses suggestions en faveur d'un renforcement de la préférence communautaire d'une politique plus rigoureuse, en particulier à l'égard du Japon, et d'une meilleure utilisation de l'espace extérieur européen, étaient restées sans réponse. De même, a-t-il ajouté, la Communauté ne fait guère d'efforts d'imaginer pour lutter contre le chômage. D'où la nécessité, en attendant, d'opérer des restructurations industrielles les plus urgentes sur le plan national.

■ La politique à l'égard de la Pologne et de l'U.R.S.S. — 35 millions d'ECU encore disponibles, afin de rendre possibles des livraisons de produits agricoles à la Pologne, les prix de faveur de 15 % aux prix mondiaux, seraient utilisés pour effectuer des livraisons gratuites de produits alimentaires à la population polonaise par l'intermédiaire d'organisations caritatives.

En revanche, il n'y a pas de décision définitive concernant les crédits à l'exportation. La Commission suggère comme position commune à proposer lors de la prochaine réunion des pays de l'O.C.D.E. signataires du « consensus » que l'U.R.S.S. soit traitée comme les pays industrialisés, et non plus comme un pays en développement. Il résulterait de ce reclassement une légère augmentation des taux d'intérêt applicables aux crédits qui lui sont ouverts. Les Français ont émis une réserve, l'administration, ou les administrations compétentes n'ont pas à avoir un délai de réflexion. Il ne semble pas que Paris souhaite bloquer l'affaire.

■ Le budget européen. — Un mini-conflit budgétaire avait surgi en décembre lorsque Mme Veil, alors présidente de l'Assemblée européenne, avait arrêté le budget de la Communauté pour 1982 à un niveau légèrement inférieur à celui du budget tel qu'il a été arrêté par l'Assemblée. Mais, dans le même temps, parce qu'il estime avoir le droit pour lui, le conseil introduit un recours contre l'Assemblée de Strasbourg devant la Cour de justice de Luxembourg. Le conseil manifestait en outre son intention d'engager une

concertation afin de régler le différend concernant la classification des dépenses dans le budget ; ce différend est à l'origine de l'actuel conflit.

■ La politique extérieure textile. — Il a été décidé de tenir un conseil spécial le 11 février, avec à l'ordre du jour l'adoption d'un règlement régissant le « trafic de perfectionnement passif » (exportation de tissu d'un État membre vers un pays tiers où il est transformé puis réexporté vers ce pays expéditeur sous forme d'habillement) ; la fixation de plafonds globaux pour les importations de produits sensibles en provenance des pays à bas prix de revient ; l'examen par le conseil des résultats de la négociation sur le renouvellement de l'accord « multi-fibre » (A.M.F.).

Dans l'esprit de plusieurs délégations (France, Royaume-Uni), le feu vert ne sera donné à la signature par la Communauté du protocole d'extension pour quatre ans de l'A.M.F., dont la négociation est achevée depuis la fin décembre — que dans la mesure où les plafonds globaux d'importation, considérés comme les meilleurs garde-fous contre un dérapage de la politique d'importation, seront adoptés.

■ Le sucre A.C.P. — Les Britanniques ont accepté que le prix du sucre roux acheté à des conditions préférentielles aux producteurs A.C.P. soit relevé de 8,5 %, c'est-à-dire du même montant que le sucre de betterave produit dans la C.E.E. En avril, les Dix avaient fixé l'augmentation pour le sucre roux à 7,5 %, ce qui avait été refusé par les partenaires A.C.P. Les raffineries britanniques, principaux acheteurs (1,5 million de tonnes) et qui voient ainsi le coût de leurs matières premières relevé plus que prévu, ont obtenu une contrepartie : une compensation correspondant à la différence de prix sera accordée à la production de sucre roux des départements d'outre-mer français.

PHILIPPE LEMAITRE.

## CONJONCTURE

LES PRIX DE DÉTAIL  
ONT DOUBLÉ EN SIX ANS

Les prix à la consommation ont augmenté de 8,8 % en décembre, après s'être accrus de 0,9 % en novembre et 1,2 % en octobre. Selon les chiffres définitifs publiés par l'INSEE, l'indice des prix de détail a atteint 201, aux fins de l'année 1981, ce qui correspond à une hausse de 14 % en 1981 contre 13,6 % en 1980. Il s'agit de l'augmentation la plus forte de la vie la plus forte depuis 1974 (+ 15,2 %). Ainsi le prix de détail ont triplé en six ans : ils ont doublé au six ans, l'indice s'établissant à 159 en mai 1975.

En décembre, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 1 %, ceux des produits manufacturés de 0,5 % et ceux des services de 0,4 %. En six ans, les hausses ont été de 16,6 % pour les produits alimentaires, de 12,7 % pour les produits manufacturés (+ 10,4 % pour le seul secteur privé) et de 14,4 % pour les services (+ 15,7 % pour les services privés). Les augmentations les plus fortes ont concerné les légumes et les fruits frais (+ 20,9 %), la viande de porc et les charcuteries (+ 20,7 %), les corps gras et le beurre (+ 19,3 %), l'énergie (+ 18,8 %) et les tarifs publics (+ 17,7 %).

Le taux d'inflation a été, en 1981, semblable au plus élevé que celui des principaux pays de la Communauté. La hausse des prix de détail aura été voisine de 3,5 % au Japon, de 4,5 % en Allemagne fédérale, de 11 % aux Etats-Unis, de 12 % en Grande-Bretagne. Seule l'Italie aura enregistré un résultat plus mauvais, avec une augmentation de 10 % de la vie d'envoyer 17,9 % l'an dernier.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	à bas + haut	à bas + haut	à bas + haut	à bas + haut
\$ U.-U.	5,0000 5,0000	20 + 20	0 + 0	0 + 0
\$ can.	4,3776 4,3728	40 + 20	0 + 0	0 + 0
Yen (100)	2,5015 2,5040	100 + 200	375 + 625	1115 + 1175
DM	2,3480 2,3480	80 + 110	230 + 230	625 + 675
Franc (100)	2,2520 2,2520	70 + 110	100 + 210	500 + 615
F. B. (100)	14,120 14,120	510 + 200	1135 + 810	2225 + 2750
P. S. (1000)	3,1750 3,1750	120 + 215	100 + 100	385 + 1040
£	11,0220 11,0220	220 + 215	500 + 490	1750 + 1670
		0 + 100	110 + 240	520 + 700

## TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	9 7/8	10 1/8	10 1/16	10 7/16	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10
----	-------	--------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	----

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT



**RICHE COMMUN**

La Commission européenne propose  
de réduire légèrement les taux d'intérêt  
des crédits accordés à l'U.R.S.S.

De notre correspondant  
L'Union soviétique a accepté de réduire le différentiel des taux d'intérêt entre les crédits accordés à l'U.R.S.S. et ceux accordés aux autres pays du bloc. Cette mesure, qui s'applique aux crédits à long terme, vise à faciliter l'accès des entreprises soviétiques au crédit occidental. La Commission européenne propose de réduire légèrement les taux d'intérêt des crédits accordés à l'U.R.S.S. Cette mesure, qui s'applique aux crédits à long terme, vise à faciliter l'accès des entreprises soviétiques au crédit occidental.

**CONJONCTURE**

LES PRIX DE DÉTAIL  
ONT DOUBLÉ EN SIX ANS

Les prix de détail ont doublé en six ans. Cette augmentation, qui est le résultat de l'inflation, a été constatée par les statisticiens. Les prix de détail ont doublé en six ans. Cette augmentation, qui est le résultat de l'inflation, a été constatée par les statisticiens.

**BOURSE DES DEVICES**

Devise	1981	1982
Dollar	1,60	1,65
Mark	1,35	1,40
Yen	160	165

**TAUX DES EURO-MONNAIES**

Monnaie	Taux
Franc	5,00
Mark	3,00
Yen	160

# L'EXPLOIT.

1982  
RALLYE MONTE-CARLO



## RALLYE MONTE-CARLO: 1<sup>er</sup> OPEL ASCONA

"La preuve est faite que nous pouvons nous battre avec les meilleurs...  
et même être devant! Bravo Opel!" - ROHRL-GEISTDORFER.  
(vainqueurs du Rallye de Monte-Carlo 1982 sur Opel Ascona 400).

**OPEL**

Opel Ascona



(Suite de la première page.)

Ces mesures ont pour objectif d'inciter les entreprises à employer des *travailleurs à temps partiel* et à *gérer leur personnel*. Ainsi, il leur en coûte moins cher pour engager des travailleurs intérimaires, car ces derniers devront être rémunérés d'une façon différente. Le salaire minimum ne devra pas être inférieur au salaire d'embauche, après période d'essai, d'un travailleur permanent de l'entreprise utilisatrice. D'autre part, la prime due de préférence à passer de 10 % à 15 % du salaire mensuel, ce qui se situe à l'intérieur, retrouve, dans les trois jours qui suivent la fin d'un contrat, une autre mission à qualification égale. Actuellement,

## LES MODALITÉS DE CONTRÔLE

Mieux salaires, mais aussi meilleure protection sociale : les travailleurs temporaires doivent bénéficier de tous les avantages de la convention collective appliquée dans l'entreprise où ils sont affectés. Ils devront également être traités dans l'entreprise, comme les « permanents » et avoir les mêmes droits (durée du travail, congés, restauration, transport, etc.). En matière de droit syndical, ils pourront désormais transmettre leurs revendications.

tions, pour les autres motifs. De plus, une prime de « précarité » payable à la fin du contrat, est assurée. Elle sera calculée en fonction de la durée du contrat et du montant du salaire et de la durée du contrat. Un décret en fixera le montant minimum.

Quant au contrôle de toutes ces dispositions, il sera d'abord assuré, sous la direction du travail, par les membres des comités d'entreprise et les délégués du personnel des entreprises utilisatrices, qui pourront désormais se faire connaître tous les contrats temporaires ou à durée déterminée. Ces comités d'entreprise devront dresser, chaque année, un bilan du travail précaire dans leurs établissements.

Enfin, une commission mixte, composée des représentants des pouvoirs publics, des syndicats et de la profession de l'intérim, doit prochainement examiner d'autres aspects sociaux du travail temporaire : indemnisation en cas de maladie ou d'accident du travail, délégation syndicale dans les E.T.T. etc. Les ordonnances instituent une période de trois ans, au terme de laquelle un bilan sera dressé sur l'ensemble des questions relatives à l'intérim et aux contrats à durée déterminée.

**MICHEL CASTAING.**

Une jeune femme de vingt-neuf ans, docteur en géologie à l'issue de brillantes études à l'université de Nice, a entamé une grève de la faim parce qu'elle est au chômage depuis plus de trois ans et désespère d'obtenir enfin le poste auquel elle prétend.

Sur son lit, indique le correspondant de l'A.F.P., outre sa thèse, Mme Jacqueline Romain conserve un autre dossier : un classeur de centaines de lettres de candidature ou de demande d'emploi et les quelques réponses, toutes négatives, qui lui ont été renvoyées.

« J'ai écrit à peu près six cents demandes d'emploi, explicite-t-elle. Au début, je cherchais dans ma branche, bien sûr. Inimmuablement, on me répondait, directement ou indirectement, que ce n'était pas un travail de femme. Puis j'ai écrit en signant « J. Roman », sans préciser. On me répondait : « Cher monsieur, votre proposition nous intéresse. » Mais, évidemment, dès qu'on apprenait que j'étais une femme, mon cas ne les intéressait plus. »

Mme Romain n'est pas plus tendre envers les organismes d'Etat ou l'Université. En 1978, elle est candidate à Nice. Malgré son élection par la commission des spécialistes, son poste est attribué à un autre.

« Dix fois, cent fois, s'exclame-t-elle, on m'a répondu, presque reproché, que j'étais mariée, donc que je n'avais pas « besoin » de travailler. Je tiens absolument à poursuivre mes recherches. Je refuse de les

Autre chômeuse de marque, celle que nous signalait notre correspondant à Orléans. Mme Monique Faller, ancienne déléguée régionale à la condition féminine, a été licenciée le 1<sup>er</sup> janvier. Les services du premier ministre et leur ministre de tutelle viennent de mettre fin, en effet, aux fonctions des vingt-deux déléguées régionales nommées par M. Giscard d'Estaing. Si la plupart, fonctionnaires, ont été reclassées dans leur corps d'origine, trois d'entre elles, contractuelles, dont Mme Faller, se retrouvent au chômage.

« M. Mitterrand, précise Mme Fallier, avait pourtant déclaré qu'aucun contractuel ne serait demandeur d'emploi du fait de son accession au pouvoir. Je n'ai jamais été membre d'un parti politique. A deux reprises, lorsque Mmes Pasquier et Pelletier se sont déplacées dans le cadre d'une campagne électorale, j'ai tenu à ne pas les accompagner. Mon poste n'était pas politique mais technique. »

La méthode de licenciement, dans un style tout à fait patronal, a choqué, y compris chez les socialistes. Mme Faïer a refusé un poste d'assistante sociale de secteur que lui a proposé la préfecture du Loiret, qui lui aurait fait perdre, dit-elle, 40 % de son salaire. Mme Faïer, qui habite un pavillon coquet à Olivet (Loiret), est mère de six enfants et son mari enseigne à l'université d'Orléans-La Source.

## En Grande-Bretagne

### De notre correspondant

Leur nombre a augmenté de près de 130 000 en un mois. Corrigé des variations saisonnières, il reste cependant légèrement inférieur à 3 millions. 784 600 personnes sont sans emploi depuis plus d'un an, contre un peu plus de 400 000 en janvier 1981. En un an le chômage a augmenté de 750 000, mais de 1,1 million depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en mai 1979.

Les statistiques du chômage devaient donner des arguments à tous ceux qui prêchent depuis des mois pour un assouplissement de la stratégie monétariste du gouvernement. Mais le projet de budget qui sera présenté le 9 mars. Les ministres classés parmi les «*moins*» vont relancer leur offensive en faveur d'une politique monétaire rigoureuse et d'une France modernisée. Mais il n'est pas certain qu'ils soient entendus par Mme Thatcher, qui a récemment regretté de ne pas pouvoir mener une politique économique aussi dure qu'elle le souhaitait.

**DANIEL VERNET.**

---

**L'ESPAGNE POURRAIT COMPTER  
DEUX MILLIONS DE PERSONNES  
SANS EMPLOI FIN 1982.**

Madrid (A.F.P.). Le nombre des personnes sans emploi en Espagne a augmenté de 23.15 % en 1981 pour s'établir à 1.200.000 personnes. En 1980, selon l'Institut national de l'emploi (INEM), le vice-président du gouvernement chargé des affaires économiques, Juan Antonio García Díez, a reconnu que ce chiffre pourrait atteindre les 2 millions à la fin de cette année. Les chômeurs chroniques des chômeurs représentaient 13.57 % de la population active.

Malgré l'aggravation prévisible du chômage, le président a fait preuve d'un certain optimisme pour les prochaines mois. Il a estimé que l'inflation pour 1982 sera de 10 % environ (contre près de 15 % en 1981) et que l'économie connaîtrait une croissance d'environ 3 %.

García Díez a déclaré que le gouvernement ne modifierait pas le cours de sa politique économique, mais qu'il poursuivait des séances électorales.

## LE P.D.-G. CONDAMNÉ A 137 AMENDES.

Contrairement à ce que nous avions indiqué sur la foi d'une dépêche d'agence, ce n'est pas le président-directeur général des chantiers Duboucq-Normandie, à Nantes, qui a été condamné le 19 janvier, par la cour d'appel de Rennes, à cent trente-sept amendes pour infractions à la loi sur le travail des enfants (du 21 janvier). Il s'agissait en fait de M. Pierre Casali, P.-D.G., en retenant la culpabilité de M. Casali, l'avait dispensé de peine.

Le P.-D.G. de la société Gardella avait en effet invoqué les dispositions de la loi de 1919 suite d'une grève sur les chantiers et l'urgence d'un marché portant sur 20 millions de francs, dont il fallait garantir le paiement.

Les représentants des sociétés étrangères, et la sienne n'avait pas honoré son contrat.

En 1979 et en 1980, alors qu'il agissait en sous-traitant des chantiers Dubigeon - Normandie de Nantes, et pour respecter les délais contractuels d'un important marché, il avait fait dépasser la durée hebdomadaire légale du travail par quatre-vingt-dix

en retenant la culpabilité de M. Casali, l'avait dispensé de peine.

Le P.-D.G. de la société Gardella avait en effet invoqué les retards subis notamment à la suite d'une grève sur les chantiers et l'urgence d'un marché portant sur 20 millions de francs, dont auraient bénéficié des sociétés étrangères si la sienne n'avait pas honoré son contrat.

A la suite de l'appel formé contre cette décision par le procureur général, la cour d'appel de Rennes a rendu que « la persistance des infractions commises dans le cadre des dépassements de la durée hebdomadaire du travail et le non-respect du repos hebdomadaire sont des facteurs favorables à la qualification de harcèlement, indépendamment du caractère indélicat: qu'ils peuvent présenter aux yeux de nombreux travailleurs qui sont actuellement sans emploi ».

En sa part, le P.-D.G. des cheminiers navals Dubignon, Normandie M. Michel Perrean, n'a nullement été mis en cause.


**UMBAIL**

	EPARGNE <sup>1)</sup>	EPARGNE	EPARGNE	EPARGNE	NAT
--	-----------------------	---------	---------	---------	-----

SICAV et orientation générale	VALEUR : Portefeuille diversifié	OBLIGATIONS : Obligations françaises dominantes	CROISSANCE : Valeurs françaises et étrangères de croissance	INTER : Valeurs étrangères dominantes	VALEURS : Valeurs françaises loi de 13/7/1978	INTER : Obligations internationales dominantes
	*	*				
- Actif net (en millions de F)	2.273	3.235	429	814	3.708	389
- Répartition en %						
Obligations françaises	38,32	69,89	24,04	22,02	22,95	25,42
Actions françaises	25,07	4,85	7,62	1,06	55,13	1,59
Obligations étrangères	0,44	23,12	6,61	1,26	0,09	68,83
Actions étrangères	27,37	0,48	52,09	63,90	8,11	0,96
- Bons du Trésor	—	—	—	—	8,20	—
- Autres éléments de l'actif net	8,80	1,66	9,44	11,75	7,92	3,50
- Valeur liquidative de l'actif (en F)	236,80	138,16	855,76	417,22	349,75	552,98
- Dernier dividende global (en F)	14,58	12,85	42,24	15,35	19,76	40,00
- Payé le	31/3/1981	31/3/1981	25/9/1981	31/3/1981	31/3/1981	6/4/1981

Les actions des SICAV BNP, à l'exception de Natio-Inter, peuvent être souscrites en PLAN AVENIR (Placement automatique ou Placement sans impôts).

(Suite de la première page.)

Certes la hausse de la devise américaine, autrement dit la dévalorisation des monnaies européennes, n'a pas que des aspects négatifs. Elle stimule les ventes européennes dans le reste du monde et accroît les profits des exportateurs. Mais les gouvernements, au premier chef celui de Bonn, redoutent par-dessus tout

[illegible]

**PAUL FARBA**

**SICAV INDOSUEZ**[illegible]

une documentation peut être obtenue sans frais auprès des établissements chargés du placement

LM OLB2







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. ÊTRE JUIF : « L'année commence bien... », par Daniel Pak ; « La mémoire de Georges Vaide (1908-1981) », par André Cagnot ; « Le grand défi de Maxime Rodinson », par Gilbert Comte.

### ÉTRANGER

3. L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN POLOGNE ET SES REPERÇONS. — La Diète approuve l'action du général Jaruzelski. — La rencontre Haig-Gromyko. 4. EUROPE. — Après la disparition de M. Soslov. 4. PROCHE-ORIENT. — La visite de M. Haig à Jérusalem. 5. AMÉRIQUES. — ÉTATS-UNIS : le message sur l'état de l'Union de M. Reagan. 5. ASIE. 5 et 7. AFRIQUE. — MAROC : la visite du roi Hassan II à Paris. — La Maghreb entre le modernisme et l'intégrisme : l'Algérie (III), par Daniel Janqua.

### POLITIQUE

8-9. Le nouveau projet de nationalisation à l'Assemblée nationale. 10. La campagne pour l'emploi. M. Rocard affirme que le gouvernement a « trop négligé l'explication ».

### SOCIÉTÉ

12. Selon l'UNICEF, deux millions d'enfants sont victimes d'une exploitation sexuelle. — ÉDUCATION : un « appel pour la recherche en éducation ». 25. MÉDECINE. — DÉFENSE. — RELIGION.

### ARTS ET SPECTACLES

13. « Amadeus ou Théâtre Marigny : Un blanc à remplir », par Michel Cournot ; « Œuvres de cinéma inédites », de Jean Renoir ; « Un grand voyage vers d'autres rives », par Jacques Siclier. 14. « Pina Bausch au Théâtre de la Ville », par Hervé Guibert ; « Adèle », de Carré Silvia Marfurt ; par Marcella Michel ; « Viviane Reed dans Harlem années 30 », par Colette Hardier. 15. « A la Royal Academy de Londres : la Japon au superlatif », par Paul-Marie Grand ; « Les films d'Ozu en France », par Louis Mercadier. 16. UNE SÉLECTION. — PROGRAMMES EXPOSITIONS. 17 à 20. RADIO-TELEVISION : « Des morceaux d'anthologie », par Matthieu Le Baridon. — « Un dictionnaire sonore », de Th. Freslon. 21 à 24. PROGRAMMES SPECTACLES.

### EQUIPEMENT

25. TRANSPORTS : les compagnies aériennes proposent de nouveaux tarifs sur l'Atlantique nord.

### ECONOMIE

30. ÉNERGIE : « En cas d'intervention soviétique en Pologne, la France suspendrait le contrat gazier », affirme-t-on à l'Elysée. 32. ÉTRANGER : en Grande-Bretagne, la barre des trois millions de chômeurs est franchie. — SOCIAL : chômeurs de marque.

RADIO-TELEVISION (17 à 20) INFORMATIONS « SERVICES » (29) Mode : les collections de printemps ; Mots croisés ; Météorologie ; « Journal officiel ». Annonces classées (98 à 201) ; Carnet (24) ; Bourse (133).

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier 1982 a été tiré à 547 685 exemplaires.

**SOLDES D'HIVER**  
DE VRAIES TROUVAILLES  
ET DES BONNES AFFAIRES !  
TISSUS «COUTURE»  
ET «DÉCORATION»  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## POUR METTRE EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE

### M. Alain Savary réorganise le ministère de l'éducation nationale

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a présenté aux directeurs de son administration, ainsi qu'à une centaine de syndicats, réunis le mardi 28 janvier, en comité technique paritaire, un projet de réorganisation de l'administration centrale.

Dans le nouvel organigramme proposé par M. Savary, on distingue trois types de structures : des directions et services responsables de la gestion et du fonctionnement d'une partie du système éducatif ; des directions et services à vocation générale ; des missions chargées de coordonner et d'« imaginer ».

### CATASTROPHE FERROVIAIRE EN ALGÉRIE

Quatre-vingt-deux morts, plusieurs centaines de blessés

Alger (A.F.P.). — Quatre-vingt-deux personnes au moins ont été tuées et plusieurs centaines blessées après le déraillement, dans la nuit du 26 au 27 janvier, de trois régulier Alger-Oran.

L'accident, dont la cause n'a pas encore été déterminée, s'est produit à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, dans la wilaya (département) de Chlef (ex-Bé Assaou), dans une région montagneuse.

Le président Chaddi a délégué sur les lieux une commission d'enquête de haut niveau, disent les milieux officiels.

### En Inde

### LE PRÉSIDENT DE L'UNION DÉNONCE LA MONTÉE DE LA VIOLENCE

New-Delhi. — Treize personnes y compris des enfants, appartenant à une famille d'intouchables d'un village de l'est de l'Inde, ont été brûlés vifs et décapités par des membres de castes dominantes hindoues, a annoncé l'Agence United News of India. Le drame a eu lieu le dimanche 26 janvier. Dix-sept personnes ont été arrêtées et quatre policiers suspendus. Depuis novembre dernier, quarante-huit personnes appartenant à des castes concubines les plus basses de la société indienne ont été massacrées.

Le président de l'Union indienne, N.S. Reddy, a fait allusion à ces incidents dans l'allocation qu'il a prononcée à l'occasion de l'anniversaire, le 26 janvier, de l'accession de l'Inde à la souveraineté. Il a déclaré : « Ce qui se passe est l'antithèse du noble esprit qui a animé notre nation. Les fruits du développement sont hors d'atteinte pour une large partie de la population. Si nous ne prenons pas des mesures immédiates pour mettre fin à ce mépris pour les valeurs morales, la confiance des gens dans notre système politique sera sapée et cela pourrait avoir des conséquences effrayantes à imaginer ».

Le président Reddy, qui fut élu, sous le gouvernement du Janata, a également demandé que « le point de vue d'opposition qui représente une partie notable de la population, soit bien pris en considération ».

« Au Soudan, vingt-deux officiers de haut grade des forces armées soudanaises ont été mis à la retraite par le président Nimeiry, a annoncé l'agence soudanaise de presse Soma. L'agence n'a pas donné les raisons de cette mise à la retraite ni donné les noms des officiers concernés, mais on croit savoir que le chef d'état-major de l'armée soudanaise, le général Ezzeddin Ali Malik, serait parmi les militaires limogés. Le maréchal Nimeiry, qui occupe désormais les fonctions de ministre de la défense et commandant en chef des forces armées, après le limogage, lundi soir, du général Abdel Magid Khalil, devait rencontrer, dans la journée, le président égyptien Moubarak à Assouan, en Haute-Egypte. (A.F.P.)

### DIRECTIONS ET SERVICES FONCTIONNELS

Dans cette catégorie, on peut classer quatre directions maintes fois créées et supprimées : celles des écoles, des collèges (dont le titulaire devait être remplacé au conseil des ministres de ce 27 janvier), des lycées et des personnels enseignants des lycées. A ces quatre directions s'ajoute, c'est une création, une direction générale des enseignements supérieurs et de la recherche qui aura autorité sur les directions et services situés dans les locaux de l'ancien ministère des universités.

Le directeur général « régnera » ainsi sur la direction des enseignements supérieurs et la direction des personnels qui sont maintenues ; la direction de la recherche universitaire, scientifique et technique sera la transformation de la mission de la recherche ; la direction de l'information, des bibliothèques et des musées et le service financier des universités et de la recherche, tous deux issus de transformations.

### DIRECTIONS ET SERVICES A VOCATION GÉNÉRALE

Sept autres directions et services sont créés ou remplacés : des structures qui disparaissent soit par le regroupement d'activités imposé par la réunification du ministère.

Tous ont, dans l'esprit du ministre, une vocation générale. La direction des affaires générales s'occupera par exemple des problèmes sociaux, juridiques, de l'enseignement privé, et de tout ce qui n'est pas traité d'autre part. La création d'une direction administrative et des personnels admini-

nistratifs, ouvriers et de service veut marquer la volonté d'une réflexion sur l'organisation de l'administration centrale, des rectors, des inspections académiques dans la perspective de la décentralisation ; elle devra aussi gérer les 170 000 emplois de personnels non-enseignants.

Parmi ces structures à vocation générale, trois directions réunissent des fonctions de même type dans les domaines scolaire et universitaire : il s'agit de la direction de la coopération et des relations internationales, de la direction des affaires budgétaires et statutaires, et de la direction des équipements et des constructions.

D'autre part, le service des études statistiques et de l'information de gestion regroupera notamment les activités informatiques, de la formation, de la recherche et de l'expérimentation pédagogique ; des enseignements artistiques ; de l'enseignement professionnel et technologique et de la formation continue des adultes ; de l'action culturelle en milieu scolaire et universitaire, cette dernière mission, qui existait auparavant, voit, en fait, sa portée étendue à l'enseignement supérieur.

### MISSIONS D'IMPULSION

M. Savary crée, dans cinq domaines auxquels il veut donner une importance particulière, des missions chargées de « coordonner », d'« imaginer », d'« impulser ». Il y aura donc des missions de la planification ; des technologies nouvelles, de la formation, de la recherche et de l'expérimentation pédagogique ; des enseignements artistiques ; de l'enseignement professionnel et technologique et de la formation continue des adultes ; de l'action culturelle en milieu scolaire et universitaire, cette dernière mission, qui existait auparavant, voit, en fait, sa portée étendue à l'enseignement supérieur.

## Réunification

Comme les précédentes réformes, la réforme de M. Savary a pour objectif de donner au ministère les moyens de mettre en œuvre une nouvelle politique.

Il s'agit d'abord de faire entrer dans les faits la réunification du ministère de l'éducation nationale et de l'ex-ministère des universités.

Tout en rationalisant le fonctionnement des directions et services qui faisaient double emploi, M. Savary a souhaité tenir compte de la situation précédente, et au nom de la « dignité » et de la spécificité des universités, il leur conserve une certaine autonomie par l'intermédiaire d'un directeur général ayant autorité sur l'ensemble des activités de l'enseignement supérieur. Il convient de remarquer que l'ancien directeur des enseignements supérieurs, M. Courson, même s'il n'avait pas le titre de directeur général, remplissait déjà cette fonction.

Autre objectif de la réorganisation : mettre fin à des dysfonctionnements.

On remarque ainsi la disparition de la direction générale de la programmation et de la coordination qui, précédemment, était devenue un Etat dans l'Etat, se trouvant en conflit permanent avec le cabinet, et qui n'a plus sa raison d'être.

Enfin, la création de missions directement rattachées au ministre et chargées de faire preuve d'initiative permet, peut-être, de dégaucher ce qui pourrait être les objectifs prioritaires du ministre.

Cette réorganisation ne pouvait avoir lieu qu'après la rentrée et avant la préparation du budget 1983. Mais le maintien des directions par ordre d'enseignement (écoles, collèges, lycées) n'est peut-être que provisoire. Le ministre n'a encore fait aucun choix sur les futures structures de la scolarité obligatoire : école fondamentale, « grand second degré », ou formule à inventer... La question se pose.

CATHERINE ARDITTI.

## Un meeting de défense de la liberté de l'enseignement privé

### NOTRE PÈRE, AIDEZ-NOUS

Ah ! S'il suffisait de prier Dieu pour que tout s'arrange... Ce mardi soir 26 janvier, la grande salle de la Mutualité à Paris, qui en a vu d'autres, retentit d'un « Notre Père » respectueux et pénétré. Les voici donc, deux mille, debout et mains croisées, recueillies et convaincues. Et parmi eux, le Père Paul Guibertau, secrétaire général de l'enseignement catholique. Organisée par « Evangile et société », un mouvement chrétien créé en 1973, notamment par des membres de la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.), cette soirée de défense de la « liberté de l'enseignement » était, en effet, remise « entre ses mains », celles de celui « dont nous vient toute paternité au Ciel comme sur terre ». Si cela suffisait... Mais le réel a, parfois, des logiques que ne maîtrise pas le spirituel, et puis, ce n'est pas toujours simple : « Dieu, personne ne l'a jamais vu », avouera, au passage, l'un des orateurs...

Car le danger serait là, à nos portes. On le dit, on le répète, on l'assène même : péri en la demeure ! Péri depuis le funeste 10 mai 1981, depuis que se profile ce « grand service public unitaire et laïque » voulu par les socialistes. On s'attache donc à en démontrer la gravité. Les arguments sont ceux de toujours. Premier axiome : le droit imprescriptible des parents sur l'éducation de leurs enfants. C'est à eux, dira M. André Jozan, « père de famille naissant » qu'il revient « d'imposer à l'enfant un système de valeurs ». Carollaires : l'enseignement scolaire « doit être en cohérence avec l'éducation reçue à la maison, (car) l'enfant (...) a besoin d'unicité ».

On le précisa, pour prévenir l'ironie des adversaires : « Il ne s'agit pas de faire des maths catholiques ou du latin chrétien » mais de choisir « une atmosphère (...) où le pédagogue s'ordonne à la fin ».

Seconde règle, énoncée par le même M. Jozan : « Il n'y a pas de liberté sans moyen d'exercer ses libertés ». A l'Etat donc d'être débiteur s'il veut prouver son respect des grands principes. Fonds publics à l'école publique ? La formule est ici brocardée sous des applaudissements nourris : ces fonds, « ce sont nos impôts ils sont donc toujours et en fait des fonds privés ».

Cependant, l'énonciation d'un

argumentaire connu ne suffit à dissiper les doutes. Car il en est, semés, par-ci-là, par ce pouvoir habile et prudent. N'est-il pas « très aimable, peut-être trop aimable », ce ministre de l'éducation nationale, s'interroge M. Jacques Tessier, président d'honneur de la C.F.T.C., qui s'inquiète des tactiques ébauchées « en haut lieu » : « Le recours au langage du chantage, au langage d'intimidation, d'endormir... Aussi certaines exhortations ne trompent-elles pas sur l'état réel de la mobilisation : M. Tessier fustigea ces chefs d'établissements privés qui seraient prêts à négocier « pour leur propre compte ». Et tel instituteur « libre » de Bagnolet, plus jeune que le gros de l'assistance, admettra qu'il n'est « pas tellement inquiet » : « Pas la peine de paniquer, pour le moment ». Ou tel parent critique, en aparté, ces « curés » qui « nous disent de ne pas bouger, pour ne pas gêner les discussions ». Surtout ne pas agir « en ordre dispersé », telle est alors la consigne. Il faut, dira-t-on, constituer « un front monolithique ».

### Tolérance ou sectarisme

Et c'est ainsi que, dans ce combat mené au nom de la tolérance, se glisse le sectarisme. M. Alain Lanavère, maître assistant à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris, ne veut pas être réduit « à l'état d'ecclésiastique laïque ». Et son combat, mené « en tant que catholique français », au nom d'une école « missionnaire », « maison de Dieu » franchit les limites d'usage. Sus à Montaigne, « ce maître en tergiversation, en dérobade, en subterfuge », auquel les programmes scolaires « accordent tant de place ! » Sus à Albert Camus, cette œuvre d'une « étonnante pauvreté littéraire, d'une singulière légèreté philosophique ! » Sus à Boris Vian, « qui n'aurait jamais dû quitter les bibliothèques de garçons ! ».

Qu'importe ces excès ! « Une liberté qui marche peut faire des faux pas », dira Mme Marie-Joëlle Guillaume, professeur agrégé, l'essentiel, c'est que ça marche. « Avec Jean-Paul II, le vous salue Marie ! », lancera, pour finir un assistant, relançant la prière, point d'orgue de ce que M. Tessier baptisera une « rencontre d'état-major ».

EDWY PLENEL.

### Nouvel avertissement de la C.G.T.

### M. HENRI KRASUCKI DÉNONCE « L'IMMOBILISME SOCIAL » CHEZ RENAULT

« Ce n'est pas le changement mais l'immobilisme qui est à l'ordre du jour à la Régie Renault. Un grand nombre de travailleurs ont le sentiment d'avoir été trompés », écrit M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. dans une lettre du 26 janvier au premier ministre.

Rappelant des conversations de juillet et septembre 1981 à l'occasion du cours desquelles M. Mauroy avait envisagé un contrat de solidarité chez Renault et dénonçant l'immobilisme des négociations à la Régie et du fait de la direction, le dirigeant cégétiste adresse ensuite une sorte d'avertissement au gouvernement : « Trop de temps a été perdu et trop de faux calculs ont eu lieu dans cette affaire ». Ajoutant qu'une solution « dépend pour une part de l'impulsion et même des décisions gouvernementales ».

### Le malaise du monde agricole

### LE PRÉSIDENT DE LA F.N.S.E.A. SERA REÇU LE 2 FÉVRIER PAR M. MITTERRAND

M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), sera reçu le mardi 2 février, à 16 heures, par M. Mitterrand. Au moment où le malaise entre le monde agricole et le pouvoir semble se faire plus pressant, ce tête-à-tête — revêt une importance particulière. Le principe de ce rendez-vous avait été arrêté à la demande de M. Guillaume.

Dépendant, les manifestations de violence se poursuivent. Notre correspondant à Perpignan nous signale que ce mercredi matin 27 janvier des camions espagnols chargés de légumes retenus la veille à la frontière ont pu reprendre la route, sous escorte de la police. Mardi des gendarmes mobiles avaient dû intervenir aux lances incendie pour faire dégager l'autoroute.

A Quimper (Finistère), une centaine d'agriculteurs ont perturbé ce même jour dans l'après-midi le conseil général du Finistère qui était en séance. Ils protestent contre le prix « trop bas » du porc.

Commentant les manifestations de ces derniers jours, M. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a estimé que la situation (viticole et agricole) ne justifiait pas « la prise de mesures identiques à celles décidées durant l'été dernier ».

(Publié)

### TELEVISIONS PRIX FABULEUX

• Magnifiques TV N.B. 3 ch. à partir de 180 F.  
• Magnifiques TV couleur BANYOLA ou THOMSON à partir de 850 F.  
Reprise des anciens téléviseurs Garantie totale pièces et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois T.S. : 621-40-92 - 621-40-93

La magie du **BYBLOS**  
"On croirait un vrai village"  
"C'est un luxueux palace"  
à ST TROPEZ  
PHONE: (04) 92 00 64 / TELEKATO 235

UN CHOIX ESSENTIEL L'ENCEINTE ACOUSTIQUE elipson sur simple demande

Les conseils qu'il est indispensable de consulter avant de choisir les enceintes HI-FI qui transformeront votre chaîne. Ce document est disponible chez votre revendeur HI-FI ou vous sera envoyé gratuitement par Elipson.

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_

LE 58° PRIX D'AMÉRIQUE ET LA LOTERIE NATIONALE

Le 58° Prix d'Amérique va se disputer le 31 janvier. Ce championnat mondial des trotteurs peut permettre à l'idéal du Gazeau de remporter un deuxième succès dans ce classique tant convoité. Battu par High Echelon en 1979, l'idéal du Gazeau a triomphé l'an dernier devant Jorjy et l'Américaine Classique Way.

Les numéros gagnants seront tirés au sort le samedi 30 janvier. Un ou plusieurs chevaux dont l'un des noms sera tiré au sort. C'est la série du cheval gagnant qui déterminera également le gagnant du gros lot de la Loterie nationale. Il y aura donc une double suspense : le samedi permet de connaître les numéros gagnants, le dimanche permet de savoir quelle est la série gagnante en fonction des résultats de la course.

Pour le prix de 25 F le dixième ou de 250 F le billet entier, vous pouvez avoir une chance de gagner un des nombreux lots offerts par la Loterie nationale pour ce week-end : 250 000 F, un gros lot de 1 lot de 200 000 F, 2 lots de 100 000 F, 6 lots de 70 000 F, 5 lots de 40 000 F, 31 lots de 20 000 F, 100 lots de 10 000 F, sans compter de nombreux lots moins importants mais tout de même substantiels qui seront attribués à cette occasion au soir du 31 janvier prochain.

Appel à la 152